

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES RÈGLEMENTS
ET
LES TRIBUNAUX DES EAUX

DANS
LES PROVINCES DU SUD-EST DE L'ESPAGNE
(MURCIE ET VALENCE)

Thèse pour le Doctorat économique

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 23 Mars 1912, à 4 heures 1/2

PAR

ÉTIENNE CARPENTIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

DOCTEUR EN DROIT (SCIENCES JURIDIQUES)

Président : M. A. SOUCHON, professeur.

Suffragants { *MM. FERNAND FAURE, professeur.*
HITIER, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

LES RÈGLEMENTS
ET
LES TRIBUNAUX DES EAUX

DANS
LES PROVINCES DU SUD-EST DE L'ESPAGNE
(MURCIE ET VALENCE)

Thèse pour le Doctorat économique

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 23 Mars 1912, à 4 heures 1/2

PAR

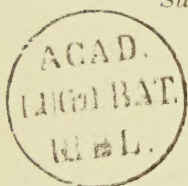
ÉTIENNE CARPENTIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

DOCTEUR EN DROIT (SCIENCES JURIDIQUES)

Président : M. A. SOUCHON, professeur.

Suffragants { *MM. FERNAND FAURE, professeur.*
HITIER, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS - 5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

A MON PÈRE

BIBLIOGRAPHIE

- PEDRO DIAZ CASSOU. — *Ordenanzas y Costumbres de la Huerta de Murcia* (compiladas y comentadas por). Madrid, 1889.
- J. RUFINO GEA. — *La Acequia de Molina*.
— *Orihuela* (1903).
- D^r D. MANUEL DANVILA Y COLLADO. — *Aguas, puertos, canales y pantanos*. 1909, Madrid-Séville.
- D^r FRANCISCO-XAVIER BORRUL. — *Tratado de la distribución de las Aguas del Río Turia* (1831). Valencia.
- RAPHAEL DE MANCHA. — *Memoria sobre los riegos de la huerta de Murcia* (1836).
- FRANCISCO DE ESTRADA. — *Reseña histórica sobre las aguas con que se riega la huerta de Alicante* (1860).
- JUAN ROCA DE TOGORES. — *Memoria sobre los riegos de la huerta de Orihuela*. Valence (1832).
- CONDE. — (Traduction française par Marles). — *L'Histoire de la domination des Arabes et des Maures en Espagne*. Paris (1825). 3 volumes.
- D. FLORENCIO JANER. — (Traduction par Magnabal). — *La Condition sociale des Morisques d'Espagne, causes de leur expulsion, ses conséquences dans l'ordre économique et politique* (1859). in-8°.
- IBN-AL-AWAM. — (Traduction par Clément Mullet). — *Le Livre de l'Agriculture*. Paris (1865-1867). 2 volumes in-8°.

KHALIL-IBN-ISH'AK. — (Traduction, par Perron). — *Précis de Jurisprudence musulmane ou principes de législation musulmane civile et religieuse, selon le rite Malékite.* (Paris, 1849). 6 volumes.

CHEIKH-EL-CHARAM. — *Balance de la loi musulmane ou esprit de la législation islamique et divergences de ses quatre rites jurisprudentiels* (Alger, 1870).

N. DE TORNAUW. — (Traduit par Eschbach). — *Le droit musulman.*

MEYSONNASSE. — *Le droit musulman* (trad.).

AL-KORAN. — Traduit par Savary.

EBN-ACEM. — (Traduction de la *Thofat d'*), par Houdas et Martel.

CANCALON (Vict.). — *Histoire de l'Agriculture depuis les temps les plus reculés jusqu'à la mort de Charlemagne.* in-8°.

B. NADAULT DE BUFFON. — *Des Canaux d'irrigation de l'Italie septentrionale dans leurs rapports avec ceux du Midi de la France* (1843-1844). 3 volumes in-8°.

Maurice AYMARD. — *Irrigations du Midi de l'Espagne. Etudes sur les grands travaux hydrauliques, et le régime administratif des arrosages de cette contrée* (1864). in-8°.

JAUBERT DE PASSA (Baron). — *Recherches sur les arrosages chez les peuples anciens* (1846-1847). 4 volumes in-8°.

A. RONNA. — *Les Irrigations.* (1889-1890). 3 volumes in-8°.

BARRAL. — *Rapports sur des concours d'irrigation qui ont eu lieu dans les départements de Vaucluse et des Bouches-du-Rhône en 1875, 1876 et 1877.* 3 volumes.

LUCIEN DOLLFUS. — *Etudes sur le Moyen-âge espagnol* (1894) in-12.

LOUIS VIARDOT. — *Histoire des Arabes et des Mores d'Espagne traitant de la constitution du peuple arabe espagnol, de sa civilisation, de ses mœurs et de son influence sur la civilisation moderne* (1851). 2 volumes in-8°.

ANONYME. — *Le Canal de Saint-Julien, historique et documents* (1171-1818). 1901. 2 volumes in-8°.

— *Le Canal de Vaucluse, historique et documents* (976-1582). 1905. in-8°.

II. SAUVAIRE. — (Traduction de l'arabe par). — *Voyage en Espagne d'un Ambassadeur marocain* (1690-91). Paris, 1884.

Il existe d'autres ouvrages pouvant fournir des renseignements sur l'histoire des irrigations en Espagne. Mais ces traités sont excessivement rares et difficiles à se procurer. Nous citerons principalement :

AURELIO BENTABOL et PABLO MARTINEZ PARDO. — *Législation de aguas*. Madrid, 1879.

JOSÉ DE HIDALGO TABLADA. — *Manual de riegos*. Madrid, 1851.

JOSE RIUS. — *Noticia historica de la Antigua Legislacion Valenciana*. Valencia, 1851.

JUAN ROCA DE TOGORES. — *Ordenanzas para el regimen y gobierno de la huerta de Murcia*. Murcia, 1849.

ABELLA. — *Manual de Aguas*. Huesca, 1861.

Reglamentos y ordenanzas de las principales acequias del reino de Valencia, por la Sociedad Economica de Amigos del pais de esta ciudad. Valencia, 1846.

Reglamento y ordenanzas de la Real acequia de Parama. Madrid, 1771. Imprenta real de la Gaceta.

Reglamento para el Sindicato de riegos de la acequia de Tauste. Madrid, 1849.

Boletín oficial del Ministerio de Fomento, año 1853
(Tomo VI, página 130). — *Apuntes históricos*
sobre el canal de navegacion y riego, por
Huescar, Lorca y otros pueblos.

SOCIEDAD ANONIMA (Canal de Urgel). — *Reseña de la obra*
del canal de Urgel, Barcelona, 1861.

TOMAS MANUEL VILLANOVA MUNOS. — *Repartimiento de las*
aguas de Murriedro, Lombay, Catadau, Castellon
y Ahnanzora. año 1802.

ANDRÉS LLAURADO. — *Tratado de Aguas y riegos. Madrid,*
1884.

JEAN BR UNHES. — *L'irrigation, ses conditions géographiques,*
ses modes et son organisation dans la péninsule
ibérique et dans l'Afrique du Nord.

AVANT-PROPOS

Bien peu, parmi les institutions soumises à l'examen du philosophe, ou de l'historien, offrent le spectacle remarquable d'une résistance presque dix fois séculaire aux atteintes du temps.

Le tourbillon d'êtres et de choses qui constitue le développement historique, n'a guère laissé derrière lui de ces vestiges dont on puisse admirer qu'à l'heure présente ils donnent l'image presque intégrale d'un passé si vieux.

La constatation de semblables exemples de longévité sociale est un objet de surprise pour des esprits assujettis au dogme de l'évolution, sans qu'on puisse prétendre y trouver un argument pour ou contre la doctrine évolutionniste. Leur étude est-elle susceptible de fournir tout au moins un élément utilisable pour l'appréciation de la courbe de l'évolution? Nous laisserons cette question sans réponse, car un souci de si haute spéculation dépasserait les limites d'un travail qui ne saurait prétendre qu'à contribuer, par un léger appoint, aux recherches his-

toriques relatives à l'agriculture et aux organisations syndicales.

Évidemment l'étude d'institutions ainsi persistantes, ne présente pas au point de vue pratique, tout l'intérêt qu'on peut s'attendre à trouver dans l'analyse de phénomènes qui, portant plus nette la marque de l'évolution, apparaissent dès lors plus normaux. C'est sans aucun doute à ceux-ci qu'on doit demander les armes que le passé est susceptible de fournir pour la lutte économique à venir. C'est à eux qu'il appartient de contribuer à l'élaboration de règles qui, pour n'avoir pas la rigidité des lois scientifiques, autorisent pourtant un certain espoir d'action sur les événements.

Mais, d'autre part, on est en droit d'affirmer que toute étude historique contient un enseignement plus ou moins facile à dégager, comme aussi correspondant à des avantages plus ou moins médiats. Aussi bien, le but de notre travail n'est-il pas autre que de réussir à présenter quelque intérêt documentaire. La survivance en Espagne d'un régime coutumier des irrigations est assez peu connue, bien que depuis quelques années la littérature réaliste espagnole, faisant place à la peinture de vieux usages, tende à les vulgariser.

Il en est ainsi de « la Barraca » de Blasco Ibanez dont les récits empruntent à la description de mœurs encore primitives, une âpre saveur qu'atténuent à

peine les parfums embaumés flottant sur la « huerta ».

La publicité acquise à de très anciennes coutumes hâtera-t-elle leur disparition comme le contact de l'air hâte la décomposition de corps fraîchement exhumés ? Peut-être, mais peut-être aussi ne sera-ce pas de façon définitive, et, si la thèse de Vico mérite quelque crédit, nous sommes autorisés à penser qu'en quelque segment de la « spirale évolutionniste » réapparaîtront renouvelées les antiques dispositions empruntées au génie more.

CHAPITRE I

HISTORIQUE

SECTION I

L'irrigation et l'association en Espagne et dans le Midi français

L'auteur de rapports importants écrits au sujet de concours d'irrigations qui ont eu lieu en 1875, 1876 et 1877 dans les départements de Vaucluse et des Bouches-du-Rhône, M. Barral, rapporte (1) sur l'origine de l'irrigation, une opinion à laquelle il paraît se ranger, et d'après laquelle les systèmes d'irrigations utilisés dans la France féodale auraient été importés d'Italie. Si cela était, il y aurait évidemment lieu d'estimer que l'Espagne, autrefois province romaine, avait dû subir également l'influence de l'Italie et pourrait lui devoir son admirable réseau de canalisations.

Il est vrai que M. de Lavergne, le principal défen-

(1) Rapport de 1876, t. I, p. 2.

seur de la théorie mentionnée par M. Barral, appuyait son argumentation sur des considérations très spéciales au Midi de la France, et ne semblait pas faire remonter le principe de l'influence italienne à une date antérieure à celle où la Vaucluse devint terre papale pour le rester pendant plusieurs siècles.

Mais M. Barral paraît, en ce qui le concerne, faire dater cette influence de l'époque romaine. Cela résulte de son rapport de 1875 (1) où il s'exprime ainsi : « Dès l'époque de la domination romaine, les eaux de « la Durance étaient conduites par des canaux à Sa- « lon et à Arles; plusieurs de ces canaux existaient « encore au ^{xii}^e siècle, mais ils avaient été en partie « détruits ou abandonnés alors que les guerres d'inva- « sion enlevaient toute sécurité aux habitants du « pays ».

On ne saurait retenir les arguments de MM. de Lavergne et Barral que comme s'appliquant à la fois à l'irrigation envisagée comme procédé d'agriculture et au système de l'association, puisque les plus anciens documents l'indiquent comme moyen de mise en œuvre de ce procédé agricole

Peut-être, la règle ordinaire a-t-elle été, chez les peuples anciens plus encore que chez les modernes, l'application du principe d'association pour la création et l'entretien des ouvrages d'intérêt commun.

(1) Rapport de 1875, t. 4, p. 199.

Mais ces canaux que décrit M. Barral et qu'il attribue à l'époque romaine, ont-ils été primitivement destinés à l'irrigation? Sans même essayer de le déterminer, nous remarquerons qu'en tout cas le principe d'association s'imposait de façon moins nécessaire à Rome et dans l'Empire romain que pendant le Moyen âge français et espagnol.

La dispersion d'éléments variés de race, différents de civilisation dans deux pays dont le territoire morcelé offrait l'aspect d'une mosaïque de peuples parqués dans des frontières sans cesse déplacées par la pression d'ambitions et d'inimitiés multiples, ne permettait ni à la France féodale, ni à l'Espagne de s'organiser administrativement comme s'était organisée la puissance romaine. En Espagne comme en France, les premiers travaux d'une importance relative, n'ont été sans doute, sinon effectués, du moins conservés que grâce à une cohésion contractuelle entre les intéressés et à une union entre les particuliers concessionnaires et le seigneur concédant.

A Rome, au contraire, l'administration des travaux publics était en mesure d'établir des ouvrages d'art considérables dont la Campagne nous offre encore des traces.

Pour anciens que soient les canaux dont M. Barral mentionne des vestiges dans le Midi français, aucun ne manifeste que le principe qui a présidé à son établissement fût le principe d'association. S'ils ne sont

pas œuvre romaine, il est à présumer, nous le verrons, qu'ils ont été l'œuvre d'un seul plutôt que de particuliers groupés. S'ils sont œuvre romaine ils ont été exécutés par la plus puissante des administrations et non par des particuliers.

Ce ne serait donc pas à Rome qu'il faudrait attribuer la paternité du régime des canalisations offrant un caractère syndical en Provence et en Espagne, ce n'est pas davantage au génie romain que l'on doit l'invention du procédé d'agriculture qu'est l'irrigation.

D'après M. Nadault de Buffon (1) c'est l'Égypte qui paraît avoir été le berceau de l'irrigation. C'est

(1) Nadault de Buffon, *Tr. des irrigations*, t. I, p. 19. Bien que nous n'ayons pas à rechercher quel peuple eut le mérite d'inventer l'irrigation, mais seulement de préciser, dans la mesure du possible, auquel on peut en attribuer l'importation dans le Midi de l'Europe occidentale, nous devons noter que l'opinion de M. Nadault de Buffon ne paraît pas devoir être contredite. En effet, s'il est vrai que dès avant Jésus-Christ, la Chine avait un réseau de canaux d'irrigations, avec des règles de distribution et des fonctionnaires spéciaux, s'il est vrai qu'en présence de la place prépondérante accordée à l'élément eau par les livres saints de la vieille Inde, on soit autorisé à faire remonter dans ce pays la création des irrigations à une date bien antérieure à la première mention authentique fournie par les livres du canal de Feroze Shah (1351), s'il est vrai que les régions du Tigre et de l'Euphrate fussent sillonnées de très anciens canaux, nous doutons qu'il puisse être fourni des travaux faits en vue de l'irrigation un témoignage plus vieux que le témoignage donné par un texte hiéroglyphique de 1356 avant Jésus-Christ dont M. Ronna (t. III, pp. 536 et s.) indique qu'il fut communiqué par Samuel Birch à la Société des antiquaires de Londres, et fit l'objet d'une note adressée en 1853 à l'Académie des inscriptions et belles-lettres par Lenormant. D'après Lenormant, il apparaissait dans ce texte que les travaux qui y étaient mentionnés étaient d'un usage courant. Et ce texte est de l'époque de Ramsès II !

à l'Égypte dont il est écrit dans la Genèse « *ubi aquæ ducuntur irriguæ* » que Chinois, Persans, Grecs et Romains auraient fait l'emprunt de cette science de fécondité.

Mais si les Romains l'ont apprise plus ou moins directement des Égyptiens, il est certain, à notre avis, qu'ils ne l'ont pas transmise aux populations du Midi et de l'Espagne. Ce sont d'autres conquérants qui en ont introduit l'application dans ces deux pays.

Nous ne voulons pas parler des Wisigoths à qui M. Nadault de Buffon attribue un rôle considérable. Cet auteur, s'appuyant sur cette constatation que la défaite des Wisigoths par Clovis ne leur enleva pas la Septimanie, le Roussillon ni la Provence écrit : « qu'on ne saurait révoquer en doute l'origine des nombreux petits canaux qui depuis le bassin de l'Adour, jusqu'aux plaines de l'Ancien Roussillon, vivifient les belles plaines que possède la France méridionale au pied des Pyrénées, car, plus de la moitié de ces canaux remontent au temps des Wisigoths. L'un d'eux a conservé le nom d'Alaric sous le règne duquel il fut créé dans les premières années du ^{vi}e siècle » (1).

Nous ne pensons pas que ce soit une preuve d'authenticité de son origine que le nom porté par un canal. Aucune justification n'est fournie par M. Na-

(1) Nadault de Buffon, *op. cit.*, p. 42.

dault de Buffon que celui-ci ait été créé au vi^e siècle et nous pencherions à croire que ce « béal » (1) très ancien fut une œuvre romaine baptisée ou rebaptisée par les Wisigoths comme ils ont baptisé code d'Alaric une œuvre juridique qui n'est qu'un simple abrégé du code théodosien.

A défaut d'une preuve établissant de façon certaine que la connaissance de l'invention égyptienne ait pénétré dans la France du Midi et en Espagne par la voie italienne, nous sommes autorisé à estimer que ce fut par un chemin beaucoup plus long, à la suite de la chevauchée fantastique de ces conquérants arabes dont Hérodote mentionnait déjà l'ingéniosité (2).

Certes, nous ne prétendons pas en fournir ici de preuve irréfutable peu aisée, sinon impossible, mais nous espérons pouvoir faire ressortir le caractère de probabilité de cette opinion à l'aide de présomptions tirées du rapprochement de quelques dates et de l'étude des premiers documents relatifs à notre matière.

(1) De Bedalis ou bedale, nom donné par les vieux textes aux canaux du Midi de la France.

(2) Un grand fleuve est en Arabie nommé Corys, lequel donne dans la mer qu'on appelle Erythrée. De ce fleuve donc on prétend que le roi des Arabes, par un tuyau qu'il fit de peaux de bœufs crues et autres cousues ensemble, de longueur à venir jusque dans le désert, conduisit l'eau; que dans le désert, il fit creuser de grands réservoirs pour recevoir et garder l'eau, conduite de la sorte en trois différents endroits par trois tuyaux. Il y a du désert au fleuve douze journées de chemin. (*Hérodote*, livre III, traduction de P.-L. Courier).

SECTION II

**Destination des anciens canaux français
d'après les textes**

La variété des usages auxquels peuvent prêter les canaux, interdit de revendiquer l'existence d'anciens béals pour affirmer qu'ils avaient été créés en vue des besoins de l'agriculture.

S'ils ont, par la suite, été utilisés pour l'irrigation, rien à première vue, n'établit que tel ait été leur objet primitif. Et l'opinion contraire s'impose après l'examen des documents que nous possédons. Il en appert explicitement que la destination originale des travaux de dérivation, a été la mise en jeu de moulins et rien ne permet de penser que leur création ait été l'œuvre d'une association.

Bien au contraire, il semble évident que, sauf de rares exceptions dont l'existence est plus ou moins démontrée, c'est le seigneur et, lui seul, qui a établi les canaux de dérivation datant du Moyen âge.

Ce qui nous autorise à le penser, c'est précisément la considération de leur destination. Le moulin ! mais n'en était pas propriétaire qui voulait. Parler de moulin, c'est nommer le moulin banal. N'est-ce pas ce qu'écrit M. Viollet (1). « L'esclave n'avait pas autre-
« fois d'autre moulin ou d'autre four que le moulin

(1) Viollet, *Hist. du dr. civ. fr.*, 2^e éd., pp. 710 et 711.

« ou le four du maître. Devenu libre, il a été astreint
« à se servir comme par le passé du moulin ou du
« four de l'ancien maître devenu le seigneur. Ailleurs,
« au contraire, des hommes libres ont vu le premier
« d'entre eux mettre la main sur le four et le moulin
« communal. Cet usurpateur s'est fait avec ces éta-
« blissements publics un revenu personnel.

« Sur quelques points enfin, l'antique communauté
« du four et du moulin entre hommes libres, semble
« avoir subsisté jusqu'aux temps modernes, ou encore
« ce droit s'est constitué par voie de cession consentie
« par le seigneur. Ici, comme dans les deux cas précé-
« dents, le four communal est un monopole exclusif.
« Les particuliers ne peuvent avoir ni four, ni moulin.
« Et voilà les origines des banalités. »

Nous avons cité tout ce passage du livre de M. Viollet pour ne pas paraître redouter, en le fragmentant, une objection que l'on songerait peut-être à nous adresser. On dira que les expressions de cet auteur « communauté du four et du moulin », « établissements publics », paraissent contredire à notre affirmation que le créateur propriétaire des canaux fût un seul individu. Mais, outre que le langage de M. Viollet n'est pas absolument affirmatif, en ce qui concerne la survivance du moulin commun entre hommes libres, nous croyons qu'il entend parler sous le nom « d'antique communauté du moulin » d'un vestige de l'ancienne propriété collective, forme primitive

de la propriété, et non pas de quelque chose d'analogue, si peu que ce fût, à une association syndicale, même embryonnaire.

Peu importerait, au surplus, que l'on reconnût en principe aux banalités une origine contractuelle, plutôt que d'y voir l'exercice d'un droit régalien, qu'on s'accordât en théorie à convenir que leur seul mode d'établissement fût la convention et jamais la prescription, si l'on veut bien retenir qu'en fait, un seigneur pouvait faire défense aux habitants, par ordre du juge, de se servir d'un autre moulin que du sien, et qu'au bout de 30 ans, pendant lesquels cette défense était respectée, le droit de banalité était fondé (Boutaric, *Droits seigneuriaux*, Toulouse, 1751, pp. 340 et s.) (1).

Le prétendu consentement tacite de la communauté, qu'on invoque, dans cette dernière hypothèse, n'était qu'un consentement imposé par le maître, c'est-à-dire le contraire du consentement.

Retenons donc à l'appui de notre opinion cette première présomption que le canal créé pour les besoins du moulin n'a dû être l'œuvre que d'un individu, de celui qui espérait y trouver une source de revenus, c'est-à-dire du seigneur propriétaire de ce moulin.

Or, il n'est pas contestable que la mise en jeu du moulin fut l'objet de la création de fossés de dériva-

(1) Cité par M. Esmein. *Cours élém. d'hist. du dr. fr.*, 3^e éd., p. 584, note 1.

tion. Les textes anciens, rapportés par tous les auteurs qui se sont occupés de cette matière et notamment par M. Barral, ne nous laissent aucun doute à ce sujet.

Sans vouloir nous arrêter à la concession, que fit au xve siècle, le seigneur de Puyvert et de Cadenet au seigneur de Lauris, de creuser un canal pour dériver les eaux de ses marais, afin de metre en jeu le moulin de Lauris, nous rappellerons la donation bien plus ancienne, et pour cela plus intéressante, octroyée en juin 1101 par Rostang de Bérenger au chapitre métropolitain de la ville d'Avignon (1).

C'est aussi pour mettre en jeu le moulin de Gordes, que le seigneur baron de Berre construisit au xiii^e siècle le canal de Gordes (2).

Mais nous tiendrons compte surtout des actes qui ont été passés à propos du canal de Saint-Julien, parce que leur succession fait ressortir, mieux qu'aucun autre exposé, l'évolution historique de canaux créés par un seul, pour d'autres besoins que ceux de l'agriculture, puis concédés par ce créateur à un groupe de particuliers, pour l'irrigation de leurs terres et dans des conditions qui sont bien le germe du syndicat.

Un acte de concession du mois de mai de l'année 1171, nous fait explicitement savoir que le vieux canal

(1) Archives Préf. Vaucluse, Série G, fond du chapitre métropolitain d'Avignon, cité par Barral, rapport de 1877, p. 190.

(2) Barral, *Rapport* de 1875, t. I, p. 388.

dit de Saint-Julien, a eu le même usage depuis les temps les plus reculés; que cet usage était la dérivation de la Durance nécessitée par le fonctionnement des moulins actuellement construits, comme aussi des nouveaux moulins qui viendraient à être édifiés. Cette concession de 1171 (1) était faite par Raymond V, duc de Narbonne, à l'Evêque de Cavaillon, Benoît, de dériver les eaux de la Durance depuis le territoire de la Roque jusqu'au territoire du Caumont. C'était plutôt un renouvellement perpétuel, qu'une concession nouvelle. En effet, il y était expressément mentionné par Raymond V, que ses prédécesseurs décédés avaient de tous temps fait la même concession à l'église de Cavaillon.

D'autres actes, relativement nombreux, ne pourraient qu'affirmer mieux encore le bien-fondé de notre opinion, que le seigneur (ou son concessionnaire, ce qui revient au même), faisait creuser les fossés de dérivation destinés à ses moulins.

L'idée n'est donc née que plus tard, de former des groupements, et, pour si naturelle qu'elle nous paraisse, elle est née moins dans l'esprit des futurs concessionnaires du droit commun d'irrigation, que dans celui du seigneur propriétaire des canaux d'alimentation.

Si elle s'est inspirée pour naître de l'utilité commu-

(1) Canal de Saint-Julien *Hist. et documents* (1171-1808) 1901. 2 vol. in-8°, Biblioth. Sainte-Geneviève L, 8° sup. 2249 ; Arch. d'Avignon G, évêché de Cavaillon, cartulaire, fol. 1.

ne, ce n'est pas comme but, mais seulement comme moyen. L'intérêt des communautés d'habitants a été le levier, mais rien que le levier actionné par le seigneur pour diminuer ses charges pécuniaires et augmenter ses revenus. Et voici, l'explication. Les frais d'entretien et de curage étaient forcément très élevés, d'autant que l'établissement des fossés était assez primitif. Ils constituaient une charge telle que le seigneur devait regarder à l'augmenter encore par la création de nouveaux moulins et de nouveaux fossés de dérivation destinés à les mettre en jeu.

D'autre part, en dehors même de cette considération, une autre, qui avait bien sa valeur, était la suivante. La création de canaux nouveaux ne s'opérait pas toujours sans qu'il fût nécessaire d'emprunter le passage sur des propriétés voisines dont les propriétaires auraient pu s'opposer à leur traversée. Un moyen bien simple s'offrait au seigneur de diminuer ses charges d'entretien, c'était d'autoriser les riverains à faire usage de l'eau, moyennant une contribution au curage et à l'entretien des « beals » ou fossés, et la même ressource lui appartenait pour éviter toute opposition de la part de ceux dont la propriété était en jeu.

C'est dans cet esprit que le baron de Berre, octroya à tous les propriétaires dont les terres étaient traversées par le canal de Gordes ci-dessus visé, le droit d'arrosage gratuit pendant un jour de la semaine.

Le désir d'obtenir le passage a été la seule cause de la gratuité de cette concession.

Le canal de Saint-Julien nous fournit l'exemple d'une concession d'arrosage faite en vue de diminuer les charges d'entretien et de curage. Nous n'en trouvons pas la trace dans l'acte de 1171 dont nous avons précédemment fait mention, mais dans une concession octroyée à la communauté des habitants de Cavaillon par l'évêque de Cavaillon, Rostang, au mois de février de l'année 1235 (1). Les archives de Cavaillon possèdent une traduction authentique de cette concession dans laquelle se manifeste le souci pécuniaire du concédant, mal déguisé sous une apparence gracieuse. L'évêque Rostang en accordant aux habitants de Cavaillon le droit « d'arroser en temps et lieu leurs ferrages, leurs prés, jardins, vignes et autres choses qu'ils voudront arroser » avec l'eau du béal de son moulin, « depuis le commencement d'avril jusqu'à la fête de Saint-Michel archange », déclare bien qu'il veut « acquiescer aux prières de toute la communauté de Cavaillon ». Mais ce n'est là qu'une formule, à laquelle on ne saurait s'en tenir, sans risquer d'apprécier très inexactement les intentions réelles du concédant. De la lecture complète de l'acte, résulte une double constatation. En premier lieu, le droit concédé aux habitants de Cavaillon a un ca-

(1) Archives de Cavaillon, D. D., 2 n° 2. Rapport de Barral, de 1877, p. 88.

ractère rémunératoire. Cela résulte en termes formels du dernier paragraphe de l'acte de 1235, ainsi conçu : « Or le dit évêque a fait cette convention « avec les habitants de Cavaillon parce que la dite « communauté a fait de ses propres deniers tout le « fossé par lequel passe le béal jusqu'au dit moulin ». En second lieu, la concession est octroyée à charge de contribuer aux dépenses, et c'est là, croyons-nous, le véritable objet de la convention. Il est permis de le penser si l'on considère le soin avec lequel y est réglementée la collaboration de la communauté.

«... Et dans le cas que dans cet intervalle (entre « avril et la fête de Saint-Michel) il soit nécessaire de « faire quelques dépenses pour amener l'eau au dit « moulin, la dite communauté de Cavaillon devra « faire la moitié des dépenses pour l'établissement « des batardeaux, ou autres dépenses qu'il sera nécessaire de faire pour conduire l'eau par le dit béal, « pour le jeu du dit moulin et l'irrigation des prés, « jardins, ferrages et vignes; et nous et nos successeurs qui seront à l'avenir, nous devons faire la « moitié des dépenses depuis le commencement d'avril jusqu'à la fête de Saint-Michel. Mais depuis « la fête de Saint-Michel jusqu'au commencement « d'avril, nous et nos successeurs nous devons faire « toutes les dépenses qui seront nécessaires pour conduire l'eau du dit béal sans aucun secours de la « dite communauté...

« Si néanmoins la prise du canal venait à être em-
« portée ou changée par une crue considérable de la
« Durance, de telle sorte qu'elle ne puisse être ré-
« tablie sans de grandes dépenses, l'universalité de Ca-
« vaillon sera tenue de contribuer au rétablissement
« de la dite prise du moulin jusqu'à ce que le dit béal
« ait été réparé dans son état primitif... »

C'est là pour ainsi dire tout le corps de l'acte, sauf un très court paragraphe contenant prohibition aux voisins de s'entre nuire, fixant, pour le cas où ils y contreviendraient, une pénalité, et mettant à la charge de l'auteur d'un dommage la réparation du béal. Nous ferons au sujet de cette convention passée en 1235, deux remarques destinées à éviter toute équivoque. La première est relative à l'expression « communauté d'habitants » qui y figure à plusieurs reprises.

Il est bien évident qu'elle sert à désigner non pas une association formée en vue de projets économiques, mais le groupement politique pourvu d'une organisation administrative qu'on appelle « commune » et auquel on conservait parfois le nom de « communauté d'habitants » sans doute en souvenir de son origine première, c'est-à-dire en souvenir de « l'association conclue entre les habitants d'une ville sous la foi du serment pour maintenir la paix au dedans et faire cesser les violences intestines » (1).

(1) Esmein, *Cours élém. d'hist. du dr. fr.*, 3^e éd., p. 298.

Il s'agit si bien de ce groupement municipal dans l'acte de 1235, qu'il y est stipulé que les amendes établies par lui doivent être payées « aux bayles ou consuls qui seront nommés au gouvernement de la Ville ».

Notre seconde observation a trait au dernier paragraphe de l'acte de concession que nous examinons. Ce paragraphe rapporté un peu plus haut, fait allusion à un fossé creusé par la communauté d'habitants de Cavaillon à ses frais.

Faut-il trouver là une preuve que, contrairement à notre opinion, les anciens canaux ont pu être créés, par des associations d'habitants agissant pour leur compte de façon autonome. Nous ne le pensons pas en règle générale, et nous croyons pouvoir affirmer le contraire dans notre hypothèse spéciale. Il nous paraît probable, ou bien que le fossé « par lequel passe le béal » a été creusé pour un autre usage par la municipalité et n'a reçu qu'après coup cette destination, ou bien qu'il a été creusé par elle, mais pour le compte de l'évêque et pour le moulin, ce qui exclut toute idée d'association en vue de l'irrigation. Une considération nous paraît l'établir, c'est que l'acte de 1171 par Raymond, duc de Narbonne qui, avons-nous dit, constate et renouvelle une très ancienne concession plus qu'il ne l'octroie, reconnaissait aux évêques et à l'église de Cavaillon « le droit et l'autorité d'empêcher et d'interdire que quelqu'un ou quelque une sans « votre permission spéciale et votre licence, se per-

« mettre d'édifier ou de construire un moulin, ou
« des moulins dans le fleuve de la Durance ou d'en
« dériver ou enlever l'eau ».

Voilà certes un monopole absolu qui ne laisse aucune place à une action libre de la « communauté de Cavaillon ». Il est vrai que d'après l'acte de 1235, c'est « de ses propres deniers » que la communauté de Cavaillon a creusé le fossé et qu'on ne voit pas nettement pourquoi la communauté aurait payé de ses deniers un travail accompli par l'évêque détenteur du monopole.

Pour cette raison, nous penchons à croire que le fossé utilisé pour le passage du béal a été détourné de sa première destination. Sinon la seule explication plausible serait celle d'une association entre l'église et la municipalité. Mais cette explication ne s'accorde pas avec le langage tenu par l'évêque dans le dernier paragraphe de l'acte de 1235. Il n'apparaît pas le moins du monde dans ce texte que l'évêque agisse en exécution d'une convention synallagmatique antérieure qu'impliquerait la notion d'association. Bien au contraire, ainsi que nous le remarquons précédemment, le concédant prend soin d'indiquer que son geste est uniquement bienveillant et qu'il acquiesce « aux prières de toute la communauté ». Quelqu'intérêt qu'il puisse avoir à le faire, il n'en est pas moins vrai qu'il n'était pas dans l'obligation contractuelle de le faire.

SECTION III.

Apparition du régime des irrigations en Espagne

§ 1. — *Position de la question*

Il ne saurait être évidemment question ici de dates précises, voire même approximatives. Aussi le besoin ne s'en fait-il pas absolument sentir et nous suffira-t-il pour appuyer notre façon de voir, de remarquer que le régime des irrigations est apparu en Espagne avant d'apparaître en Gaule.

On prétendra peut-être trouver là un argument en faveur de l'opinion que nous avons repoussée et aux termes de laquelle les Romains auraient introduit ce système dans les deux pays. En effet serait-on peut-être tenté de dire, la conquête de la Narbonnaise est de date postérieure (125-105) à l'intervention des Romains dans la Péninsule ibérique, intervention qui eut lieu après la seconde guerre punique (201 avant J.-C.).

Nous ne croyons pas devoir nous arrêter à cette considération, car, sans parler de l'Espagne et pour nous en tenir à la Provence, il nous paraît difficile de faire un rapprochement entre la conquête de la Narbonnaise (en 125 avant J.-C.) et une institution dont nous ne retrouvons pas de trace antérieure à celle que nous offre en 1101 la concession de Rostang

de Béranger à l'église d'Avignon. D'autre part, nous estimons que l'influence romaine, au point de vue économique, se serait fait sentir en Gaule, indépendamment de toute idée de conquête, avant de se faire sentir en Espagne.

Il ne faut pas négliger de retenir en effet le contact étroit qui existait entre le pays qui fut la Narbonnaise et celui qui était la Gaule Cisalpine, incorporée par César à l'Italie.

Si d'Espagne le système des irrigations a pénétré en Narbonnaise, son introduction était-elle due aux Wisigoths ou aux Mores? Il semble difficile d'admettre avec M. Nadault de Buffon qu'aussitôt après la conquête de Rome, les Wisigoths, de barbares devinrent civilisés et « firent fleurir l'agriculture » (t. I, p. 43). En tout cas, l'idée d'une association formée en vue de la contribution commune à un ouvrage d'art créé pour l'utilité de parcelles de terrains, ne concorde guère avec le mode de la propriété en usage chez les Germains. Le groupement de propriétaires, est une notion incompatible avec celle de la propriété collective, qui était la forme de la propriété germane (1).

Sans doute, depuis l'époque pour laquelle nous possédons les témoignages que nous en fournissent

(1) Viollet, *Hist. du dr. civ. fr.*, 2^e éd., p. 555.

Esmein, *Cours élém. de l'hist. du dr. français*, p. 43.

César (1), et, près d'un siècle et demi après lui, Tacite (2), jusqu'au jour où les Wisigoths se sont installés dans la Gaule méridionale et l'Espagne, c'est-à-dire vers le v^e siècle, il s'est écoulé un laps de temps suffisant pour leur permettre de prendre contact avec la propriété privée. Mais cette notion leur était trop nouvelle pour qu'on puisse leur attribuer le mérite d'une organisation même très vaguement syndicale. Celle-ci suppose, en effet, une conscience juridique déjà très aiguisée que les Germains ne devaient pas posséder.

D'ailleurs, si nous sommes peu documentés sur l'aspect exact de la péninsule ibérique à l'époque de l'invasion maure, nous ne sommes pourtant pas démunis de tous renseignements relativement à l'existence problématique de canaux d'irrigation. Nous possédons un témoignage dans le sens de la négative. Que vaut-il exactement? Certes, nous ne prétendons lui conférer aucune authenticité, il est seul et il est anonyme, en outre, il est de source arabe et revêt un aspect quelque peu légendaire. Mais, il ne nous paraît pas possible de lui faire une application rigoureuse de la vieille règle « *Testis unus, testis nullus* » et nous sommes autorisés à lui accorder la valeur d'un commencement de preuve, car le

(1) Comm. VI, 22, cité par Viollet.

(2) Germ. XXVI, idem.

ton général de son auteur inconnu est celui d'un écrivain impartial.

Ce témoignage est fourni par la relation de voyage d'un ambassadeur marocain envoyé en Espagne en 1690-1691 (1). Au cours d'un développement destiné à expliquer l'origine du nom de la ville de Tarifa, l'auteur expose que le général Mousa ebn Nosayr reçut de l'émir El Walid, fils d'Abd el Malek, l'ordre d'envoyer « des corps détachés en Andalousie pour reconnaître le pays et ne pas exposer à l'aveugle les musulmans dans une contrée dangereuse » et qu'il répondit à l'émir pour lui manifester que ces précautions étaient excessives : « Il n'y a pas de canal dans ce pays ».

Nous n'avons à proprement parler entre les mains aucun corps de droit dont le maniement soit susceptible, en ce qui concerne les Maures, de nous convaincre si le régime de leur propriété était fondé sur le principe de la propriété individuelle. Mais nous verrons que leur littérature établit l'existence chez eux de deux sortes de propriétés. En tout cas, ils se trouvaient dans un état de civilisation très avancée, infiniment supérieure à celle des autres peuples de cette époque, aussi bien au point de vue des arts de la paix que des arts de la guerre. Les historiens sont

(1) *Voyage en Espagne d'un ambassadeur marocain (1690-1691)*, trad. de l'arabe par H. Sauvaire.

formels à ce sujet (1). Parmi eux, il en est un, l'historien espagnol Florencio Janer, dont l'étude sur « la condition sociale des Morisques d'Espagne » (2) est particulièrement décisive. Il nous rapporte les paroles d'autres auteurs à ce sujet, l'un nous décrit « les Mores consacrés à la pratique de l'agriculture, du commerce, des travaux mécaniques et des arts utiles, dont ils étaient parvenus à se rendre presque maîtres » (3), l'autre, Lafuente, déclare qu'ils s'étaient emparés de l'agriculture où ils excellaient « par leur admirable système d'irrigation au moyen de conduits et de canaux, par la distribution convenable et la circulation des eaux dans ces artères » (4). Et ne fallait-il pas cette immense supériorité des Mores, pour qu'après la « reconquista » par les rois de Castille et d'Aragon, ceux-ci aient consenti à accepter pour vassaux des populations musulmanes en masse, à leur laisser leur religion et leur *zuna* (coutumes) comme le fit don Jaime le Conquérant pour les Mores de la Vallée d'Axo (5).

Ne fallait-il pas, chez le vainqueur, la conviction absolue de la science agricole et commerciale du

(1) Louis Viardot, *op. cit.*, t. II, p. 13.

Simonde de Sismondi, *Hist. des Fr.* t. II, notamment pp. 137-138-198, etc...

(2) Traduct. Magnabal.

(3) Idem, p. 67.

(4) Idem, p. 94.

(5) Idem, p. 14.

vaincu, pour qu'au lieu de réduire en esclavage l'infidèle désarmé, le chrétien ait autorisé l'existence des « mudejares » (1) admis à vivre de la vie des citoyens. La preuve de cette supériorité des Mores apparaît plus certaine encore dans les manifestations auxquelles donna lieu sous le roi Philippe III l'expulsion des Morisques, telle par exemple la supplique adressée au roi par les députés de Murcie le priant de revenir sur sa décision à l'égard des Mores d'Andalousie « nécessaires à l'agriculture » (2). Cette preuve apparaît également et surtout dans la grâce « faite dans chaque localité de cent feux à six familles pour conserver dans le royaume les connaissances pratiques d'agriculture et de labourage » (3).

§ 2. — *Présomptions tirées
de la littérature jurisprudentielle des Arabes*

Il n'est guère facile, si même il est possible, d'adopter dans ce paragraphe la méthode suivie par certains commentateurs qui distinguent entre la jurisprudence civile et la jurisprudence religieuse.

(1) Les mudejares, ces particuliers autorisés à vivre parmi les citoyens, furent remplacés vers le xiv^e siècle par une catégorie d'individus assimilés à des vassaux et qui précisément portèrent le nom de Morisques (Florencio Janer.)

(2) Florencio Janer, p. 83.

(3) Idem, p. 73.

Ce sont là deux rubriques et non deux sources différentes. La loi civile et la loi religieuse des Musulmans sont tirées toutes deux du même texte et par suite ne sont pas dissociables. Nous nous bornerons donc à rapporter ici, quelques fragments susceptibles de fournir des renseignements sur le régime de la propriété et des irrigations chez les Arabes, en indiquant seulement s'ils sont empruntés au texte interprété, c'est-à-dire au Koran même, ou aux textes interprétatifs, c'est-à-dire à la littérature jurisprudentielle.

D'autre part, nous aurons soin de ne recourir qu'à la jurisprudence du rite malékite. On sait, en effet, qu'il existe plusieurs rites du droit musulman, le rite malékite, le rite hanéfite et le rite ibadite, par exemple, c'est-à-dire plusieurs interprétations orthodoxes. Le rite malékite est ainsi baptisé du nom de l'auteur du troisième recueil jurisprudentiel orthodoxe, Malek. Or, le rite malékite fut observé en Espagne sinon depuis le début de la conquête, du moins depuis le règne d'El-H'akem qui fit abandonner la jurisprudence hanéfite jusque-là observée (1).

(1) M. Perron (*op. cit.*, aperçu préliminaire, p. IX) explique que cette transformation eut lieu grâce à l'influence que prit sur El-H'akem un savant jurisconsulte du nom de Iahia. Cette influence, d'après cet auteur, fut telle que le souverain « n'accordait de judicature à qui que ce fût que sur le choix et l'approbation de Iahia »; par suite « les tribunaux ne décidèrent et ne jugèrent plus aucune question que sur les principes du rite de Malek ». En effet, au cours de son pèlerinage, Iahia, qui du reste était l'élève de Ibn-Ouahb et d'Ibn el-Kacem, avait entendu les leçons de Malek.

Il n'est pas sans intérêt de signaler, sans y appuyer, quelques textes du Koran qui, à défaut de documents précis sur la civilisation musulmane d'une époque déterminée, paraissent propres à nous permettre de tirer une conclusion en faveur de notre théorie. N'oublions pas en effet, que, depuis le Koran, la civilisation islamite s'est pour ainsi dire pétrifiée. Ce qui fut lors du Koran doit être envisagé comme l'image exacte de ce qui a été à une époque quelconque postérieure. Le droit musulman s'est figé, pour ainsi dire, en même temps que parlait Mahomet, révélant la parole de Dieu. De telle sorte qu'à l'heure actuelle, il est possible d'étudier les institutions musulmanes encore vivantes de la même façon qu'on étudierait les institutions de la vieille Rome, depuis longtemps passées à l'état de souvenirs. Il s'agit là, en effet, dit un auteur que nous avons déjà cité « de l'étude des institutions sociales d'un peuple qu'une loi immuable depuis douze siècles et demi travaille, retourne et remet dans le moule. Car ici, le peuple, la population, la nation n'a pas fait la loi; c'est la loi qui a fait, qui a fondu, qui a moulé la nation, la population, le peuple » (1).

Le Koran est la proclamation des bienfaits de

(1) Perron, *op. cit.*, aperçu préliminaire.

M. Meysonnasse (*op. cit.*, introduction), déclare dans le même sens que depuis l'an 241 de l'hégire, les juges islamites appliquent les mêmes règles, et les appliqueront jusqu'à la fin des siècles sans rien ajouter ni retrancher.

l'irrigation en même temps que de la propriété individuelle.

Il n'est pas une page du livre sacré qui ne soit pleine de ces deux objets, dont du même coup il consacre l'ancienneté séculaire. En effet un livre sacré destiné non pas à un petit nombre d'individus, mais à la grande masse d'une foule ignorante dans laquelle il veut faire pénétrer la parole divine, ne parle pas une langue quelconque. Il doit faire un choix d'images de compréhension facile; ses paraboles ne doivent enfermer que des notions familières aux esprits grossiers qu'il veut ouvrir à la lumière spirituelle. Il en résulte que ceux à qui Mahomet, par révélation, parlait d'arrosage et de propriété, connaissaient ces institutions et les connaissaient par la pratique.

Nous ne rapporterons ici que deux textes tirés du Koran et relatifs à l'arrosage, car ce sont ceux qui nous semblent les plus concluants et dont les expressions paraissent faire particulièrement allusion à l'arrosage artificiel.

L'un est le verset 268 du chapitre II (1) « Qui de vous voudrait avoir un jardin planté de palmiers, orné de vignes, *entrecoupé de ruisseaux*...

L'autre texte comprend les versets 31 et 32 du chapitre XVIII (2) « Propose cette parabole : un

(1) Chap. intitulé : la Vache, et donné à Médine.

(2) Chap. intitulé : la Caverne, et donné à la Mecque.

homme possédait deux jardins plantés des vignes entourés de palmiers et enrichis de diverses semences. Ils devinrent féconds et son attente ne fut point trompée. *Nous avons fait couler un ruisseau au milieu...* »

En ce qui concerne la propriété privée, nous pourrions faire appel à tous les textes qui établissent l'excellence de l'aumône, car il semble bien que la charité soit une vertu compatible seulement avec la propriété privée. Mais une objection serait possible. La charité n'est guère en soi, et elle apparaît surtout comme telle dans le Koran, qu'une aliénation du superflu, c'est-à-dire une aliénation mobilière. On pourrait donc nous dire que ces textes, pour établir la propriété privative des meubles, n'en laissent pas moins intacte la question de propriété individuelle des fonds, que nous considérons comme une notion essentielle de l'institution de l'arrosage syndical.

D'ailleurs le Koran fait plus explicitement la distinction de la propriété privée et de la propriété publique dans les versets 27, 28 et 29 du chapitre XXIV (1) « O croyants ! n'entrez pas dans une maison étrangère sans demander permission... Quand même il n'y aurait personne, n'y entrez pas qu'on ne vous l'ait permis et si l'on vous refuse, retournez-vous sur vos pas, l'équité le demande... Mais vous pouvez entrer librement dans les édifices publics qui vous sont de quelque utilité... »

(1) Chap. intitulé : la Lumière, et donné à Médine.

Si nous passons à l'examen de la littérature jurisprudentielle civile, nous ne saurions énumérer tous les textes sinon relatifs de façon directe à une distinction entre la propriété privée et la propriété publique, mais comportant implicitement cette distinction, que fournit le *Monkhtağ'ar* de Khalil-Ibn-Ish'âk traduit par M. Perron (1). Cet auteur écrit ordinairement en supposant évidente la distinction qui nous occupe. Il n'en pose pas les termes de façon formelle, mais il y fait allusion comme par exemple lorsqu'il écrit (tome V de la traduction, p. 25 : « L'immobilisation (2) d'une chose possédée en propriété privative est licite... »

D'ailleurs l'énumération de textes serait superflue et nous signalerons simplement que chez les Musulmans il y avait deux sortes de terres : les terres dites *melk*, qui étaient de propriété privée, et les terres dites *ouak'f*, *h'abès* ou *h'abous* dont la propriété, selon l'expression musulmane, « est renvoyée à Dieu » (3). Les islamites entendent par là que le droit du propriétaire est détruit et « que l'usufruit seul en reste disponible pour les hommes... Le souverain, pas plus que le paysan cultivateur ni le seigneur placé entre

(1) Son nom complet est Khalil-Ibn-Ish'âk-Ibn-Iak'oub. Il vivait au VIII^e siècle de l'hégire et mit 25 ans à écrire son livre (note du traducteur).

(2) L'immobilisation est la constitution d'un usufruit pour toute la durée de la chose (note du traducteur).

(3) Perron, *op. cit.*, t. II, p. 649.

eux, n'a le droit de disposer du fonds de la terre » (1). Remarquons d'ailleurs que ce double régime de la propriété nous est signalé comme celui des Musulmans d'Algérie, par les auteurs qui ont étudié la propriété foncière musulmane de cette région avant la conquête française.

Nous sommes autorisés dès maintenant à affirmer que d'après ce qui précède, d'après l'esprit général du Koran comme d'après la lettre jurisprudentielle du rite malékite, les Arabes d'Espagne possédaient la notion de la propriété privée.

Nous ne négligerons cependant pas une objection nouvelle que l'on pourrait tirer d'une décision souveraine dont nous ignorons la date mais qui, nous le croyons, est antérieure à l'invasion de l'Espagne par l'islam. Cette décision contenait le refus de distribuer aux musulmans les territoires conquis

La mention de ce refus est fournie dans une note de M. Perron (2) qui cite un passage de l'ouvrage de M. Worms. D'après ces auteurs les territoires conquis furent immobilisés par Omar au profit de la société musulmane. Par suite, sauf la péninsule arabique, tous les autres pays devenus musulmans et « agrégés au domaine de l'islam par la victoire ou par capitulation, sont de nature tributaire d'où résulte la mise en ouak'f... »

(1) Idem.

(2) Idem.

Nous dira-t-on qu'il a dû en être de l'Espagne comme des autres provinces conquises et qu'en conséquence la propriété foncière n'y fut pas organisée individuellement ? Nous l'ignorons, mais qu'importe, nous ne prétendons pas que l'organisation syndicale de l'arrosage repose sur la pratique de la propriété individuelle. Nous prétendons seulement que la notion de cette méthode d'arrosage ne pouvait guère naître que chez un peuple familiarisé avec la notion très voisine de la propriété individuelle.

Supposons contrôlée cette opinion, que le régime des terres d'Espagne ait été le régime des terres h'abous, et que les particuliers n'aient eu sur elles que des droits d'usagers, en serait-il moins vrai que l'on doit de toute apparence aux Musulmans l'invention du système des associations d'irrigants, puisque le régime des terres pratiqué dans le berceau de l'islam était le régime de la propriété privée.

L'invention d'un système et son application sont choses essentiellement différentes et l'on conçoit parfaitement, en principe, que les conditions de milieu et de temps dont la réunion est nécessaire pour l'élaboration d'une idée s'imposent moins déterminantes pour son application.

On ne saurait par suite tirer de la prétendue décision d'Omar dont l'application à l'Espagne n'est d'ailleurs pas justifiée de façon suffisante, un argument contre l'importation islamique du procédé

syndical d'arrosage. D'autant que l'adaptation de ce procédé à l'utilisation simplement usagère des territoires n'offrait pratiquement aucune difficulté.

Et c'est une constatation bien faite pour appuyer notre opinion que de trouver dans les textes du rite malékite la preuve que les Musulmans pratiquaient l'association agricole sous le nom de mouzâraa (1).

Nous nous réservons de mentionner encore en étudiant les organes judiciaires des « regadios » et les modes de répartition de l'eau, les traces de l'influence islamique dont nous pourrons justifier à l'aide de textes empruntés à la littérature jurisprudentielle des Arabes.

§ 3. — *Présomptions tirées de la littérature agricole des Arabes*

Cette littérature abondante n'est guère connue que par les citations que nous en fournit le « Livre de l'agriculture *Kitab al Felahah* » (2). C'est l'auteur de

(1) Perron, *op. cit.*, t. IV, pp. 206 et s.

(2) A propos de ce titre, M^e Clément Mullet, traducteur de ce livre, mentionne en note, p. 19 de son introduction, que « felahah » est le nom d'action du verbe « felah » dont le sens primitif est « rompre, rompre. Appliqué ensuite au travail de la terre il a pris le sens de colere, cultiver et le cultivateur a été nommé fellah. Il en a été de même chez nous, le mot rompere pris aussi dans le sens de cultiver a produit le mot ruptura, duquel on a fait roture et rupturarius, roturier ou cultivateur (Voy. Gloss. Ducangee, v^o Rumpere).

ce livre Ibn al Awam (1) de Séville qui mentionne notamment Ibn-Waschiah (iii^e siècle de l'hégire, soit x^e siècle de l'ère chrétienne) Hadj de Grenade, qui d'après un auteur aurait vécu vers 1160 (2) et Abou l'Kair de Séville, sur la vie duquel nous ne possédons aucune donnée (3).

Le livre d'Ibn al Awam présente un intérêt certain, sinon considérable, car, entre autres choses, il fait une place à l'étude de l'irrigation (4). Cette étude se place dans la première partie, aux chapitres III et XIII. L'œuvre complète est divisée en 34 chapitres.

De façon générale, l'œuvre de Ibn al Awam établit de façon éloquente le degré d'extrême civilisation des Mores en matière agricole, car, s'il s'y trouve encore quelques passages qui conservent l'empreinte des anciennes pratiques superstitieuses, elle décèle

(1) Son nom complet est Abou-Zakaria-Jahia-Ibn-Mohamed-Abou-Ahmed-Ibn-Al-Awam. Il ne se serait pas contenté d'être un théoricien, car, dit M. Clément Mullet, il cite souvent les expériences qu'il fit lui-même sur la montagne de l'Ascharf et les bons résultats qu'il en avait obtenus.

(2) Introd. au livre de l'agriculture, p. 78.

(3) Idem.

(4) Ce livre paraît, dit M. Clément Mullet, avoir été composé vers le v^e siècle de l'hégire, qui correspond au xii^e siècle de l'ère chrétienne... La correction du style d'Ibn-al-Awam, dit Banqueri dans sa préface (p. 5), ne permet pas de le placer plus loin que le siècle indiqué. M. Ernest Meyer fait judicieusement observer que Hadj-de-Grenade cité par Ibn-al-Awam écrivait dans l'an 553 de l'hégire, an 1158 de l'ère chrétienne ce qui précise les dates. « M. Clément Mullet mentionne comme manuscrits de cet ouvrage celui de la bibliothèque de l'Escorial, celui de la bibliothèque de Leyde. La bibliothèque nationale ne possède, dit-il, que la 1^{re} partie.

d'autre part, une connaissance approfondie, non pas seulement de quelques cultures, mais de toutes, au point de vue des engrais comme des procédés de reproduction.

Mais, au point de vue spécial qui nous occupe, le livre de l'agriculture contient des renseignements qui semblent faire concorder notre thèse avec la vérité historique.

Sans nous arrêter à la ressemblance frappante des expressions qui, dans les deux langues espagnole et arabe, servent à désigner tant les canaux d'irrigation que les appareils élévateurs, nous mentionnerons pourtant la similitude des mots *noria* et *naa'ourah* employés pour désigner la roue à godets servant à puiser l'eau, et des mots *al-ssakyah* et *acequia* utilisés pour nommer les canalisations. Il en est encore ainsi du terme espagnol *azarbe* et de l'arabe *açarb* ou *azarb*, expressions qui servent également pour désigner les canaux, du terme *quijero* qui désigne les bords d'un cours d'eau et du mot arabe *quixara*. Citons enfin, le mot *rafa* (sorte de claie en roseaux destinée à élever le niveau de l'eau qui vient du terme arabe signifiant élever, puis l'expression *sobrecequero* qui en arabe se traduit par *ḡahib-al-sequia*.

Évidemment l'analogie d'appellation ne suffit pas pour faire trancher la question de paternité des irrigations plutôt au profit des Mores qu'au profit

des Espagnols (1), mais elle prend une force singulière à la lecture du livre d'Ibn al Awam. En effet, l'écrivain arabe, lorsqu'il fournit des descriptions sur la noria, sur les modes de nivellement du sol, sur l'établissement des rigoles, n'entre pas dans tous les détails, car il lui apparaît que beaucoup d'usages sont trop courants pour qu'il soit nécessaire de les mentionner. C'est dans cet esprit qu'il écrit (2), qu'après le nivellement du terrain, « on ouvre les canaux ou rigoles dans « les conditions connues. » Il semble, ce disant, indiquer qu'il s'agit là de conditions absolument élémentaires sur lesquelles il n'est besoin d'insister.

N'est-il pas légitime de penser en conséquence, qu'Ibn al Awam fait allusion à de très anciennes coutumes? Il confirme ainsi l'affirmation fournie par Florencio Janer (3) que c'était depuis des « milliers » d'années que les nouveaux chrétiens (c'est-à-dire les Mores convertis) possédaient leurs méthodes, leurs moyens agricoles, entre autres, leur merveil-

(1) Il faut en effet tenir compte des déformations considérables que peuvent subir certaines expressions dont l'apparence étymologique est fondée sur leur seule déformation. Nous ne pouvons en donner un meilleur exemple que celui fourni par M. Pedro Diaz Cassou (*op. cit.*, p. 55) précisément en matière d'irrigation. Il rapporte qu'un répartiteur avait pour nom Dardalla dont on fit en l'altérant très légèrement Ardalla. Si légère que fût l'altération, elle suffit pour qu'on rapprochât étymologiquement ce mot de l'arabe ardallah (terre de Dieu) et pour conclure de là que ce répartiteur était chargé d'arroser les terres d'une mosquée.

(2) P. 133 de la traduction Clément Mullet.

(3) *Op. cit.*, p. 49.

leux système d'irrigation et « leurs anciennes et justes lois sur la répartition des eaux qui sont le code auquel se rapportent encore les laboureurs de Valence et d'Andalousie pour décider les questions. »

Et cela nous apparaît avec certitude lorsque nous lisons le passage du livre de l'agriculture relatif à la noria, c'est-à-dire à cet appareil élévateur primitif qui consiste en une roue à godets et qui, aujourd'hui encore, est très en usage dans le midi de l'Espagne.

A ce sujet, Ibn al Awam ne fait que mentionner des améliorations du système. Il indique certains perfectionnements ayant trait notamment à l'allègement de l'appareil grâce à l'augmentation du diamètre de la grande roue de la noria, et du nombre des dents de la petite, à la longueur de l'arbre de couche, etc., etc.

Or, il ne faut pas oublier qu'Ibn al Awam n'est guère qu'un compilateur; il ne fait pas œuvre originale en mentionnant ces perfectionnements, il les emprunte à l'un de ses devanciers qu'il nomme. Ce devancier est un écrivain arabe Aboù-I-Khaïr de Séville qui semble avoir décrit les résultats de ses propres expériences (1).

Voilà qui dénote l'ancienneté de la noria, et suffirait à établir aussi l'ancienneté du système d'irrigation pour lequel la noria avait été créée, s'il n'existait

(1) Intr. de Clément Mullet, p. 78.

pas dans le livre de l'agriculture des preuves encore plus frappantes de cette ancienneté. Nous croyons les trouver dans les descriptions fournies par Ibn al Awam au sujet des méthodes employées pour le nivellement du sol et qu'il emprunte encore à Abou-l-Khaïr (1).

Il en est ainsi du procédé de nivellement avec l'instrument appelé al-marhifal, c'est-à-dire niveau avec fil à plomb (2), et du procédé de visée appelé qirmidatân. Nous noterons spécialement, en ce qui concerne ce dernier, qu'il repose sur l'emploi de deux tuiles creuses dont l'une est posée à terre sur sa partie convexe et l'autre placée sur la première de telle sorte « qu'ensemble elles forment un conduit percé. » Ce procédé est particulièrement intéressant, parce que, sans qu'il nous soit permis de l'affirmer, il semble bien que de procédé de visée il soit devenu ensuite un mode de mensuration de l'eau fournie, d'où l'expression « tuile d'eau » employée à Valence (3). Sur ce point, pourtant, nous ne saurions nous montrer très affirmatifs, car pour certains auteurs dont est M. Ronna (4), la « tuile d'eau » employée encore aujourd'hui par les Arabes — et qui serait précisément la tuile d'eau figurant dans les anciens règlements des

(1) P. 130 de la traduction de M. Clément Mullet.

(2) Idem.

(3) Aymard, *Irrigations du midi de l'Espagne*, p. 24.

(4) Ronna, *op. cit.*, t. II, pp. 306 et s.

canaux de Valence — devrait s'entendre du volume d'eau passant dans une tuile ordinaire placée la concavité vers le ciel, « de façon à arroser la crête d'un batardeau qui l'affleurerait. »

§ 4.— *Témoignage fourni par les vieilles ordonnances des rois de Castille et d'Aragon*

Il est curieux de constater que les présomptions sur lesquelles nous croyons pouvoir appuyer notre opinion prennent un relief particulier à la lecture des plus anciennes ordonnances que les rois de Castille et d'Aragon ont édictées sur la matière après la « reconquista ».

Ces ordonnances non seulement font allusion au système d'irrigation antérieur, mais manifestent le souci de se conformer à l'état de choses précédent.

Nous nous contenterons d'en citer deux dont les termes sont reproduits dans presque toutes les autres.

La première, dont la traduction a été fournie par M. Jaubert de Passa, date de 1239. Elle a été édictée pour le territoire de Valence par don Jayme d'Aragon après la reconquête de cette ville, effectuée en 1238. Elle est ainsi conçue : « Pour nous et pour nos
« successeurs, nous donnons et concédons pour tou-
« jours à vous tous réunis et à chacun des habitants
« ou pobladores (1) de la cité du royaume de Valence

(1) M. Jaubert de Passa estime que ce terme doit être traduit par « fondateurs de colonies ».

« et des divers terroirs du dit royaume, toutes et
« chacune des acequias franches et libres princi-
« pales, moyennes et petites, avec leurs eaux, leurs
« prises et avec les conduits des ces mêmes eaux,
« comme aussi les eaux des fontaines à l'exception
« de l'Acequia real qui se dirige vers Puçol, desquel-
« les acequias ou fontaines, vous posséderez pour tou-
« jours les eaux... soit de nuit, soit de jour, de telle
« sorte que vous pourrez toujours arroser et prendre
« l'eau sans servitude, sans corvée et sans tribut;
« enfin vous jouirez des dites eaux selon qu'ancien-
« nement on l'avait établi et pratiqué du temps des
« Sarrasins ».

L'autre ordonnance, édictée par Alphonse le Sage de Castille, est relative à la région d'Orihuela (1) dont la « reconquista » fut effectuée en 1265 par le roi d'Aragon qui en céda le territoire à son beau-frère de Castille (2). Cette ordonnance est moins précise que la précédente en ce sens qu'elle n'affirme pas aussi catégoriquement dans la lettre que le régime pratiqué par les Sarrasins avant la reconquista avait été établi par eux, mais elle reste aussi catégorique dans son esprit (3).

(1) Petite ville située sur la rive gauche de la Segura, entre Murcie et l'embouchure, au Sud-Ouest d'Alicante et des célèbres palmeraies d'Elche.

(2) La Acequia de Molina, par J. Rufino Gea, p. 3 et s.

(3) Vengan las aguas sin embargo assi como venian en tiempo de Moros e partan las aguas.... assi como las habien en tiempo de Moros, (texte rapporté par M. Pedro Díaz Cassou. *Op. cit.*, p. 109).

Elle contient la formule « como en tiempo de Moros ». Ce n'est pas ici le lieu de rapporter intégralement le texte de cette ordonnance dont la promulgation, nous apprend M. Rufino Gea, correspondit avec la ratification de l'élection de Pedro Zapatero, premier « juge des eaux », pour la région d'Orihuela.

Nous ne donnerons que la traduction de l'article deux, ainsi conçu : Le « Sobrecequero » (1) distribuera les eaux comme au temps des Mores, donnant à chacun selon son droit et veillant à ce que les aqueducs soient nettoyés chaque année. « Como era en tiempo de Moros » voilà le *leit motiv* des diverses ordonnances de cette époque et, ainsi que nous l'écrivions au début de ce paragraphe, cette constatation n'est pas sans importance si on veut bien considérer que ces ordonnances sont pour ainsi dire encore, dans l'esprit général sinon dans la lettre des détails, le catéchisme en matière d'irrigation.

Bien peu de choses sont changées, en effet depuis que M. Maurice Aymard écrivait : « Pas un paysan à Valence qui ne vous parle du roi d'Aragon don Jayme I^{er} auquel les arrosants de ce pays doivent leurs privilèges comme il pourrait parler d'un roi contemporain... A Murcie, le nom du roi Alphonse le Sage, contemporain de don Jayme, est dans toutes les bouches » (2).

(1) C'est-à-dire le chef des canaux, le syndic en chef.

(2) *Les irrigations du midi de l'Espagne*, p. 4.

Si bien obéies furent les ordonnances et si bien suivie leur recommandation répétée, dit M. Rufino Gea « avec une insistance significative » de se conformer aux usages des Sarrasins, que cet auteur n'hésite pas à voir dans cette obéissance une des causes de l'empreinte que la race more a marquée sur le caractère espagnol (1).

Nous ne rechercherons pas quelle fut la part du génie more, ni celle qui revient aux institutions espagnoles dans le régime actuel des irrigations de la péninsule ibérique. Cet examen critique est rendu

(1) « Como era en tiempo de Moros, mandato que, repetido con expresiva insistencia en otras reales provisiones, fue cumplido por nuestros antepasados con la suficiente exactitud para legarnos, a traves de los siglos, varios usos y costumbres, y aun algo del carácter y modos de ser de los fanaticos descendientes del Profeta. »

Et ce n'est pas là seulement un avis isolé, c'est l'opinion que professe encore dans sa préface au commentaire de M. Pedro Diaz Cassou M. Francisco Silvela de Levielleuze. Il nous dit parlant des Maures « ... Acertaron a levantar monumentos imperecederos a su memoria en esos regadios cuya disposicion ingeniosa y doble systema de riego y saneamiento, despierta en quien les estudia la idea de compararle con el doble sistema, arterial y venoso del organismo humano..... rigieronla por leyes y costumbres, que eron las mas apropiadas; y el acierto en la adaptacion fue tanto, que al efectuarse la reconquista, los reyes christianos se esforzaron en conservar el orden de cosas arabe, y en que apenas se opera mas que una sustitucion de personas; y en efecto, sigue y se perpetua lo que D. Jaime el conquistador llamaba « la forma antiga, l'esta antich », el espiritu musulman persiste y se sobrepone al cristiano en todos esos emporios agricolas del Levante y Mediodia espagnoles y la fuerza de persistencia de aquel espiritu..... es tal que, despues de siglos y revoluciones.... todavia los descendientes de los Moros expulsos... se senten impresionados por analogias de vida y de costumbres, y exclaman como uno de los embajadores marroquies desembarcados en Malaga hace algunos anos y a quien nocabe suponer intencion alguna epigramatica : « todo igual, todo igual en este pais y en el mio. »

impraticable; dans une étude d'ensemble, par l'infinité variété des coutumes régissant la matière. Deux régions voisines, obéissent à des réglementations dissemblables dans leurs détails d'application sinon dans leur principe. Mais ce principe est emprunté aux coutumes arabes, ce sont les Mores qui ont posé, en Espagne, les assises du régime des associations d'irrigants avec leurs comités directeurs élus chargés de la police et de la justice.

Il est possible, comme l'affirmait M. Aymard (1), sans d'ailleurs fournir une justification quelconque de son assertion, que les Sarrasins aient manifesté quelque incohérence dans l'établissement de leurs principes de répartition. Il est possible que parfois leur système de pénalités comme la détermination des attributions aient péché par quelque imprécision.

Il est possible que, dès lors, les institutions espagnoles aient eu à intervenir notamment pour « régler avec précision l'action des tribunaux armés par les Maures d'un pouvoir de répression discrétionnaire ». C'est chose possible et c'est même chose probable. Mais le même auteur n'en constatait pas moins qu'il n'en a pas été partout ainsi, puisqu'à Grenade principalement, les choses à l'époque où il écrivait, étaient dans « le même état » où les avaient laissées « les Maures à la fin du xve siècle ».

(1) *Op. cit.*, pp. 10, 11 et 12.

Et nous avons signalé déjà quelques présomptions militant en faveur de cette opinion qui, au premier abord, et pour si répandue qu'elle soit, semble revêtir un aspect purement légendaire.

Appendice. — Quoi qu'il en soit, et sans qu'il convienne ici d'accorder à la similitude des noms, une importance plus grande que nous ne lui en avons attribuée et ne lui attribuerons encore, nous ferons ici place à une remarque intéressante présentée par un auteur espagnol écrivant pour la province de Murcie (1).

Il constate en premier lieu que l'organisation de l'irrigation supposait l'intervention des pouvoirs publics, dont l'influence n'a pu être suffisante que sous les califes de Cordoue Abd-er-Rahman III et Al-Hakem II. Il s'attache ensuite à cette considération que les canaux primitifs ont été peu nombreux, « la huerta » étant relativement peu étendue, et qu'ils portaient en conséquence des noms génériques, tels pour les deux acequias mayores les noms de Aljufia (Nord) et de Alquibla (Midi). Les prolongations de ces acequias mayores reçurent le nom des tribus qui les avaient exécutées; ainsi pour l'acequia mayor du Nord (Aljufia) les tronçons de Benetucer, Benefiar, Beniza et Benimongit créés par les Beni Tussef, les Beni Fiah, les Beni-Izah et les Beni Mongit; tels encore

(1) M. Pedro Díaz Cassou, *op. cit.*, pp. 54 et 55.

les tronçons de l'acequia mayor du Midi (Alquibla) qui portent les noms de Benicotot et de Benicomay parce que établis par les Beni Kotota et les Beni Kōmaya...

L'auteur cite encore les canaux creusés par les Beni Afiel, les Beni Ahmed et les Beni Hassan qui portent les noms de Beniel, de Bendamé et de Beniajan. Enfin, ajoute-t-il, beaucoup d'acequias minores tirent leur appellation de la situation des lieux; ainsi au Nord les canaux Albatalia (terre marécageuse), Algualeja (jardins, vergers), Caravija (canal de la cité) et au Midi, Alcatel (palmier) Alguazas (détour), etc. Mais comme c'est un guide peu sûr pour établir l'origine d'un canal que le nom qu'il porte, l'auteur fait trois propositions destinées à en faciliter la recherche : 1^o rentrent en général dans la catégorie des canaux primitifs établis par les califes ceux qui ont une prise ouverte et ne sont pas soumis au tour; 2^o ceux qui ont une prise fermée sont de date postérieure, mais peuvent aussi bien avoir été établis par les Maures que par les chrétiens; 3^o enfin si un canal obéit pour partie à ces deux régimes, c'est qu'un tronçon est le canal primitif et l'autre une prolongation.

SECTION IV

**Apparition du régime collectif
des irrigations dans le Midi de la France**

De ce qui précède, nous sommes naturellement amenés à conclure que, si les canaux creusés dans le Midi de la France, pour le service des moulins, ont été vers la fin du ^{xiii}^e siècle, mis au service de communautés en vue de l'irrigation, il convient de voir là un effet de l'influence moresque.

C'est bien par la Septimanie, comme le prétendait M. Nadault de Buffon, que s'est introduit en Gaule l'usage agricole nouveau, mais ce n'est pas à l'époque où cette province faisait partie du royaume des Wisigoths. C'est au contraire, postérieurement au renversement de leur domination par les Arabes qui passèrent les Pyrénées au début du ^{viii}^e siècle sous la conduite d'El-Haur-ben-Abdel-Rhaman. On se souvient que les Maures pénétrèrent en Provence jusqu'au delà du Rhône. Ils en furent chassés par Eudes, mais ils gardèrent la Septimanie dont ils fortifièrent la capitale Narbonne. De Narbonne, ils retournèrent encore en Provence, et cela sur la demande même du Patrice d'Arles, Mauronte. En 736, ils étaient maîtres de la Gaule, entre Lyon et Arles. Chassés de Provence en 739, par Charles Martel, ils ne perdirent pas la Septimanie. Ce n'est qu'en 759,

que les Francs s'emparèrent de Narbonne. Cette ville était restée sous la domination arabe plus de quarante ans et, écrivait à ce sujet Henri Martin : « Bien que les Musulmans fussent expulsés en masse par les vainqueurs, ils laissèrent en Septimanie des souvenirs et des idées, que le voisinage de l'Espagne musulmane empêcha de s'effacer, et qui ne furent pas sans influence sur le développement de la civilisation languedocienne et provençale du Moyen Age (1). »

Peut-être les Arabes n'ont-ils fait qu'emprunter à d'autres orientaux leurs méthodes agricoles, mais en tout cas, ils en ont été les importateurs dans l'Europe occidentale, en Espagne et dans le midi de la France. Que pour appliquer les méthodes orientales d'irrigation, les populations de ces deux pays aient fait usage parfois de canaux existants, c'est une conception admissible. Peut-être certains de ces canaux ont-ils été de création romaine ou wisigothique. Mais quelle preuve en est fournie? M. Ronna (2) qui se pose la question déclare expressément « qu'aucun document ne permet plus de discerner aujourd'hui avec certitude ». Pourtant cet auteur, suivant la voie tracée par M. Nadault de Buffon, n'hésite pas à attribuer un rôle considérable au génie wisigoth. Sans doute il admet que « les lieutenants d'Auguste

(1) Henri Martin *Hist. de France*, p. 243.

(2) Ronna, *op. cit.*, t. III, pp. 597 et s.

et de Trajan dotèrent spécialement les pays par eux soumis aux lois de la République». Mais il semble, ce disant, faire, comme à regret cette concession à Llaurado, partisan de l'influence romaine, et il se hâte d'ajouter dans des termes que nous rapportons fidèlement : « Mais il paraît hors de doute que les Wisigoths surent perpétuer avec succès, par leur initiative, les arts de l'ancienne Rome, qu'ils... entreprirent des œuvres nouvelles parmi lesquelles les nombreux petits canaux qui depuis le bassin de l'Adour jusqu'aux plaines du Roussillon vivifient les prairies au pied des Pyrénées. L'un de ces canaux a conservé le nom d'Alaric sous le règne duquel il fut creusé... Une tradition de haute antiquité attribue le canal des Païens à leur occupation... » Nous faisons, au sujet de la valeur probatoire de cette « tradition de haute antiquité », les mêmes réserves que pour celle de l'argument fondé sur le nom du canal d'Alaric.

D'ailleurs, en admettant même que ces canaux du Roussillon et de Provence fussent pour partie des ouvrages romains ou wisigoths, aucune justification n'est apportée que leur création ait eu lieu en vue de l'irrigation, encore moins qu'elle ait participé du principe d'association.

Il n'est pas impossible que les conceptions agricoles aient entraîné une utilisation de canaux anciens dans un but nouveau, mais cela ne nous paraît guère pro-

bable si l'on veut bien retenir avec M. Barral (1) que les canaux susceptibles d'être attribués aux Romains et aux Wisigoths « avaient été en partie détruits ou abandonnés alors que les guerres d'invasion enlevaient toute sécurité aux habitants du pays. Des actes remontant à une haute antiquité font mention de roubines ou de fossés comblés faute de bras..... »

Peut-être dès lors, les seigneurs n'ont-ils fait souvent qu'utiliser les tracés d'anciens canaux dont ils ont creusé à nouveau le lit encombré, pour mettre en mouvement leurs moulins. Puis, sans doute par le processus que nous avons indiqué, ils en sont arrivés à les utiliser pour l'irrigation sous l'influence de théories agricoles introduites par les Maures pendant leur occupation de la « Septimanie ». On pourrait objecter que les actes de concession dont nous avons rapporté quelques-uns, datent tous d'une époque bien postérieure à la conquête de la Septimanie par les Francs. Mais cette objection n'est pas définitive. Des concessions ont fort bien pu être accordées à une date plus ancienne et dont aucun document ne nous fournisse la trace. Cette hypothèse est même rendue vraisemblable par le ton général des actes de concession que nous avons relatés. D'aucun il n'appert que l'objet de la concession fût d'usage peu courant et que l'idée d'arrosage en commun fût, une conception nouvelle.

(1) Rapport de 1875, t. I, p. 199.

Nous avons vu au contraire qu'en 1235 l'évêque de Cavaillon déclarait acquiescer aux prières des habitants, ce qui démontre que ceux-ci étaient parfaitement familiarisés avec la théorie de l'irrigation en commun.

Logiquement du reste, il est plus rationnel de croire à l'influence utile du dernier envahisseur, du Maure dans l'espèce, alors surtout que l'histoire nous le montre comme l'instaurateur en Espagne, d'un système analogue, sinon identique, à celui du midi de la France, plutôt qu'à l'influence de conquérants antérieurs dont nous ignorons tout en matière d'irrigation. Cette considération suffirait à écarter le besoin d'une recherche dans les textes français et espagnols, à l'effet de prouver le lien de parenté susceptible d'exister entre les statuts d'irrigation des deux pays. Mais outre que tel n'est pas l'objet de notre étude, deux autres considérations se joignent à la précédente pour établir la vanité d'une recherche de ce genre.

En premier lieu, les coutumes espagnoles du Midi et de l'Est ne correspondent pas à un type uniforme permettant une analyse facile. Il existe au contraire entre elles des divergences considérables dans des espaces géographiques restreints et leur nombre en rend l'examen complet inabordable. En second lieu, et alors même que cette analyse fût possible, elle serait inutile.

De toute nécessité et à première vue, en effet, des

différences fondamentales semblent devoir apparaître entre les deux aspects revêtus en Espagne et en France, par l'institution mauresque des arrosages. Il serait vain d'entreprendre un parallèle dont, dès le principe, l'issue ne saurait être qu'une conclusion à la dissemblance. Et il ne saurait avoir d'autre conclusion pour quiconque voudra ne pas oublier quel était alors en France, le régime de la propriété, quelle marque profonde lui avait imprimée le régime féodal. Nous entendons bien que ce régime a été celui de toute l'Europe occidentale (1) et que l'Espagne comme la France a vu s'épanouir cette « forme d'organisation sociale ». Mais, il importe de retenir que si, en Espagne, le régime féodal a été établi à une époque où les coutumes « de riego » étaient déjà implantées sur le sol de la Péninsule, il en fut tout autrement en France. En Espagne, les organisations d'arrosage étaient déjà vieilles, lorsque les rois de Castille et d'Aragon décidèrent, comme nous l'avons signalé, d'en conserver les règlements dans leur intégralité, ceux-ci durent à la tangibilité de leurs résultats remarquables, de n'être pas entamés par les idées féodales.

En France, au contraire, le chaos anarchique qui servit de base à la formation féodale, empêcha toute application immédiate des principes agricoles

(1) Esmein, *C. élém. d'hist. du dr. fr.*, p. 375, 3^e éd.

dont la notion avait été importée par les Maures. Lorsqu'après le rétablissement d'une sécurité relative, on put songer à les mettre en œuvre, les principes féodaux étaient posés, et les irrigations durent être accomodées à la mode féodale. Il fallut tenir compte de la double hiérarchisation des terres et des personnes, et de l'organisation judiciaire très complexe.

Il n'empêche pourtant qu'on trouve dans les statuts de communautés tant françaises qu'espagnoles, certains points communs. Il en est ainsi, par exemple, de la faculté d'arroser qui, dans les unes comme dans les autres, n'est accordée que pour certains jours.

On lit dans les statuts de la communauté de Visan (1) à l'art. 33 : « Ne sera permis à personne prendre l'eau és dits béals pour arroser preys, jardins, si ce n'est és jours permis, sur la peine du ban » et dans une ordonnance espagnole pour la région d'Orihuela (2), à l'art. 24 : « Se observara el orden de tandas establecido en los repartos, y nadie podra regar sino en el dia y hora que le corresponda, bajo pena de 25 libras y dânos y perjuicios » (3). C'est la reproduction

(1) Rapportés par M. Barral (Rapport de 1876, p. 367), qui les présente comme le type des statuts d'arrosages faits sous la direction des municipalités.

(2) Rapportée par M. Ruffino Gea, *op. cit.*, pp. 23 et s.

(3) Il est à remarquer que les ordonnances espagnoles fixent ordinairement un jour d'arrosage dans lequel chaque irrigant a son heure et son jour, tandis que dans les statuts français il y a des jours d'arro-

d'une ordonnance de 1275 « cada uno regara... en su tanda ».

D'autre part, en ce qui concerne l'élection de syndics et la condition nécessaire pour être élu d'avoir la propriété d'une certaine quantité de terre, nous trouvons dans quelques actes du midi français, des dispositions analogues à celles qui figurent dans presque toutes les « ordenanzas de riego ». C'est ainsi qu'en 1150, l'archevêque Raymond de Monte-Rotondo, accorda à la ville d'Arles des statuts dans lesquels parlant de la nomination de trois intendants (lévadiers ou syndics) pour « régir les chaussées de la Corrège et de Montlong » il était stipulé que « les éligibles devront être hommes de bien (1) possédant terres aux dits. quartiers de la valeur de 5000 sous au moins... » (2).

D'autres dispositions encore figurent à la fois dans les statuts et ordonnances français et espagnols, mais nous ne saurions ici en faire l'énumération.

sage communs. Cela s'explique précisément, à notre avis, par cette considération, que les béals avaient pour objet primitif la mise en jeu des moulins seigneuriaux. Sans doute, afin que la marche du moulin ne fût pas compromise par les dérivationes en vue de l'arrosage, on n'accordait la faculté d'arroser que les jours où le moulin chômait. On l'accordait alors à tous simultanément.

(1) N'est-il pas intéressant de retenir aussi cette expression « hommes de bien » qui figure dans les textes espagnols notamment dans la formule « consejo de hombres buenos ». Cette qualité d'homme de bien était également exigée dans les élections du Sobresequiero, ainsi que le rappelle M. Rufino Gea.

(2) Rapporté par Barral rapport de 1875, t. I, p 199.

CHAPITRE II

LA RÉGLEMENTATION DE L'IRRIGATION EN ESPAGNE

D'après M. Pedro Diaz Cassou (1) le principe fondamental des dispositions coutumières musulmanes relatives à l'irrigation se résumait ainsi : « Toutes les eaux courantes sont eaux publiques et leur seul maître est Dieu ; mais les eaux circulant dans des canalisations appartenant à une collectivité doivent être partagées entre ses membres, par unité de volume ou unité de temps ».

Il semble bien que contrairement aux coutumes orientales, le droit romain ait fait une distinction entre des fleuves publics et des fleuves privés. C'est Marcien d'abord qui au Digeste (liv. I, tit. VIII, fr. 4, § I) nous dit « Sed flumina pene omnia et portus publica sunt ». Mais c'est surtout Ulpien au Digeste encore (liv. 43, tit. 12, § 2 et § 3) : « Item fluminum quaedam sunt perennia, quaedam torrentia ; perenne est quod semper fluat, torrens id est hyeme fluens

(1) *Op. cit.*, p. 108.

si tamen aliqua aestate exaruerit, quod aliòquin perenne fluebat : non ideo minus perenne est. — § 3 : Fluminum quaedam publica sunt, quaedam non. Publicum flumen esse Cassius definit, quod perenne sit... ».

Mais ce n'est pas le langage que tient Justinien dans ses Institutes. Après avoir rangé dans la catégorie des choses communes « l'aqua profluens », il dit, supprimant la restriction de Marcien : « flumina autem omnia et portus publica sunt » (1). Faut-il en conclure avec M. Accarias (2) que Justinien s'exprime avec inexactitude ? ou faut-il admettre avec M. Pedro Diaz Cassou que les institutes marquent ainsi le premier avantage remporté par le principe oriental sur le principe occidental ou romain ? (3) Le seul argument fourni en faveur de sa thèse par le second de ces auteurs est la postériorité des Institutes au Digeste. Mais, cette postériorité à peine sensible, si même elle est, se trouve par suite insuffisante pour expliquer autrement que par une inadvertance la différence de langage notée entre Marcien et Justinien. C'est si vraisemblable, que M. Pedro Diaz Cassou aurait pu trouver au Digeste, mentionné dans un texte du même Marcien, le caractère public de l'aqua

(1) Inst. Justinien, L. II, t. I, § 2.

(2) *Dr. rom.* t. I, p. 474 et note 1.

(3) *Op. cit.*, p. 23. « Y fue el primer triunfo del principio oriental sobre el occidental o romano ».

profluens, d'où il prétend tirer la trace d'une influence orientale sur les Institutes (1).

Aussi bien, n'avons-nous pas à étudier si l'influence orientale a pu se faire sentir dans la rédaction des Institutes, mais plutôt si c'est le principe oriental ou le principe romain qui a inspiré les « ordenanzas de riego » en Espagne. Il paraît impossible de donner une solution à cette question, tant la réglementation était variée selon les régions, tant elle était aussi « obscure et contradictoire » (2). Ici, le principe oriental l'a emporté, là on distinguait entre les fleuves navigables et les fleuves non navigables; ici encore tous étaient considérés comme propriété privée.

A Murcie spécialement les usages musulmans avaient prévalu, par suite les eaux courantes, les eaux de pluie et les eaux de puits, sans maître, étaient déclarées publiques. A Valence, la même disposition avait été adoptée (3).

La question se pose alors de savoir quelle place a été faite aux anciens règlements, inspirés des usa-

(1) Digeste L. I, t. VIII, fr. 2, § 1. — D'ailleurs si Justinien a dit : (*Proœmium de confirmatione institutionum*, § 4) « *Igitur post libros quinquaginta Digestorum seu Pandectarum, in quibus omne jus antiquum collatum est quos... confecimus, in hos quatuor libros easdem institutiones parti jussimus....* » cela ne doit pas s'entendre d'une postériorité autorisant la conception d'un triomphe du principe oriental sur le principe romain ». En effet, M. Accarias, t. I, p. 76, écrit que, comme le Digeste, les Institutes furent promulguées vers la fin de l'année 529.

(2) P. Diaz Cassou, *op. cit.*, p. 23.

(3) En Valencia tots los flums.... son publichs e comuns a tots : citation fournie par M. P. Diaz Cassou, p. 23, note 1.

ges musulmans, lorsque l'Espagne a reçu une législation et un régime général des eaux. Il convient naturellement de limiter l'étude de cette question à une seule de ses faces, à celle qui regarde les associations syndicales.

La réponse nous est donnée par la ley de Aguas, du 13 juin 1879 (1) dans son titre IV. Cette loi distingue deux sortes d'associations. Les unes sont forcées, les autres non. Pour être forcées, il faut soit que le nombre des intéressés atteigne le chiffre vingt ou un chiffre supérieur à vingt et que les terrains à arroser présentent une superficie d'au moins deux cents hectares, soit que la décision en soit prise par le gouverneur de la province, si les intérêts de l'agriculture locale l'exigent. Dans chaque association, il y a une double organisation. D'une part, l'exécution administrative est confiée à des syndicats élus dont les fonctions sont obligatoires et gratuites. D'autre part, la juridiction est exercée par le tribunal des eaux (*jurado de riego*) dont le président est élu par le syndicat et les membres par l'assemblée générale. Chargés de juger les questions de fait, ces jurados ont une juridiction pénale et civile, et leurs décisions sont exécutoires. Si des tiers se prétendent lésés par des décisions de jurados, il appartient aux tribunaux ordinaires de trancher le litige.

(1) Analysée dans l'*Ann. de législ. étrang.*, année 1879, p. 453. Voir la traduction analytique, d'autre part, à nos annexes.

Après une loi de ce genre, il ne serait plus rien resté des anciens règlements, si elle-même n'avait pris le soin de stipuler que tous les anciens jurados existant conserveraient leur organisation primitive, tant que les intéressés n'en demanderaient pas la réforme au ministre des Travaux publics (art. 231 de la loi de 1879 modifiant l'art. 281 de la loi de 1866). Mais en aucun cas, l'administration ne peut imposer aux associations la réforme de leurs règlements (1).

Les règlements d'arrosage s'entendent de deux façons. Au sens large, ils comprennent les accords survenus entre les intéressés, les jugements et les sentences arbitrales dans lesquels sont tranchées les questions relatives à l'usage des eaux (2), et aussi, lorsque cette faculté est accordée à l'autorité municipale, les décisions qu'elle prend dans l'intérêt de

(1) Arrêté ministériel du 1^{er} mai 1884. Toutes les décisions que nous indiquons dans ce chap. sont empruntées à M. Pedro Diaz Cassou ou à M. Rufino Gea. Il convient d'ailleurs d'indiquer quelle hiérarchie existe entre ces décisions.

On appelle *Real orden* l'arrêté ministériel. Le *Real decreto* est un décret signé par le Roi et qui peut invalider une *real orden*. Enfin on entend par *Real decreto sentencia* un décret signé par le roi et que le contentieux en dernier essort a transformé en sentence. Cette sentence est prononcée par la Chambre du contentieux de la Cour suprême de Justice.

En ce qui concerne les jugements (*sentencia*) notre travail comporte une lacune qui ne nous est pas imputable. Nous nous bornons à en donner la date sans indiquer si le jugement mentionné a été rendu par le Tribunal des Eaux, par le ministre des Fomento ou par la Cour suprême. Cela tient à ce que nos sources observent cette méthode assez fâcheuse mais qui paraît assez commune.

(2) Décret royal du 1^{er} avr. 1863. Sentence du trib. suprême, 1^{er} fév. 1871. Arrêté ministériel 29 janv. 1883.

la communauté pour modifier les règles de distribution (1). Au sens étroit, l'expression règlements d'arrosage s'applique aux accords passés entre irrigants et qui peuvent être écrits ou coutumiers (2). Ces règlements sont alors la loi de la communauté qui les a adoptés (3) et leurs dispositions servent à trancher les questions afférentes à l'administration de la région arrosable (4).

Inversement, les règlements s'appliquent exclusivement aux propriétaires possédant des terres dans la région arrosable, alors même que leurs propriétés sont situées dans des circonscriptions municipales différentes (5).

Les communautés d'irrigants ressemblent à toutes les sociétés, quelque soit leur objet; par suite, leur pouvoir disciplinaire ne saurait s'étendre qu'à leurs membres et la répression des actes commis par des tiers au préjudice des intérêts des dites communautés est de la compétence de l'autorité administrative et des tribunaux (6).

On conçoit que, dans ce mélange de dispositions

(1) Décret royal 25 fév. 1853.

(2) Décret royal 26 juin 1881.

(3) Arrêté ministériel 13 mai 1881.

(4) Arrêté ministériel 16 oct. 1880.

(5) Arrêté ministériel 25 sept. 1877 ; 13 nov. 1882 ; 29 oct. 1886 ; décret royal 25 avr. 1881 ; 13 fév. et 3 août 1885.

(6) Arrêté ministériel, 29 oct. 1886.

coutumières et de dispositions écrites, il a été nécessaire de recourir à une sorte de hiérarchisation, dont nous essayons de donner ici les différents degrés.

Il a été décidé, à ce sujet, que les dispositions de la loi sur le régime des eaux, relatives aux utilisations collectives des eaux publiques, sont supplétives des dispositions de la même catégorie, figurant dans les règlements d'association, à moins que la loi ne vise directement et implicitement les associations existant au jour de sa publication, auquel cas, elle doit recevoir application dans toutes (1).

D'autre part, les dispositions du Code civil sont supplétives de celles des règlements d'association, ou de celles de la ley de Aguas ou des actes réglementaires spéciaux destinés à compléter cette loi (2).

Mais, dans aucun « regadio » (3), les règlements d'associations d'irrigants ne sauraient poser de principes portant atteinte au droit commun de la propriété, en tout cas leurs dispositions ne pourraient l'emporter sur le texte clair et formel d'une loi du royaume (4).

D'ailleurs, ces règlements d'association n'ont pas le caractère de règlements publics susceptibles d'emporter attribution de compétence en faveur de l'au-

(1) Arrêté ministériel 9 juill. 1880. Décret royal 16 oct. 1880.

(2) C. civ., art. 16.

(3) Région d'arrosage.

(4) Sentence du trib. supr. 29 janv. 1870.

torité administrative ou de l'autorité judiciaire, ce qui est le caractère des dispositions d'ordre général (1).

Il arrive que les règlements d'association contiennent d'autres dispositions que celles relatives à l'administration ou à la distribution des eaux. Par exemple, ils peuvent établir certaines servitudes prédiales soit d'utilité générale, soit dans l'intérêt des particuliers. Les premières sont soumises aux lois ou aux règlements qui les établissent, ou, à leur défaut, par les dispositions du t. VII, du liv. 2 du Code civil. En ce qui touche à la seconde catégorie de servitudes, elles sont régies par ce même titre, sans préjudice des règles posées par les lois, règlements ou ordonnances générales ou locales sur la police urbaine ou rurale et sans préjudice des modifications conventionnelles introduites par les intéressés, lorsque ces modifications ne sont pas contraires à la loi et qu'il n'en résulte aucun préjudice pour des tiers (2).

Les difficultés soulevées par l'application des règlements d'arrosage, sont de la compétence des autorités administratives (3) chargées du soin de fixer l'interprétation de ces règlements, et d'en assurer l'exécution (4). Mais en aucun cas, ces décisions administratives ne sauraient porter atteinte

(1) Décret royal 21 janv. 1869, et 10 fév. 1870.

(2) C. civ., art. 550 et 551.

(3) Déc. roy. 20 mai 1881 et 27 avr. 1883.

(4) Déc. roy. 20 avr. 1882.

aux droits de propriété fondés sur des titres du droit civil, qui sont de la compétence des tribunaux de droit commun (1); l'autorité des communautés d'irrigants se limite aux questions relatives à la police ou à l'utilisation des eaux (2).

Cette autorité administrative est notamment seule compétente pour connaître de toutes questions soulevées à propos de concessions d'eau accordées par les syndicats d'arrosage (3). Il convient de remarquer que d'ailleurs celui qui, pendant vingt ans aura fait usage d'eaux destinées à un usage collectif sans que s'y soit opposée l'autorité administrative ou un tiers, continue (4) d'en avoir l'usage, alors même qu'il se trouve dans l'impossibilité d'établir qu'il en a reçu l'autorisation. L'administration publique ne pourrait porter atteinte à l'état de fait créé par l'usage d'eaux publiques pendant plus de vingt années; serait donc rapportable une ordonnance royale portant atteinte à cette possession (5).

Pour le surplus, toute concession d'usage d'eaux publiques ne saurait être considérée comme faite autrement que sous réserve de tous droits particuliers et sans causer préjudice à un tiers (6).

(1) Trib. supr. 24 mai 1873. Dec. roy. 8 juin 1885.

(2) Sentence 1^{re} nov. 1889; dec. roy. 13 fev. 1885.

(3) Sentence du 30 avr. 1893.

(4) Loi des eaux du 18 juin 1879, art. 149.

(5) Sentence 2 déc. 1892.

(6) Loi des Eaux, art. 150.

Il a été décidé en ce sens, que notamment une concession de force motrice ne peut être accordée aux dépens d'un arrosage organisé et seulement sous la condition de rendre les eaux publiques à leur cours sans les avoir utilisées pour un autre usage que celui spécialement prévu dans la concession (1).

Nous avons signalé précédemment toutes les sources rentrant dans le cadre de la réglementation des eaux et parmi elles figuraient les « concordias » (2). Ces accords possèdent force légale d'ordonnances et par suite leurs dispositions sont obligatoires, lorsqu'elles sont « sancionadas y vigentes » (3). Il en résulte, qu'une fois sancionadas, ces concordias sont de la compétence, non plus de l'autorité administrative, mais des tribunaux de droit commun pour être tranchées suivant la voie ordinaire (4).

Enfin, pour en terminer avec cet exposé en très grandes lignes des principaux caractères de la réglementation des eaux en Espagne, nous signalerons, en ce qui concerne les « ordenanzas de riego », qu'une fois *approuvés* ces règlements acquièrent l'autorité de règlements administratifs et par suite, les déci-

(1) Sentence du 3 fév. 1873.

(2) On appelle de ce nom, des accords survenus entre particuliers séparés par une contestation.

(3) Déc. roy. 1^{er} avr. 1863. On nomme « concordias sancionadas » les actes de conciliation signés par des parties en litige devant le trib. des Eaux, et qui se mettent d'accord devant lui.

(4) Déc. roy., 1^{er} fév. 1871.

sions prises par les syndicats d'irrigants, en conformité avec leurs dispositions, ne peuvent faire l'objet d'aucun recours, sauf devant les tribunaux civils s'ils mettent en jeu quelque question relative au droit de propriété (1).

Il est en effet constant que si les *providencias gubernativas y administrativas* (2) ont été prises par leur auteur dans la limite des attributions qui lui sont imparties par la loi, aucun *interdicto* n'en peut arrêter ni restreindre l'application sans que, malgré cela, les intéressés lésés soient privés de leurs actions devant les juges compétents (3). Il en est autrement s'il y a eu excès de pouvoir portant atteinte à la propriété ou à la possession (4).

(1) Sentencia 8 avr. 1887.

(2) C'est-à-dire les arrêtés de l'administration publique.

(3) Déc. roy. du 11 mars 1897. Sentence 2 août 1892.

(4) Sentence 20 nov. 1892.

CHAPITRE III

ORGANES D'ADMINISTRATION DES « REGADIOS »

Avant d'énumérer ces organes, il importe de fournir quelques notions et définitions en ce qui concerne les divisions de la « huerta » et les différentes sortes de canalisations.

On appelle « heredamiento » les zones de la huerta, prises individuellement et formant comme une sorte de circonscription d'arrosage. A Murcie, par exemple, il y a deux heredamientos, celui du Nord, à gauche du fleuve Segura, et celui du Midi, à droite de ce fleuve.

Dans chacun de ces heredamientos de Murcie il y a deux canaux principaux que l'on appelle « acequias mayores » et qui ont pour fonctions l'un (distribuidor) de répartir l'eau du fleuve entre les petits canaux, l'autre (gran colector) de recueillir les infiltrations. C'est cette organisation qui a fait comparer le système de l'irrigation au double système artériel et veineux du corps humain. Le même principe est observé dans l'établissement de petits canaux (cau-

ces menores) qui portent le nom de regadores s'ils sont canaux d'arrosage et de avenadores s'ils sont canaux de décharge.

Les acequias font partie de la première catégorie et prennent le nom de mayores ou menores, selon qu'ils sont canaux principaux ou canaux de dérivation.

Parmi les canaux d'arrosage figurent encore les brazales et les regaderas.

Les canaux de décharge portent des noms variés selon qu'ils reçoivent des infiltrations plus ou moins abondantes; ce sont par ordre d'importance croissante, les escurridores, les azarbetas, et les azarbes, landronas ou meranchos (1).

Pour faire la police et pour veiller à l'entretien des canalisations, il existe une hiérarchie d'employés qui ne sont pas partout les mêmes et qui, surtout, sont désignés sous des vocables qui changent avec les régions. Cette hiérarchisation des personnes, d'ailleurs, correspond à celle des canaux.

C'est ainsi que pour chaque « acequia mayor » il y a un sobreacequero ou sobrecequero (le premier nom est usité à Murcie et le second à Orihuela). Pour chaque acequia ou azarbe il y a à Murcie, un procurador ou deux, deux veedores qui sont en quelque sorte des

(1) M. Pedro Diaz Cassou qui donne un exposé complet de ces canaux donne une étymologie arabe au mot merancho qui viendrait du terme merach.

inspecteurs, et souvent aussi un collecteur ou receveur chargé de percevoir les taxes (cobrador). On retrouve ces mêmes fonctionnaires à Valence, mais le procurador y porte le nom de syndic.

A Valence, comme à Murcie, nous trouvons des assemblées générales de propriétaires à la tête desquelles il y a un comité directeur qui porte à Murcie le nom de Comision de hacendados et qu'à Valence on appelle plutôt la Junta de gobierno ou les Élus (1).

A Valence, enfin, il y a un garde spécialement chargé de parcourir la « huerta » en faisant disparaître les obstacles qui entraveraient le libre cours des eaux; quant aux tours d'arrosage, ils sont réglés et surveillés par les atendadores à qui il incombe d'apprécier à quel moment une terre est suffisamment arrosée.

§ 1. — *Modes et conditions de recrutement*

Les conditions d'aptitude à exercer les fonctions que vous venons d'énumérer, telles qu'elles étaient posées par les coutumes, apparaissent dans leurs grandes lignes comme les suivantes.

En ce qui concerne la collation de ces fonctions, nous voyons qu'à Murcie, le *Procurador* et les *Veedores* sont recrutés par l'élection. Il y est procédé par les

(1) Le nom juntamento est en général donné aux assemblées générales d'irrigants, celui d'ayuntamiento étant plus particulièrement réservé aujourd'hui aux assemblées municipales.

irrigants faisant partie d'un heredamiento réunis en assemblée ordinaire et qui peuvent du reste décider d'augmenter, en raison de l'importance du canal, le nombre ordinaire de ces agents. Dans son commentaire des dispositions de la coutume de Murcie relatives à cette matière, M. Pedro Diaz Cassou remarque qu'il est habituel de choisir deux procuradores, l'un pour la « tête » du canal, l'autre pour son extrémité (cola). Sinon, dit-il, il y a lieu de donner au procurador unique, un suppléant, Ce suppléant est également choisi à l'élection, comme aussi le receveur des taxes.

Le Sobreacequero et son suppléant sont au contraire nommés par l'alcade sur la proposition du conseil municipal. La nomination a lieu tous les ans sans qu'il soit possible que deux années de suite, la charge soit confiée à la même personne.

A Valence également l'élection est la base du recrutement des agents du regadio, syndic, junta de gobierno, etc.

Quant aux règles de capacité, elles sont à peu près partout identiques, à quelques détails près. A Valence, par exemple, il faut pour mériter le titre de syndic, être laboureur, être honorable et posséder dans la zone de l'acequia une quantité déterminée de terrains. A côté de ces conditions positives, il en faut aussi remplir de négatives. Le candidat au syndicat ne saurait être débiteur de la communauté,

ni propriétaire de moulins, car dit-on, le propriétaire de moulin et l'usinier sont les ennemis nés des irrigants (1). Les règlements de Murcie semblent n'exiger chez les procuradores, que la qualité de propriétaires ou de mandataires des propriétaires, mais la coutume est plus difficile et exige que les procuradores sachent lire et écrire, qu'ils ne soient pas débiteurs de l'heredamiento ni en procès avec lui (2).

D'après M. Aymard (3) on n'a exigé des syndics qu'ils sussent lire et écrire qu'à partir du XVIII^e siècle dans un règlement de Tormos qui aurait été modifié en 1843. Cela nous paraît douteux. Il est possible que cette exigence n'ait été manifestée dans un règlement que très tardivement, mais il semble que la coutume en ait fait une loi assez commune de très bonne heure. En effet, à l'époque même de la « reconquista » cette condition était exigée des candidats à la fonction de sobrecequero pour la région d'Orihuela. M. Rufino Gea (4) la mentionne expressément dans la nomination du sobrecequero (5). On dira que cette sorte

(1) *Comment.* de M. Pedro Diaz Cassou, p. 101.

(2) *Op. cit.*, p. 90.

(3) *Op. cit.*, p. 40.

(4) *Op. cit.*, p. 5.

(5) « Los aspirantés al cargo debian saber leer y escribir, y presentarse el dia senalado en la plaza publica, provistos de armas y caballo para la guerra; sus nombres eran escritos en cedulas de pergamino, envueltas en cera amarilla y collocadas en una jofaina llena de agua, de la cual, cubierta con un pano, extraia un nino de diez anos el

de magistrat des eaux avait une importance plus grande que le procurador. Peut-être ! mais leurs fonctions étaient très voisines et ce qui fut exigé de l'un dut l'être de l'autre.

Pour ce qui est des *Veedores*, il n'apparaît pas qu'on ait exigé d'eux des conditions spéciales. Les règlements de Murcie déclarent qu'ils n'ont pas besoin d'être propriétaires dans l'*heredamiento*, mais qu'il suffit que ce soient des fermiers.

A Murcie, les fonctions de procurador ou de suppléant sont gratuites et obligatoires. Gratuites, elles ne paraissent pourtant pas exclure toute indemnité attribuée, dans des circonstances spéciales au sobrecequero ou aux veedores, tout au moins, car ni les procuradores, ni les suppléants n'en semblent jamais devoir toucher. Obligatoires, elles le sont pour tous les propriétaires résidant dans cette ville ou dans sa huerta. Ceux-ci seront pourtant admis à faire valoir certaines excuses, telle, par exemple, celle tirée de l'exercice d'une charge analogue dans un autre heredamiento. Mais le caractère obligatoire de la fonction disparaît au cas de réélection, lorsque l'intéressé a été déjà quatre ans en exercice. Sa réélection n'est d'ailleurs possible qu'à condition pour lui de réunir la majorité des deux tiers des voix.

nombre del agraciado. Al día siguiente se celebraba misa mayor en la catedral con asistencia de todas las autoridades, y ante ellas, con la mano puesta sobre los Evangelios, juraba el magnifico Sobrecequero.... »

§ 2. — *Attributions.*

Le sobrecequero est chargé de l'entretien et du curage de l'acequia mayor. Ce curage aura lieu sous la direction de la commission des acequias, au moyen des deniers représentant le produit de la taxe nommée cequiage, que le cobrador recueille en même temps que la taxe proprement dite. Les procuradores ont les mêmes attributions pour les acequias menores des différentes catégories, et pour les canaux de décharge. En cas d'empêchement d'un procurador pour cause d'absence ou de maladie, c'est le second qui prendra sa place; à défaut de celui-ci, ce sera le suppléant puis le premier veedor et enfin le second. M. Pedro Diaz Cassou (1) expose qu'on doit entendre par premier procurador celui sur la tête duquel se sont concentrés le plus de suffrages et, au cas d'égalité de suffrages, celui qui a été élu le premier.

Les procuradores et les veedores doivent profiter du retrait de l'eau opéré en vue du curage, pour examiner le lit des canaux et faire exécuter les réparations nécessaires pendant la durée de ce retrait, veillant à ce que le curage se fasse dans le délai fixé. S'il arrivait que le curage d'un canal n'ait pas été fait ou qu'il ait été mal fait, le procurador y ferait immédiatement procéder aux frais des contrevenants.

(1) *Op. cit.*, p. 91, commentaire de l'art. 102.

Un dicton murcien résume ces dispositions « Quien monda mal, monda dos veces; y la visita de un dia, es agua para un año » (1).

L'appréciation de la façon dont le curage aura été fait, appartient aux veedores qui accompagnent le procurador ou son représentant pendant la visite des canaux. Si les veedores ne se mettent pas d'accord, appel sera fait, par les soins du procurador, à l'opinion du sobrecequero de la région, pris comme arbitre.

C'est sous la surveillance de l'alcade que les procuradores feront curer les canaux de décharge, car la question d'hygiène est en jeu et la crainte des terribles fièvres paludéennes explique l'intervention des pouvoirs publics. C'est en général au mois de mai qu'a lieu le curage renouvelable, du reste pendant le cours de l'année, autant de fois qu'il sera jugé utile. Il est pourvu aux réparations des canaux dans les conditions suivantes. Au cas où une rupture, une fente, ou une fuite viendrait à se produire, le procurador serait autorisé à prendre toutes les mesures provisoires nécessaires, soit pour réparer la dégradation, soit pour l'empêcher de s'aggraver, mais les dispositions définitives seront adoptées par une assemblée extraordinaire convoquée à cet effet. Si l'accident était de peu d'importance, le procurador ferait le nécessaire après s'être mis d'accord avec les veedores.

(1) Id. p. 74, commentaire de l'art. 66.

Tout contrevenant aux décisions prises et aux mesures adoptées serait responsable de tous les dommages résultant de sa contravention.

On admet en général (1) que les procuradores ont qualité pour représenter l'heredamiento dans les actes passés, devant toute autorité ou tout tribunal; qu'ils possèdent la signature de l'heredamiento et plaident préalablement autorisés. En outre, ces agents doivent veiller à l'exécution de toutes les décisions de l'assemblée générale en ce qui touche aux canaux de leur ressort; ils doivent demander la convocation de l'assemblée, et déterminer les matières qui seront soumises à ses délibérations.

On comprend, étant données ses fonctions, que le procurador doit avoir la connaissance exacte de toutes les parcelles de terrains faisant partie de la zone soumise à sa compétence. Pour cela, les règlements de Murcie, lui font une nécessité d'avoir une liste précise des dites parcelles, avec la mention des canaux qui les arrosent. La désignation des unes et des autres, portée sur cette nomenclature, est celle sous laquelle ils sont connus communément, mais on y joint pour plus d'exactitude un numérotage qui prend son point de départ à la « tête » du canal.

Ces exigences sont les mêmes pour les canaux de décharge que pour les canaux d'arrosage, le pro-

(1) M. Pedro Diaz Cassou, *op. cit.*, comment. de l'art. 100, p. 90, que nous citons presque textuellement.

curador devant avoir le soin, dans les deux cas, de faire tenir une copie de sa liste à l'assemblée générale ordinaire qui se réunit annuellement, et qui la conservera dans ses archives.

Par suite, et comme complément nécessaire de l'obligation imposée au procurador de tenir une nomenclature exacte des parcelles soumises à son administration, la coutume de Murcie fait une loi au vendeur de terrains situés dans le « regadio » d'aviser cet agent dans le délai de quinzaine. Cet avis doit être écrit et désigne la personne sur la tête de qui passe la propriété. Faute de remplir cette précaution, le vendeur qui continuerait à figurer sur les listes de l'heredamiento, étant réputé toujours avoir les terres vendues entre les mains, serait seul tenu des obligations dérivant de cette possession. Il ne lui resterait dès lors qu'un recours contre son acheteur.

Notons enfin que tout maniement de deniers par le procurador ou les trésoriers, ou par toute autre personne ayant été commissionnée à cet effet par une assemblée, entraîne, à l'expiration des pouvoirs de cette personne ou même auparavant, une reddition de comptes à l'assemblée de qui était émanée la commission.

§ 3. — *Les assemblées d'irrigants (Junlamentos)*

Nous avons mentionné la place que tient l'élection dans le recrutement des organes administratifs des

« regadíos ». Quelle est donc l'histoire des assemblées qui procèdent aux élections, comment sont-elles constituées, quel est leur fonctionnement ?

S'il faut en croire les termes de privilèges accordés par le roi Don Alphonse en 1310 et en 1314 (1), les assemblées d'irrigants remontent à une haute antiquité qui paraît être l'époque même de la conquête du royaume des Wisigoths par les Arabes. Ces textes font allusion, en effet, à des décisions *prises par tous les irrigants*, à des mesures adoptées *sur la demande de tous les irrigants*.

Cette constatation était bien faite pour autoriser les auteurs à penser (2) que, si les irrigants d'une « huerta » avaient accoutumé de se réunir pour délibérer en commun sur les points intéressant toute la huerta, la même habitude avait sans doute été prise par les irrigants d'un « heredamiento » pour les décisions n'intéressant que cette zone de la huerta. C'est ainsi qu'à côté des « juntamentos » généraux, on a vu se former des assemblées générales de tel ou tel heredamiento, et aussi des assemblées particulières correspondant au groupement formé par les intéressés riverains de tel ou tel canal.

Ce sont les règlements d'arrosage qui déterminent

(1) M. Pedro Diaz Cassou, p. 99 «fue ordenado por todos los herederos..... » «fue fecha a pedimento de todos los herederos..... » etc...

(2) Idem.

les conditions de capacité requises pour prendre part aux délibérations des assemblées, ainsi que le mode de computation des suffrages dans lequel on doit tenir compte de l'importance des propriétés des votants (1). Ce sont encore les règlements d'arrosage qui fixent les dates de sessions ordinaires, et déterminent les hypothèses où il y a lieu de convoquer l'assemblée en séances extraordinaires (2).

Il convient de noter du reste que tous les « regadjos » n'ont pas eu toujours une assemblée générale d'usagers. Nous citerons par exemple, un règlement de 1845 relatif au canal du Jucar (3) créé par le roi don Jayme d'Aragon (4). Dans cette région, les conseils municipaux procédaient à l'élection de délégués dont le nombre était grossi par l'adjonction de quelques arrosants, sous la présidence du gouverneur civil. A Sagonte (5), d'autre part, c'était aux termes d'un règlement de 1853 révisé en 1861, une condition essentielle, pour avoir accès aux assemblées, que d'être propriétaire d'un minimum déterminé de terrains arrosés par les eaux de la rivière Palancia.

(1) Loi des Eaux, art. 239.

(2) *Idem*.

(3) Les eaux du Jucar auraient, d'après Jaubert de Passa, été de celles que les Maures ont dérivées.

(4) Aymard, *op. cit.*, p. 90.

(5) C'est l'ancienne Sagonte, conquise sur les Romains par Hannibal et reconquise par eux. Elle porta, depuis l'occupation maure jusqu'en 1877, le nom de Murviedro.

A Valence, comme à Murcie, fonctionne le système des assemblées générales dont nous avons signalé déjà qu'elles ont pour fonctions d'élire non seulement les syndics, mais aussi le comité de direction. En ce qui concerne Murcie, les règlements donnent de façon explicite la composition des différentes sortes d'assemblées dont nous avons énuméré les trois types. L'assemblée particulière se compose de tous les propriétaires irrigants de un ou de plusieurs canaux. Quant aux assemblées générales, elles sont la réunion des procuradores de tous les canaux soit de la huerta, soit d'une région de la huerta, et de leurs suppléants, avec faculté pour les propriétaires intéressés ou leurs représentants de se joindre à eux avec voix délibérative. Et par représentants, il faut entendre non seulement les chargés de pouvoir munis d'une procuration régulière, mais aussi les représentants légaux : le mari pour sa femme, le tuteur pour le pupille, le père pour son fils non émancipé. La procuration régulière dont doivent être porteurs les représentants conventionnels s'entend d'une simple autorisation sur papier libre signée du représenté. La coutume prévoit d'ailleurs le cas où le propriétaire ne saurait pas écrire, pour admettre une institution qui n'a pas été sans entraîner de graves inconvénients et de nombreux abus (1). Elle autorise ce proprié-

(1) Il est constant, d'après M. Pedro Diaz Cassou, que, à maintes reprises, on a fait voter des représentants simulés de propriétaires

taire à faire signer le mandat de son remplaçant par une personne dont l'honorabilité et la solvabilité soient notoires. Quel que soit d'ailleurs le procédé d'autorisation employé, mention doit en être faite au dossier.

Nous avons vu précédemment quelles formalités devaient remplir les parties à la vente d'un terrain compris dans la zone d'irrigation et l'information qu'elles en doivent donner au procurador pour lui permettre de modifier sa liste (*padron*). Mais il peut arriver que ce soin ait été négligé ou qu'une autre cause quelconque rende douteuse la qualité d'« *heredado* » invoquée par une personne sollicitant l'accès d'une assemblée. Dans cette hypothèse, le commentateur de la coutume de Murcie propose de considérer comme « *heredado* » celui qui figure sur le *padron* du procurador, soit celui qui présente un reçu rédigé à son nom ou au nom de son mandataire constatant qu'il a satisfait au dernier *reparto*, soit encore celui pour qui se porte caution le procurador ou que garantissent deux *heredados* dont la qualité soit incontestée. Dans ce cas, mention de la garantie sera faite à la suite du procès-verbal que signeront les garants. Au reste, si le nombre des *heredados* présents, déduction faite de ceux dont la qua-

n'ayant pas pris part à l'assemblée (*op. cit.*, p. 102). Le seul remède semble être de soumettre à un vote de l'assemblée tous les pouvoirs de ce genre dès qu'ils feront l'objet du moindre doute.

lité est contestée, se trouve suffisant pour qu'il soit possible de déclarer l'assemblée valablement constituée, l'auteur que nous citons, propose encore comme la solution la plus simple, de soumettre à cette assemblée, avant tout autre examen, celui de l'admission des titres douteux (1).

La question se pose alors de savoir à quelles conditions l'assemblée pourra être considérée comme valablement constituée. Le quorum fixé par les règlements de Murcie varie selon la catégorie d'assemblée dont il s'agit. Il varie encore selon qu'il s'agit d'une première convocation ou de la réunion opérée sur deuxième convocation. Au second point de vue, il convient pourtant de faire une distinction entre les assemblées générales de « huerta » ou d'« heredamiento » et les assemblées particulières, car la rédaction du texte, en ce qui concerne celles-ci, fait entendre qu'il n'existe qu'un seul quorum dans tous les cas. Mais le quorum ainsi mentionné est si réduit, fixé qu'il est à la présence de cinq propriétaires ou de leurs mandataires, qu'on peut penser avec M. Pedro Diaz Cassou, dans le silence du texte, que c'est le quorum de famine pour la deuxième convocation (2). Cet auteur appuie son opinion sur cette considération que le dernier alinéa de l'article fait seul allusion aux assemblées particulières, et que l'alinéa précédent vise

(1) M. Pedro Diaz Cassou, *op. cit.*, comment. de l'art. 129.

(2) *Op. cit.*, comment. de l'art. 131.

précisément l'hypothèse où une première délibération n'a pu avoir lieu faute d'un chiffre suffisant de présences. Il faudrait donc admettre que dans la première partie de l'article, les assemblées particulières ne figurent pas, par suite d'une omission involontaire, et, sous-entendant tout un membre de phrase, on devrait lire : « les assemblées particulières réuniront la moitié plus un des propriétaires ou de leurs mandataires, sinon, lors d'une seconde convocation, on se contentera de la présence de cinq propriétaires ou de leurs mandataires ». Lorsqu'il s'agit de « juntamento » général on exige sur première convocation la présence des procuradores et suppléants représentant la moitié plus un des canaux soit de la huerta, soit de l'heredamiento, selon les cas. Sur deuxième convocation, la représentation de la moitié plus un des canaux est toujours nécessaire, mais il suffit que cette représentation soit assurée par les procuradores *ou* les suppléants et non par les procuradores *et* les suppléants (1).

Les convocations aux juntamentos s'effectuent de la façon suivante par le double procédé de lettres signées du secrétaire, et adressées individuellement

(1) Nous croyons utile de rapporter ici exactement les termes de l'art. 131 du règlement de Murcie, dans lesquels apparaît nettement l'oubli du quorum de présence sur première convocation en ce qui concerne les assemblées particulières : « Para resolver o acordar alguna cosa en un juntamento general, se necesita la concurrencia a los menos de los procuradores y suplentes de la mitad uno mas de las acequias o heredamientos de toda la huerta. En los juntamentos de un lado de

à chaque intéressé, ainsi que d'affiches et d'insertions au bulletin officiel; mais ces deux modes d'information sont employés pour des éléments différents de l'assemblée, tout au moins en ce qui concerne les assemblées générales.

Pour celles-ci, les affiches et insertions ne servent qu'à aviser les propriétaires de la « huerta » ou d'un heredamiento, tandis que les lettres de convocation sont adressées aux procuradores et à leurs suppléants. En ce qui concerne les assemblées particulières il est fait usage des deux procédés de convocation. Mais le principe de leur emploi respectif n'est plus le même. La raison en est bien simple : il n'y a qu'une seule catégorie de convoqués, les heredados ou leurs représentants. Pour cette deuxième sorte de juntamento, on recourt à la convocation par lettre vis-à-vis des heredados ou de leurs représentants connus, résidant dans la ville principale de la région; vis-à-vis des autres intéressés, l'avis de la réunion leur est donné par les affiches apposées, soit dans la ville principale, soit dans les bourgs et hameaux traversés par l'acequia ou l'azarbe dont s'agit.

Il importe de remarquer, d'ailleurs, que pour les

esta la asistencia de los procuradores y suplentes de la mitad y uno mas de las acequias de aquel lado. Cuando por no haber asistido el numero anteriormente prefijado se tuviere segunda reunion, podran validamente acordar hallandose presentes los procuradores o suplentes de la mitad y uno mas de las acequias, segun la clase de juntamento que se celebre. En los juntamentos particulares han de concurrir a los menos cinco propietarios o sus apoderados.

intéressés résidant dans la ville principale, les affiches ne font pas double emploi avec les lettres de convocation, car si ces dernières sont destinées aux heredados habitant cette ville ou à leurs représentants connus, il reste à informer par la voie des placards les représentants inconnus de ces heredados. Le secrétaire détient, pour s'acquitter de sa besogne de convocation, une liste de tous les intéressés avec la mention de leur domicile et de leur résidence.

Le règlement ne mentionne ni les délais dans lesquels devront se faire les convocations, ni le contenu des affiches. M. Pedro Diaz Cassou (1) nous renseigne à ce sujet. La convocation doit avoir lieu au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion, aussi bien en ce qui concerne les assemblées particulières que les assemblées générales. Quant aux affiches, elles doivent indiquer le jour et l'heure de la réunion. Elles en indiquent aussi le lieu, bien que cela paraisse en principe inutile, le lieu ordinaire fixé par le règlement étant la maison de ville. Mais il peut arriver que le Président du corps municipal impose un autre local. Les affiches font connaître également si cette réunion est ordinaire ou extraordinaire et, si elle a lieu sur première ou seconde convocation (2).

(1) *Op. cit.*, comment. de l'art. 136 et de l'art. 137.

(2) Le Président, en remettant à une date ultérieure la réunion qui échoue faute du quorum de présence, peut valablement déclarer aux membres présents lors de cette réunion qu'il ne leur sera pas adressé de nouvelle convocation. Ces membres présents sont connus par la liste qu'en dresse le secrétaire. (*Id.*, comment. de l'art. 131).

Enfin, elles donnent un aperçu sommaire des matières qui seront soumises à la discussion de l'assemblée (1).

Au surplus, il n'y a guère d'imprévu dans la détermination des sessions ordinaires. Le règlement prévoit en effet ainsi que nous l'avons déjà signalé, la date approximative des dites réunions. Elles se tiendront d'après lui, en novembre ou décembre pour les assemblées particulières, et dans la seconde semaine de janvier pour les assemblées générales. Il faut se garder de croire pourtant que les juntamentos particuliers soient aussi fréquents que les juntamentos généraux. Ceux-ci sont réunis tous les ans, tandis que les autres ne sont convoqués que tous les deux ans. De ces deux années l'une est réservée à la réunion des différentes assemblées particulières des acequias et azarbes de l'heredamiento du Nord, l'autre à celle des assemblées particulières des canaux de la zone du Midi. Les mois de novembre et de décembre sont choisis, ajoute le règlement, pour que tous les fonctionnaires de la huerta dont les pouvoirs arrivent à expiration soient renouvelés avant le premier janvier, date de leur entrée en exercice.

(1) Le président de l'assemblée devra veiller, lors de la délibération, à ce qu'on ne s'écarte pas de l'objet de la discussion tel qu'il a été déterminé, dans les convocations, car toute décision prise en dehors de cet objet précis serait atteinte de nullité (M. Pedro Diaz Cassou, comment. de l'art. 131.

Pour en terminer avec les assemblées nous devons indiquer en quelques mots de quelles façons s'y prennent les décisions.

Le vote a lieu au suffrage universel sans que puisse avoir plus d'une voix celui qui est procurador de plusieurs heredamientos, ni celui qui représente plusieurs propriétaires ou qui est à la fois propriétaire et représentant d'autres propriétaires. Pour qu'une décision soit adoptée, il faut qu'elle obtienne une majorité de la moitié, plus une des voix des membres présents, et dans ce cas, elle s'impose aussi bien à la minorité qu'aux intéressés qui n'étaient pas présents et ne se sont pas fait représenter. Le président de l'assemblée n'a ordinairement pas voix délibérative s'il n'est propriétaire; pourtant il aura voix prépondérante en cas de partage, même si cette qualité lui fait défaut.

En principe, il doit être rédigé un compte-rendu des délibérations, pour être lu à l'assemblée et approuvé par elle avant sa dissolution. Ce procès-verbal est signé par le président et par les membres présents. Si quelque obstacle, empêchait l'accomplissement de cette formalité, il serait procédé, à la majorité absolue des voix, au choix d'un certain nombre de ceux qui auraient concouru à la délibération, pour examiner le compte-rendu et l'approuver. Ils ne pourront être moins de deux, ni plus de cinq. Dans ce cas, le procès-verbal sera signé par le président et

par ces membres choisis. De toutes façons, le procès-verbal doit être rédigé en trois exemplaires (1) qui seront conservés dans les archives, le premier de l'heredamiento, le deuxième du comité d'administration, et le troisième dans les archives municipales de Murcie. Il suffit naturellement des deux derniers exemplaires lorsqu'il s'agit d'assemblées générales.

Ajoutons enfin que contrairement aux fonctionnaires du regadio, les fonctionnaires de l'assemblée, c'est-à-dire le secrétaire et le porteur des convocations, reçoivent une rémunération.

§ 4. — *Le comité directeur*

(*Junta de gobierno ou comision de hacendados*)

Il semble n'avoir pas existé dès le début à Murcie, ou tout au moins, il n'existait pas à l'état de commission permanente. Au contraire, à Valence, les Élus paraissent dater directement de l'occupation maure et ce qui tend à confirmer cette opinion, c'est le mélange d'attributions judiciaires et administratives reconnues à ces Élus. Nous signalerons postérieurement une controverse qui s'est fait jour à ce sujet, mais que nous croyons pouvoir trancher dès maintenant dans le sens de l'affirmative. A Valence, le comité d'administration se compose de huit mem-

(1) M. Pedro Diaz Cassou, *op. cit.*, comment. de l'art. 134.

bres pour exercer ses attributions administratives. Un de ces membres est exclu de l'exercice des attributions judiciaires (Voir *infra*, le Tribunal des Eaux). Comme organe administratif, ce comité constitue l'autorité centrale supérieure aux autorités spéciales de chaque acequia. Une de ses principales attributions consiste à prendre les mesures nécessaires dans l'intérêt de la communauté au cas de disette (1). A Murcie, la junta se compose de six membres et de deux suppléants, dont l'élection par l'assemblée générale a lieu pour moitié chaque année. Elle choisit parmi ses membres un président et un secrétaire-trésorier qui jouent le rôle, l'un d'ordonnateur et l'autre de contrôleur, vis-à-vis du caissier comptable nommé par l'assemblée générale et chargé de la réception comme de l'administration des fonds.

Les membres de la « comision » doivent en principe être propriétaires dans la huerta, mais on peut aussi en choisir parmi les fondés de pouvoirs des propriétaires, sans qu'il soit permis d'en prendre plus de deux sur six dans cette catégorie.

Les fonctions de membre de la « comision » sont obligatoires et gratuites. Mais leur caractère obligatoire cesse en cas de réélection pour ceux qui les ont exercées déjà deux ans. Il n'y a aucune incompatibilité du reste entre ces fonctions et celles de procurador ou

(1) Aymard, *op. cit.*, p. 54.

de suppléant. Les attributions de la «comision de hacendados» sont sensiblement les mêmes que celles de la «junta de gobierno» de Valence. Elle doit veiller à l'observation des règlements, au respect des droits de chacun. Elle représente la huerta en justice. Elle est chargée de l'examen technique des propositions ayant pour objet l'amélioration des services, du système de distribution de l'eau, etc.

§ 5. — *Appendice. De quelques conditions exigées par certains règlements pour exercer la fonction de chef des employés de canaux*

La première de ces conditions est ordinairement une condition d'âge. Un règlement de 1845 que nous avons mentionné précédemment, et qui était relatif au canal de Jucar, imposait à l'«acequero mayor» l'âge minimum de vingt-cinq ans. Un autre règlement également sus-mentionné, celui de Sagonte (1853-1861) ne se contentait pas de fixer un minimum d'âge, il en indiquait encore le maximum. Ne pouvait être acequero, aux termes de cet accord, qu'un individu majeur, mais n'ayant pas encore atteint quarante-cinq années. A Lorca, en 1859, il suffisait d'être majeur.

Pour assurer la parfaite indépendance du fonctionnaire en chef des canaux, certains règlements lui faisaient une loi de ne pas être né dans la région et de

ne posséder aucun intérêt dans les centres d'irrigation. Il en était ainsi à Lorca et à Sagonte. Le règlement de Lorca poussait plus loin que celui de Sagonte les exigences en cette matière, car il refusait l'accès de la charge d'acequero aux individus mariés avec une femme de Lorca.

Enfin, le plus souvent, on ne choisissait qu'un candidat rompu aux choses de la huerta. A Lorca, il fallait qu'il eût des connaissances en agriculture et dans la science de l'irrigation. Pour le canal de Jucar, ses connaissances en agriculture devaient être « peu communes » (1). Cette indication figurait d'ailleurs dans les premiers règlements édictés à Orihuela, en 1276, aussitôt après la reconquête : « El sobrecequero ha de ser un ome bien sabidor de las cosas de la huerta... » (2).

(1) Aymard, *op. cit.*, pp. 90, 107 et 246.

(2) M. Rufino Gea, p. 4, note 1.

CHAPITRE IV

TRIBUNAL DES EAUX (JURADOS, JUECES DE AGUAS)

On ne saurait imaginer de spectacle plus surprenant, dans un décor moins approprié et par suite, mieux fait pour en accentuer l'étrangeté, que le spectacle offert par le tribunal des eaux de Valence.

Personne, au reste, n'en fournira de description plus exacte comme aussi plus colorée, que la peinture qu'en donne Blasco Ibanez dans « la Barraca ». Personne ne dira mieux l'antithèse émouvante du passé et du présent qui apparaît dans cette institution archi-séculaire conservée intacte, avec sa simplicité grave.

Le contraste est frappant entre l'institution si ancienne et les choses si neuves qui l'entourent. Car, le tribunal des eaux ne tient pas ses assises en quelque lieu où les échos de la civilisation ne parviendraient qu'assourdis, atténuant l'acuité de l'anachronisme.

C'est un tribunal de place publique. Il siège dans la

rue, au milieu des mille bruits qui chantent le progrès, et sans qu'en subisse quelque atteinte, la gravité inaltérable de ses membres, celle qui convient à des gens tenant « entre leurs mains la vie des familles, la nourriture des champs » (1).

Nous constaterons que tous les tribunaux des eaux ne tiennent pas leurs audiences sur la voie publique. Bien au contraire, la plupart du temps comme à Murcie, les réunions ont lieu dans un local tel, que la maison de ville (*casas consistoriales*).

Nous reviendrons sur ce point après avoir exposé une controverse dont nous avons précédemment réservé l'examen. Elle est relative à l'origine du tribunal des eaux que certains auteurs font remonter à l'occupation maure, ce que contestent les autres.

La première opinion qui est celle de M. Francisco Xavier Borrú nous paraît préférable. Elle a été battue en brèche par M. Pedro Diaz Cassou dont l'argument principal est, qu'en aucune autre région, on ne trouve un tribunal des eaux fonctionnant de la même façon qu'à Valence. Il en serait autrement, semble dire cet auteur, si le tribunal des eaux avait été chez les Arabes une institution partout adoptée, puisque après la reconquête les rois chrétiens avaient pris le soin de maintenir « l'état de choses antique ». C'est, à notre avis, localiser le débat de façon excessive que de le

(1) Blasco Ibanez, *La Barraca*, trad. G. Hérèle, p. 87.

réduire à la question de forme, de fonctionnement extérieur, pour conclure d'une différence de forme à une différence d'origine.

Nous proposons une solution opposée. Retenant, qu'à quelques très rares exceptions près, se rencontrent dans tous les « regadios » des tribunaux privatifs des eaux, nous sommes portés à admettre que cette institution fait corps avec celle de l'organisation syndicale de l'arrosage, qu'elle est donc aussi ancienne que cette dernière. Par suite, si l'étude du tribunal des eaux, nous fournit quelque élément de preuve en faveur de l'influence maure, ce sera un nouvel argument à joindre aux présomptions ou témoignages que nous avons recueillis dans le premier chapitre de ce travail.

Les différences de forme s'expliquent aisément si l'on considère que dans chaque région se sont succédés des règlements multiples depuis les déclarations primitives de don Jayme d'Aragon et d'Alphonse de Castille. Mais une chose n'a pas varié, depuis l'époque reculée de ces déclarations, c'est le fonds même de l'institution, nous entendons par là l'existence de juridictions privatives. Et nous prétendons que, quelles que soient les divergences constatées dans le fonctionnement de ces juridictions, elles n'en ont pas moins une origine commune. Pour obtenir la conviction que c'est au génie maure qu'est due l'idée des tribunaux spéciaux réservés à l'examen des litiges entre irrigants, il suffit de considérer le tribunal des eaux de

Valence. Nous croyons avoir deux raisons légitimes de choisir cet exemple, la première est que, signalé par tous les auteurs comme une exception unique, ce tribunal a plus de droit que les autres d'être présumé une antique survivance. La seconde raison de notre choix est que, de toute évidence, l'archaïsme de ses formes démontre que ce tribunal, s'il a fait l'objet de quelques modifications, n'a pas été aussi atteint que les autres.

C'est une fois par semaine, le jeudi, dans la matinée vers onze heures, que siège le Tribunal de Aguas ou de los Acequeros.

Ses membres sont des paysans élus par les irrigants. C'est donc un tribunal prud'hommal. Nous avons indiqué déjà qu'il se compose des juges des sept canaux, quatre pour la rive gauche et trois pour la rive droite du fleuve. Aucun costume, aucun insigne; ce sont des paysans qui siègent et vêtus en paysans. La présidence appartient au plus vieux, qui ouvre l'audience, donne la parole aux parties (1), inflige les amendes à ceux qui troublent l'audience, et prononce les sentences.

Le tribunal ne comporte pas d'autre personnel qu'un huissier, alguazil, chargé de défendre l'enceinte du tribunal après l'avoir disposée. Le ministère pu-

(1) Blasco Ibanez, trad. Hérelle, rappelle à ce sujet que, « par une manie séculaire, le président au lieu de se servir des mains, désignait avec son espadrille blanche celui qui devait parler. »

blic est représenté par le syndic de l'acequia en cause, qui, alors, ne prend pas part au vote (1).

La procédure, des plus simples, n'exige pas un personnel plus complet. Elle est gratuite et entièrement orale. Par suite elle n'entraîne aucun frais, en principe. Nous disons « en principe » car si des amendes sont prononcées qui ne sont pas immédiatement acquittées, il y aura lieu à quelques frais pour l'exécution des saisies en vue desquelles le tribunal a pleins pouvoirs (2).

Les parties sont appelées par l'huissier. Si elles ne comparaissent pas devant le tribunal à la deuxième citation, qui leur est adressée huit jours après la première, l'affaire est transmise par le garde des eaux au gouverneur civil qui en saisit le juge de première instance (3).

Si les parties répondent, l'affaire est immédiatement instruite, les témoins sont entendus, le tout en présence du public. C'est également en public, mais à voix basse et en cercle qu'a lieu la délibération; après quoi la sentence est rendue sur-le-champ, elle est sans appel. Les condamnations prononcées sont en général des amendes, mais elles sont parfois infiniment plus graves et peuvent aboutir à la ruine du paysan condamné, car les juges ont le droit de priver d'eau le

(1) Aymard, *op. cit.*, pp. 24 et s.

(2) Aymard, *op. cit.*, pp. 54 et s.

(3) Idem.

champ de la partie perdante, pendant un temps plus ou moins long. Les sentences de cette dernière catégorie sont exécutés sous la surveillance des *alandadores* et *celadores*.

On conçoit la rigidité des sentences, si l'on sait que l'employé qui ferait grâce d'une amende l'encourrait lui-même.

Quant aux dénonciations de contraventions susceptibles de conduire devant le tribunal, n'importe qui peut en être l'auteur, elles sont adressées au Syndic ou à un « Élu ».

Nous avons réservé la description du prétoire, s'il est permis de donner ce nom à l'enceinte du Tribunal de Aguas, parce que, outre la forme de la procédure orale et immédiate qui rappelle la procédure orientale, le choix du lieu où se tiennent ses audiences est un indice certain de son origine mauresque. Ce tribunal, que nous avons appelé précédemment tribunal de place publique, ne siège pas sur une place quelconque, mais sur une place qui n'a pas varié depuis l'origine, sur celle de la cathédrale. C'est au pied de la Seo (1), que se réunissent les juges, devant le portail des apôtres « vieux, rougeâtre, consumé par les siècles, étalant à la lumière du soleil ses beautés corrodées » « baldaquin de pierre construit pour abriter cette institution d'un autre âge (2) ».

(1) Nom de la cathédrale, quelquefois et surtout anciennement « La Seu ».

(2) Blasco Ibanez, trad. Hérèlle, p. 85.

Ce n'est pas dans les usages chrétiens, mais dans les coutumes maures qu'il faut rechercher la source de cette tradition séculaire, et ce n'est pas à la cathédrale qu'il faut demander la clef du secret, mais bien à la mosquée qu'elle a remplacée, à la mosquée sur l'emplacement de laquelle elle dresse ses ogives et son « Miguelete » (1), comme précédemment, dit-on, cette mosquée avait remplacé un temple de Diane.

Et ce n'est pas le moins merveilleux, dans la curieuse survivance du tribunal des eaux, que sa résistance au changement de foi et de culte. Tandis que les architectures semblaient emportées par la révolution de conscience, tandis que les pierres de la mosquée détruite servaient à l'édification de la cathédrale, le tribunal des eaux continuait de tenir ses assises, comme indifférent au nom qu'elle portait, devant la maison de Dieu.

On n'ignore pas qu'il est de règle constante chez les Musulmans que la justice soit instruite et rendue dans le voisinage de la Mosquée, sinon dans la Mosquée elle-même. En voici plusieurs témoignages qui paraissent ne devoir laisser planer aucun doute sur la question.

En premier lieu nous lisons dans la *Tohfat d'Ebn-Acem*, traduite par MM. Houdas et Martel, au vers 18, que « le cadî peut siéger pour rendre la justice par-

(1) Nom du clocher.

tout où il le juge convenable, mais s'il habite la ville, qu'il siège de préférence dans une mosquée».

L'ouvrage de M. Nicolas de Tornaauw sur le droit musulman, traduit par M. Eschbach, nous informe d'autre part que « l'instruction du procès a lieu, non pas dans la mosquée, mais dans un lieu spécialement destiné : de préférence dans le voisinage de la mosquée et dans la cour de celle-ci ».

Enfin et surtout, puisqu'il est relatif au rite Malékite adopté en Espagne, le Moukhtag'ar de Khalil-Ibn-Ish'ak' s'exprime à ce sujet d'une façon qui nous intéresse particulièrement. « Il est permis aux cadis de siéger dans une mosquée, Malek conseille de siéger dans le patio ou cour de la mosquée afin que musulman, infidèle, femme etc., puissent se présenter au cadi. D'ailleurs le prophète a dit : « Éloignez de vos mosquées les cris, les contestations des litiges ».

Il résulte de ces citations que si, dans certains cas, il vaut mieux ne pas siéger dans la mosquée, pour permettre l'accès du tribunal à ceux qui n'ont pas l'accès de la mosquée, du moins ne faut-il pas que le cadi s'écarte de cette mosquée, et on lui recommande de siéger dans le patio ou dans la cour. N'est-il pas significatif, dès lors, que le tribunal des Eaux siège précisément sous le porche de la cathédrale? N'est-il pas remarquable encore que l'alguazil, après avoir préparé sous le porche le vieux sofa qui à lui seul compose presque tout le matériel du tribunal, dispose

tout autour des barrières dont la fragilité nous paraît beaucoup moins un obstacle à l'indiscrétion d'un public particulièrement respectueux. que la figuration traditionnelle du patio ancien?

Au surplus M. Pedro Diaz Cassou paraît admettre que, si à l'heure actuelle, Valence nous offre seule l'exemple du tribunal en plein air, Murcie a connu également des audiences tenues devant l'église de Sainte-Catherine, qui elle aussi fut autrefois une mosquée.

Nous savons d'ailleurs qu'une objection est possible contre notre thèse. On dira peut-être, comme il a été dit déjà, que le tribunal des Eaux, étant un jury, ne semble pas devoir être attribué au génie maure puisque les Musulmans pratiquent le système d'un juge unique, qui est en droit commun le *cadi*, et qui dans le régime des irrigations aurait été le *Çahib-as-Sequiya* appelé par les Espagnols le *Sobreacequero*.

Nous remarquerons que, dans ce cas, l'origine de la juridiction privative des eaux n'en remonterait pas moins à l'époque de l'occupation arabe, et que le mélange, entre les mains du *Sobreacequero*, d'attributions administratives et judiciaires ne ferait que confirmer notre opinion.

Mais l'objection en elle-même n'est pas irréfutable, tant s'en faut.

En effet, le *cadi* juge de droit commun n'avait pas l'habitude, surtout dans le rite de Malek, de juger ab-

solument seul. Il s'entourait au contraire d'avis donnés par des gens éclairés. La recommandation lui en est faite par le Moukhtağ'ar de Khalil-Ibn-Isch'âk' traduit par M. Perron dont voici les termes à peu près exacts (p. 142, t. V). « Un Kadi devra dans les affaires judiciaires avoir avec lui ou consulter des ulémas (hommes savants dans la loi) et des conseillers ou assesseurs. Otman, le troisième calife, appelait à siéger avec lui, lorsqu'il rendait la justice, quatre as'h'ab ou hommes qui avaient été disciples du prophète et les consultait; lorsqu'ils étaient de son avis sur la question portée devant lui, il décidait dans le sens de cet avis...

Ibn-el-Meouz dit : « Que le Kadi ne siége qu'avec des témoins ou assesseurs, probes, justes, ayant capacité de témoigner, afin qu'ils recueillent et gardent en mémoire les aveux des parties adverses et afin de ne pas permettre qu'elles reviennent sur ces aveux ou déclarations. (La présence de ces sortes de témoins est une circonstance presque obligatoire».)

Nous sommes autorisés après ces conseils donnés par Malek et rapportés par Khalil-Ibn-Ish'âk', à ne pas nous laisser arrêter par l'objection précédente. Bien plus, nous retiendrons un autre argument que nous puisons encore dans le Moukhtağ'ar. Il est relatif aux pouvoirs du cadi pour la police de l'audience. Nous relevons entre eux et les pouvoirs du président du tribunal de Aguas une similitude qui constitue un indice sérieux de filiation.

La traduction de M. Perron s'exprime à peu près ainsi : « Tout Kadi doit faire infliger une peine correctionnelle à l'individu qui injurie ou la partie adverse (en la taxant d'injustice ou de méchanceté) — ou un moufti ou les témoins (en les accusant de s'entendre entre eux pour le perdre) ». Le Kadi doit user alors de son pouvoir discrétionnaire et n'a pas besoin de faire constater le délit — (1).

Par peine correctionnelle le texte entend une peine non définie, une peine arbitraire. C'est le sens que la traduction donne de cette expression, à la page 108 du tome VI.

Or, cet arbitraire est le même pour le tribunal des Eaux dont le Président punit discrétionnairement les perturbateurs de l'audience, alors qu'au contraire, toutes les peines pécuniaires prononcées pour des infractions aux règlements d'irrigation sont prévues et spécifiées par ces règlements.

Le rapprochement est si justifié que, dans le tableau très réaliste de l'audience fourni par Blasco Ibanez, les interruptions lancées par les défenseurs, contre les dénonciations et accusations, sont les expressions mêmes rapportées dans la traduction du Moukhtağ'ar, « Mensonge ! Ce que l'on disait était faux et méchant ! On voulait le perdre ! » (2).

(1) T. V, p. 147.

(2) *La Barraca*, tr. Hérelle, p. 91.

Si de Valence nous passons à Murcie, nous constatons que pendant très longtemps le tribunal privatif n'a pas fonctionné et que ses attributions avaient été usurpées par les alcades (1). Ce n'est qu'en 1849 qu'il fut rétabli sous le nom archaïque de « Consejo de hombres buenos ».

La composition du tribunal des prud'hommes est la suivante : cinq *procuradores* et deux *veedores* sous la présidence de l'alcade ou de son délégué. Le tribunal est valablement composé lorsque quatre de ses membres sont présents à l'audience. D'ailleurs, le procurador ou le veedor appelé à composer le tribunal qui n'assiste pas à l'audience, sans avoir préalablement invoqué une excuse valable, encourt une amende de une à cinquante pesetas infligée par l'alcade président.

Le choix des membres du Consejo de hombres buenos ne rentre pas absolument dans les attributions de l'assemblée générale, mais celle-ci procède chaque année, dans la seconde semaine du mois de janvier, aux préparatifs du tirage au sort qui aura lieu chaque mois. En effet, le renouvellement du tribunal est mensuel, sans que le même individu puisse exercer les fonctions de juge deux fois dans la même année.

Les attributions de l'assemblée générale consistent à enfermer dans une urne un nombre de boules correspondant au nombre des procuradores de chaque

(1) Pedro Diaz Cassou, *op. cit.*, p. 131.

canal et dont chacune porte la double mention du nom de ce canal et du rang du procurador. L'urne est conservée au secrétariat de l'Ayuntamiento et ses deux seules clefs sont remises l'une au président de la « comission de hacendados », l'autre au président du Conseil municipal. Une autre urne contient des boules correspondant aux veedores pour lesquels il y a lieu d'observer les mêmes formalités.

Chaque mois, il est procédé au tirage au sort public de cinq boules dans l'urne des procuradores et de deux dans celle des veedores, en présence du Conseil municipal et du Président de la Comision de hacendados.

Les audiences du tribunal des prud'hommes ont lieu deux fois par semaine, le jeudi et le dimanche. Elles sont publiques et se tiennent ainsi que nous l'avons déjà mentionné, dans la partie de la maison de ville que le Conseil municipal désigne. Ce tribunal se réunit le matin des jours fixés de neuf heures à midi.

C'est le secrétaire du Conseil municipal qui joue le rôle de greffier, ou, à son défaut, le secrétaire de l'alcade. Il reçoit à titre de rémunération une petite indemnité sur toute affaire, *denuncia* (1). Cette indemnité est payée par le perdant. Le greffier est responsable des archives dont un inventaire est fait cha-

(1) Ce nom indique que les affaires ne viennent que sur des dénonciations soit de surveillants de canaux, soit d'intéressés.

que année par deux membres du tribunal en fonctions pendant le mois de décembre.

Voici, en ce qui concerne l'instruction des affaires la marche suivie.

N'importe qui peut dénoncer en principe les infractions aux règlements. Mais il y a lieu pourtant de distinguer entre les infractions qui nuisent à la communauté et celles qui ne causent de préjudice qu'à un particulier. Dans ce dernier cas, le particulier intéressé seul peut réclamer. Dans la première hypothèse, c'est le contraire et le tribunal, s'il y a lieu, se saisit même d'office. Les plaintes ou dénonciations sont adressées au greffier signées par l'intéressé ou par un autre s'il ne sait écrire. Le greffier en donne récépissé si on l'exige. La citation — qui entraîne le paiement au portier du tribunal d'une indemnité minime variable selon qu'elle est délivrée à l'intérieur de la ville ou au dehors — la citation est rédigée par le greffier et signée par lui.

Il n'y a de différence, entre les matières pour lesquelles la citation est donnée, qu'une différence de délai. Les plaintes relatives à des usurpations ou détournements d'eau doivent être déposées entre les mains du greffier dans les trois jours, tandis que les plaintes ou dénonciations relatives à un autre objet peuvent être faites en tout état de cause.

Les décisions du tribunal sont prises à la majorité absolue des voix, sans compter celle de l'alcade

président qui n'a le droit de vote qu'au cas de partage. Les décisions, comme la question qu'elles tranchent, sont brièvement résumées sur un registre et signées par le président et le greffier. Une expédition peut en être délivrée aux parties sur leur demande, et, de ce chef, le greffier perçoit un droit de six réaux, si l'expédition ne prend pas plus d'une feuille de papier, sinon il perçoit deux réaux par page en plus.

L'exécution des sentences est confiée à l'alcade qui peut user des moyens ordinaires de contrainte tant qu'un recours n'a pas été exercé par l'une des parties.

Du reste, les deux seules causes de recours sont la « nullité ou l'injustice notoire ». Lorsqu'une partie prétend invoquer l'une de ces deux causes, elle doit porter son recours devant le Conseil municipal dans le délai de trois jours à compter de la sentence attaquée.

Le Conseil municipal prononce sur la question de la nullité ou de l'injustice notoire, et, au cas d'admission du recours, renvoie pour juger à nouveau devant le tribunal composé cette fois de façon différente, et comprenant, outre les juges auteurs de la décision incriminée, les juges en exercice le mois précédent.

Malgré l'existence de ce recours, le seul, on peut dire que les décisions prud'hommales sont sans appel comme elles le sont aussi à Valence. Peut-être même la nature de ce recours souligne-t-elle encore le caractère irrévocable de « los fallos del Consejo de hom-

bres buenos». En effet, il semble que la besogne du Conseil municipal est, à proprement parler, plutôt un avis donné au tribunal, qu'un recours véritable, puisque il y a lieu à renvoi devant ce tribunal. Malgré la différence de composition de ce dernier lors du second jugement, il n'est guère permis de prononcer le nom d'appel, et on est plus près de la rétractation que de la réformation. Ceci en droit, car en fait c'est chose encore plus sensible. Les juges des eaux sont extrêmement jaloux de l'autonomie de leur tribunal comme de voir leurs décisions posséder force de chose jugée. Aussi, l'adjonction aux auteurs de la décision attaquée des juges précédemment en exercice n'est appelée à avoir aucune influence et le résultat du recours n'est guère qu'un effet dilatoire.

C'est pour cette raison, sans doute, qu'on constate l'extrême rareté des «reclamacion», et surtout la discrétion du Conseil municipal à les accueillir (1).

Pour en terminer avec le fonctionnement du tribunal des eaux, et avant de résumer quelques dispositions qui éclairent la question, nous signalerons une précaution prise par l'art. 171 du règlement de Murcie.

Nous avons dit comment il était procédé au choix des juges par voie de tirage au sort. Le règlement prévoit qu'il peut arriver pour une raison quelconque, qu'au jour et à l'heure fixés pour l'audience, le tribu-

(1) M. Pedro Diaz Cassou, *op. cit.*, p. 734, commentaire de l'art. 168.

nal ne soit pas composé ni même composable. Pour éviter cet inconvénient, l'assemblée générale procède à la nomination de trente propriétaires résidant à Murcie dont les noms, comme ceux des « *procuradores y veedores* » appelés à former régulièrement le « *Consejo* », sont enfermés dans une urne. La clef de cette urne est confiée au président dudit Consejo, et, au cas d'empêchement d'un ou de plusieurs juges, on tire au sort des suppléants parmi les propriétaires en question. Il est à noter, que, contrairement aux juges réguliers qui n'ont pas le droit d'exercer deux fois les fonctions dans la même année, les suppléants sont autorisés à siéger autant de fois que le sort les désigne.

A Valence comme à Murcie, comme aussi dans tous les « *regadios* », le tribunal des eaux, quel que soit son nom exact, et malgré des divergences notables dans son fonctionnement, n'a de compétence que pour les questions de fait.

Nous emprunterons à ce sujet, un certain nombre de décisions rapportées dans le travail de M. Rufino Gea relatif à la région d'Orihuela.

Il a été décidé que le tribunal des eaux n'ayant de compétence que pour les questions de fait et pour assurer la répression des infractions aux règlements d'eaux, au moyen des peines prévues et fixées dans ces règlements, n'a de pouvoir disciplinaire que sur les membres de la communauté d'irrigants. Par suite il ne saurait punir en privant ses terres d'eau, l'auteur

d'une usurpation qui ne fait pas partie de la communauté (1).

D'autre part, la compétence du tribunal des eaux est strictement comprise entre les limites assignées par les règlements auxquels ce tribunal doit son existence, et sont nulles les décisions prises au delà de ses attributions (2).

Mais, au contraire, les jugements ou décisions conformes aux dispositions des règlements sont irrévocables, et aucun recours n'est donné pour les faire réformer par les tribunaux ordinaires (3). En tout cas, jamais le juge des eaux ne peut adopter de mesure susceptible en quelque manière de modifier les règles de droit, ni les droits acquis en matière de possession (4).

Mais spécialement, les tribunaux de droit commun seraient incompétents pour apprécier la mesure prise par un syndic de faire arracher les arbres plantés sur la rive d'un canal d'irrigation (5). En ce qui concerne l'exécution des sentences, les pouvoirs du tribunal des eaux sont très différents selon les régions.

Ainsi une sentence du 17 janvier 1885 pour Orihuela, reconnaît au juge des eaux le pouvoir de procé-

(1) Décret royal, 25 avr. 1881.

(2) Sentence, 11 avr. 1881.

(3) Sentence, 21 mai 1889.

(4) Sentence, 25 avr. 1881.

(5) Sentence, 28 juin 1879.

der par voie de contrainte et d'effectuer des saisies, sans avoir à obtenir le concours de l'autorité judiciaire, et pour ce faire, de pénétrer dans le domicile des particuliers et de saisir leurs biens (1). A Murcie au contraire, M. Pedro Diaz Cassou, rapporte qu'aux termes d'une « real orden » du 8 avr. 1884 (2), les juges des eaux ne peuvent pénétrer dans le domicile du défendeur condamné que si celui-ci se prête à cette opération; sinon ils doivent se faire assister de l'autorité judiciaire compétente.

Pour Murcie encore, et en ce qui concerne de façon générale les pénalités que peuvent prononcer les tribunaux privatifs, M. Pedro Diaz Cassou rappelle qu'une « real orden » des 12 mai et 4 déc. 1879 décide que le paiement des condamnations pécuniaires prononcées pour infractions aux règlements d'eaux doivent être payées en espèces métalliques contre un récépissé à souche. Elles sont destinées à la réparation du préjudice et réparties dans la proportion indiquée par les règlements.

(1) M. Rufino Gea, *op. cit.*, pp. 186 et s. (ainsi que les autres décisions rapportées).

(2) *Op. cit.*, commentaire de l'art. 168, p. 135.

APPENDICE. — *La juridiction des eaux dans quelques règlements spéciaux* (1).

Un règlement de la moitié du XVIII^e siècle environ établissait pour le canal royal de Moncade un régime de justice très différent des précédents. Il y avait trois degrés de juridiction. Le premier était représenté par le Cequiero royal. C'est donc le principe du juge unique qui avait prévalu. L'appel était porté devant un jury composé de douze syndics correspondant aux douze villages intéressés et élus comme les conseillers municipaux. En troisième lieu, l'affaire pouvait être portée devant la Cour royale de justice.

En ce qui concerne le règlement de 1845 relatif au canal du Jucar, que nous avons déjà mentionné, on trouvait également trois degrés de juridiction : devant l'Acequiero mayor, puis devant le comité d'administration, enfin devant le gouverneur civil. — Ce règlement comportait, pour les pénalités, certaines dispositions particulières. Ainsi il punissait la récidive de la peine du double. Il portait au maximum la peine encourue pour un délit lorsqu'il avait été commis la nuit. En cas d'insolvabilité du condamné, il lui était

(1) Voir pour le détail, l'ouvrage de M. Aymard. Nous ne savons si quelques-uns de ces règlements sont encore en vigueur et ne les signalons que pour mémoire.

infligé autant de jours de prison que représentait de journées de travail le double montant de l'amende et de l'indemnité en réparation du préjudice causé.

Le règlement déjà visé de Sagonte, en date de 1853 et revisé en 1861, établissait un tribunal privatif des eaux siégeant une fois par semaine, mais susceptible d'avoir des séances extraordinaires.

Les jugements étaient exécutoires.

Les amendes encourues étaient partagées entre le dénonciateur et la caisse de la communauté à raison de deux tiers de leur montant pour cette dernière (1). Quiconque pouvait dénoncer dans les six jours de l'infraction. Les insolubles encouraient un jour de prison par cinq francs d'amende.

Cette dernière disposition relative aux insolubles se retrouve dans un règlement d'Alicante rapporté également par M. Aymard (p. 161), qui établissait du reste un régime analogue à celui de Sagonte.

A Lorca un règlement de 1859 établissait le principe du juge unique des eaux représenté par le Directeur du syndicat.

D'autre part, on ne trouve pas de tribunal privatif à Grenade, ni à Almansa (2) depuis 1834.

(1) Une disposition de ce genre existait à Murcie puisque M. Pedro Díaz Cassou rapporte qu'on prit, à plusieurs reprises, des mesures contre les dénonciateurs de profession qui vivaient du tiers de l'amende encourue (commentaire de l'art. 174).

(2) Petite ville située à égale distance entre Murcie et Valence.

CHAPITRE V

LA CONDITION JURIDIQUE DES EAUX D'IRRIGATION ET LEUR MODE DE RÉPARTITION

Si intime est le lien, dans les règlements espagnols, entre la condition juridique des eaux d'irrigation et leur mode de répartition, qu'on peut dire de ces deux questions qu'elles n'en font qu'une. On ne saurait démêler si le mode de répartition a été choisi comme correspondant le mieux à la notion juridique de la matière à répartir, ou si c'est l'emploi répété de ce mode emprunté à la tradition qui a fait naître la conception juridique. Toujours est-il que la question, sous son double aspect, présente les caractères les plus originaux, et fournit une manifestation nouvelle des emprunts faits aux coutumes mauresques par les règlements espagnols. Dans l'une et l'autre de ces deux sources apparaissent les mêmes restrictions aux droits du propriétaire de la terre d'user de l'eau conduite sur cette terre.

Sans contester que, sur cette matière, il existe entre les règlements des différentes régions des diver-

gences profondes, un principe se dégage néanmoins d'à peu près tous, qu'on peut ériger en règle. Il trouve son expression la plus concise dans les dictons inspirés précisément par le régime des irrigations et qui en sont devenus comme la formule (1).

« Tu tanda, si no la has de regar, dejala pasar. »
« Sobras de arriba, dotacion de abajo. »

Tout le système de l'arrosage envisagé au point de vue tant de la répartition que de la condition juridique de l'eau, tient dans ces deux proverbes dont le premier possède une seconde rédaction moins appropriée à notre matière, mais peut-être plus expressive « Agua que no has de beber, dejala correr. » Le « Tour d'arrosage » (tanda) voilà le mode de répartition; « l'eau annexe de la terre », voilà pour la condition juridique.

Les canaux d'irrigation creusés, l'eau conduite à travers les terres, on aurait pu, semble-t-il, accorder à chaque intéressé le droit de se servir de l'eau à sa guise, quitte à établir une surveillance destinée à garantir l'œuvre commune et l'intérêt général contre les abus quelconques de chacun.

Il en fut tout autrement et les droits des usagers se virent soumis à la réglementation la plus étroite. Non seulement le propriétaire n'est pas libre d'apprécier, au delà d'un certain maximum, la quantité

(1) Rapportés par M. Pedro Diaz Cassou dans le commentaire de l'art. 152 du règlement de Murcie.

d'eau à donner à sa terre, mais il n'est pas maître de choisir le temps où la lui donner. Tout est prévu par la coutume ou le règlement pour cette besogne; un jour est fixé pour l'arrosage de chaque propriété ainsi que le nombre exact d'heures pendant lesquelles pourra avoir lieu l'immersion.

La durée de l'arrosage est déterminée en proportion de l'importance de la propriété. Cette proportion établie, on commence l'arrosage en amont pour le reprendre au même point après que la dernière propriété d'aval a été immergée.

Le droit de chaque usager ou, pour mieux dire, le droit de chaque terre, ne varie plus une fois arrêté. Tout au moins dans les circonstances normales, car il arrive qu'au cas de disette d'eau, des modifications soient apportées au tour d'arrosage. Il en est ainsi à Valence, par exemple, où le syndic a plein pouvoir, lorsque l'eau se fait rare, d'apprécier le degré de souffrance de chaque terre et de donner l'arrosage nécessaire pour sauver les récoltes les plus compromises. Les suppléments que le syndic accorde dans ce cas, s'appellent « eau de grâce ».

Le « tour d'arrosage » ne doit pas s'entendre en ce sens que tel champ recevra l'eau tel jour de la semaine, car le nombre et l'importance des propriétés à irriguer ne s'accommoderaient pas la plupart du temps du cycle restreint de la semaine. Cette expression signifie seulement que tel champ sera en général arrosé le

troisième, le sixième ou le dixième jour, ou un jour plus éloigné encore, après que le premier terrain en amont aura été arrosé.

En d'autres termes, chaque propriété postérieure ne recevra l'eau qu'après que les propriétés antérieures l'auront regue, mais celles-ci ne la recevront de nouveau qu'après l'arrosement intégral des propriétés d'aval : « Sobras de arriba, dotacion de abajo. »

Il en résulte que si, par suite du manque d'eau, le roulement d'arrosage était interrompu, on devrait, une fois l'eau revenue, le reprendre exactement au point où il avait cessé; ce sont ces principes que nous prétendons avoir été empruntés aux coutumes arabes. Lorsque le Moukhta'ar de Khalil-Ibn Ish'âk, déclare que « le surplus de l'eau d'un puits doit être forcément abandonné par son propriétaire aux voyageurs d'abord, et aux voisins qui n'ont commis ni imprudence, ni négligence dans l'époque et le lieu de leurs semailles, et qui sont, par cas fortuits, privés d'eau » (1); fait-il autre chose qu'établir un tour d'arrosage? Ce passage du livre de jurisprudence malékite ne semble-t-il pas être la simple paraphrase du «so-bras de arriba» du proverbe?

L'auteur maure ne s'en tient pas à cette hypothèse déjà très concluante. Il va plus loin et prévoit le cas d'une utilisation collective d'eaux approvisionnées à

(1) Trad. de M. Perron, pp. 15 et s. du t. V.

l'aide d'ouvrages d'intérêt commun. « Si l'on a pris possession de l'eau à l'avance... », dit-il (1).

A cette occasion il formule explicitement le double principe du tour d'arrosage et de la proportionnalité. C'est l'étendue de chaque terrain qui détermine la quantité d'eau à lui attribuer. La quantité d'eau ainsi fixée est calculée par des procédés variés tel que la durée d'écoulement mesurée au sablier, ou plus simplement par l'octroi à chacun d'une nappe d'eau atteignant la hauteur de la cheville du pied.

Mais ce qu'il faut retenir, c'est spécialement que l'appropriation collective de l'eau retire à chacun des intéressés le droit « de prime emploi ». Les quantités proportionnelles sont dévolues à tous les usagers dans un ordre déterminé par voie de tirage au sort. Le nom du propriétaire sorti le premier confère à ce propriétaire le premier rang dans le tour d'arrosage.

Ce qui précède établit nettement que les coutumes maures et les règlements espagnols ont obéi au même souci de faire participer chacun dans une proportion identique, à l'abondance ou à la pénurie d'eau, et il est concluant de constater que ces deux sortes de réglementations ont eu recours aux mêmes modes de calcul et de répartition. Si l'on tient compte du caractère essentiellement original de ces procédés, il ne subsiste aucun doute sur la parenté des deux sources juridiques qui en adoptèrent la pratique.

(1) *Id.*, pp. 21 et s.

Nous avons mentionné précédemment une disposition des premières ordonnances d'arrosage pour la région d'Orihuela en 1275. Cette disposition exprimait que la répartition aurait lieu désormais comme auparavant, comme « du temps des Maures » suivant le précepte « à chacun selon son droit » et elle ajoutait « Cada uno regara por su parada y en su tanda, y no por otro lugar » (1).

La même disposition était reproduite, dans l'art. 24 d'un règlement de 1625 édicté pour la même région (2) « personne ne pourra arroser qu'au jour et à l'heure qui lui auront été fixés. »

Elle figure encore dans la plupart des ordenanzas de riego les plus récentes, comme dans les anciennes. Si le principe n'y est pas toujours rappelé explicitement, du moins résulte-t-il implicitement des pénalités prévues par les règlements d'arrosage pour lui servir de sanction.

Le règlement de Murcie maintient expressément le tour d'arrosage établi par les usages antérieurs et il édicte des amendes pour assurer la répression des abus éventuels.

C'est un soin que prennent tous les règlements d'arrosage.

(1) M. Rufino Gea, *op. cit.*, p. 4, note 1.

(2) Idem, p. 25 en note. « Se observara el orden de tandas establecido en los repartos, y nadie, podra regar sino en el día y hora que le corresponda... »

Parmi les amendes encourues à côté, de celles dues, pour dégradations causées aux canaux par des plantations trop voisines des rives, par des affouillements trop proches qui en compromettent la solidité, à côté encore des amendes infligées à ceux qui laissent pénétrer des bestiaux dans le lit du canal, ou qui interrompent le libre cours de l'eau par le jet dans ce lit de terres ou de broussailles, la place la plus importante est faite aux amendes destinées à réprimer les « usurpations d'eau ».

Le règlement de Murcie décide que celui qui usurpe le tour d'arrosage d'un autre qu'il prive d'eau, devra non seulement payer le montant du préjudice par lui causé, mais que en outre, il subira une amende pouvant aller du simple au triple dudit dommage, selon ce qu'appréciera le Consejo de hombres buenos. Le préjudice lui-même est évalué par deux experts nommés par chaque partie, assistés au cas de désaccord, par un troisième que nommera ledit tribunal des prud'hommes. Ces amendes sont d'ailleurs infligées sans préjudice des peines que prononcerait le Code pénal, dans l'hypothèse où le fait dommageable rentrerait dans le cadre des délits ou infractions définis par ce code.

Notons, avec M. Pedro Diaz Cassou (1), que l'interdiction d'user de l'eau qui est faite à chacun, hors

(1) *Op. cit.*, commentaire de l'art. 150.

son tour d'arrosage, ne s'entend que d'utilisations nécessitant l'emploi de machines élévatoires ou d'appareils quelconques, ou mettant obstacle au libre cours de l'eau. Il reste, par conséquent, permis d'employer l'eau des canaux pour les usages domestiques en la puisant à l'aide de vases, à la main et sans dégrader les rives.

Quant au mode d'établir les usurpations de tour d'arrosage et les emplois frauduleux de l'eau, le règlement de Murcie porte que la preuve en sera faite par des témoins. Il n'est du reste pas laissé au tribunal d'apprécier le nombre des témoignages concordants qui permettra de considérer « *el hurto del agua* » comme prouvé. Le minimum de témoignages nécessaires est tantôt deux, tantôt trois. Deux témoins suffiront si ces témoins ont assisté à l'entrée de l'eau chez l'auteur de l'usurpation. Il en faudra trois au cas où ils n'auraient constaté l'arrosage qu'une fois achevé.

L'audition de ces témoins a lieu toujours en présence des parties et en public, mais le règlement prévoit, pour éviter toute collusion entre eux, la nécessité de les faire attendre dans une salle différente de celle de l'audience, et de les entendre séparément.

Aucune difficulté ne s'élève au sujet de ces matières, et nous passerons sous silence, comme n'offrant aucun intérêt particulier, les mesures imposées par les règle-

ments au point de vue de la mise en œuvre du droit d'arrosage.

Nous ne ferons que signaler l'existence d'une série de précautions imposées toujours sous la sanction d'amendes, pour éviter toute déperdition d'eau. Elles sont relatives soit à l'ouverture et à la fermeture des vannes et martelières de l'acequia et des rigoles, notamment lorsque plusieurs usagers se servent des mêmes canalisations, soit aux soins à prendre pour que l'eau ne jaillisse pas sur les chemins, soit encore à la façon d'exécuter les différents ouvrages, barrage ou autres dans le lit ou sur les bords des canaux, soit, enfin et surtout, à l'exercice du droit d'arrosage pendant les mois d'hiver, et de façon générale à toutes les époques où les eaux arrivent troublées.

Tous ces détails purement techniques ne trouveraient pas leur place dans cette étude.

Nous terminerons donc ce chapitre par le commentaire d'une disposition du règlement de Murcie qui complète la réglementation du tour d'arrosage. Elle fait nettement apparaître, en même temps que la relation très étroite que nous signalions entre l'idée de la répartition et de la condition juridique, de l'eau d'irrigation, l'aspect véritable du droit consenti aux usagers.

L'art. 152 du règlement porte interdiction absolue à celui qui ne fait pas usage de l'eau pendant les heures où cette eau lui est donnée, de céder son tour à un

autre. « El que no utilice el agua de su dotacion en las horas de su tanda no puede cederla a otro y debe dejarla correr como de sobra. » Ce sont à peu de chose près les mêmes termes que ceux du proverbe.

Cette prohibition est un des caractères saillants du régime espagnol coutumier des irrigations. Elle est la consécration de l'idée que le droit d'arrosage est un droit objectif et passif plutôt que subjectif et actif. L'irrigation n'est pas, dans les esprits moro-espagnols, un droit du propriétaire, mais un droit de la propriété. Il ne se formule donc pas « le droit d'arroser » mais « le droit d'être arrosé ». Il n'a pas autant de titulaires qu'il est de maîtres de parcelles dans le « regadio », il n'en a qu'un : la terre, abstraction faite de ses divisions juridiques artificielles, la terre en quelque sorte divinisée, ce qui donne à la théorie comme un parfum mythologique.

Les eaux d'irrigation deviennent ainsi un accessoire du sol. Il est procédé en quelque sorte à leur immobilisation, non pas au sens que nous donnons à ce mot, mais au sens qu'il possède dans les textes de jurisprudence malékite. L'eau d'arrosage devient un bien indisponible. On dit qu'elle est « annexe de la terre », de telle sorte que le propriétaire de la parcelle qui ne la donne pas à sa parcelle n'en peut disposer au profit d'une autre. D'elle-même cette eau retourne à la masse commune. D'autre part, aucune parcelle

de terre ne se vend sans que soit vendue en même temps l'eau qui sert à l'arroser.

Le système du tour d'arrosage et de l'eau annexe est rigoureusement adopté dans les régions de Valence, Murcie et Almansa. Mais à Valence la durée de l'arrosage est un peu plus variable qu'à Murcie, car les pouvoirs de « l'atandador » chargé d'apprécier le moment où il convient de retirer l'eau à un champ pour la donner à un autre, sont assez larges.

Dans d'autres régions le principe du tour d'arrosage subit des modifications encore plus sensibles. Pour le canal du Jucar par exemple, l'acequero mayor est absolument maître de régler la distribution. Malgré cela la durée de la rotation est en général de 12 jours (1). Mais un caractère particulier du règlement de cette région est l'intervention d'arroseurs publics qui sont chargés d'arroser au lieu que, comme à Valence, ce soit le propriétaire lui-même qui prenne l'eau.

C'est surtout au point de vue du caractère annexe de l'eau que les règlements diffèrent.

Bien peu paraissent ignorer complètement le principe, d'autres distinguent plusieurs sortes d'eaux.

A Lorca, la théorie de l'eau annexe est écartée, l'eau se vend indépendamment de la terre, l'une et l'autre sont entre des mains différentes. Il en est ainsi encore à Elche. Dans ces deux régions, pour

(1) Rouma, *op. cit.*, t. II, pp. 306 et s., et Aymard, *op. cit.*

employer une formule empruntée à M. Ronna, on « achète l'eau en Bourse ». A Lorca, les unités d'eau portent le nom de « hilas » et de « cuartos ». Le cuarto comporte la jouissance de l'eau pendant une heure et un quart, c'est dire que, dans la journée de vingt-quatre heures, il y a dix neuf « cuartos ».

Alicante pratique également la vente d'unités d'eau, mais sous une forme plus modernisée. Il n'est plus question d'unités égales. On fractionne le droit d'arrosage, et chacun apprécie la durée d'eau dont sa propriété a besoin. On délivre des bons appelés « albalaes », qui sont vendus chaque matin à la criée. Chacun de ces bons mentionne le temps d'arrosage auquel a droit son porteur. Il y a des bons depuis une minute jusqu'à soixante. Ce procédé ne s'applique d'ailleurs pas indifféremment.

En effet, Alicante, connaît deux sortes d'eau, l'eau nouvelle et l'eau vieille. On donne le nom d'eau nouvelle à celle que fournit le réservoir de Tibi, cette eau est annexe. Au contraire, l'eau vieille est susceptible d'être cédée avec ou sans la terre. Encore faut-il noter que le caractère annexe de l'eau nouvelle n'exclut pas la possibilité de céder son tour d'arrosage.

Si pour finir, nous passons à Grenade, nous y trouvons une organisation plus compliquée, car, en réalité, elle comporte trois catégories d'eaux. l'eau privée qui n'est pas annexe, l'eau de zone qui est

absolument annexe et comporte la pratique du tour d'arrosage; enfin certaines eaux ont un double caractère, elles sont considérées, pendant une partie du jour, comme eaux privées, et comme eaux de zone pendant le reste du temps.

CHAPITRE VI

SURVIVANCE DE TRÈS ANCIENS USAGES D'IRRIGATION DANS LE BRIANÇONNAIS

Les règlements d'arrosage que nous venons d'étudier, apparaissent un peu comme un anachronisme, et l'on serait disposé à les envisager, au premier abord, comme une exception très rare. Exception assurément rare, nous devons le reconnaître, mais très rare nous sommes empêchés d'en convenir par la révélation, en France même, d'usages encore vivaces et frappants par leur analogie avec les règlements coutumiers d'Espagne.

Cette ressemblance ne se manifeste pas dans la pratique d'une juridiction privative des eaux, mais dans celle du tour d'arrosage. Les usages auxquels nous faisons allusion sont en vigueur dans le département des Hautes-Alpes et notamment dans la région de Briançon, dans les communes de la Salle-des-Alpes, de Saint-Chaffrey et de Saint-Martin-de-Queyrières.

Les canaux d'irrigation qui sillonnent cette contrée remontent à la date la plus éloignée, s'il faut en

croire, et l'on ne saurait faire autrement, certains actes portant accord entre les habitants de différentes communes.

Nous voyons, par exemple que le canal de Ville ou canal Gaillard qui traverse les communes de Saint-Chaffrey et de la Salle-des-Alpes et qui prend à Briançon même, le nom de Gargouille, a été créé en 1345. On nous dira que ce n'est pas encore là une date très éloignée. Mais nous retiendrons que l'acte de 1345, qui en est l'acte de création, porte que ledit canal remplace le vieux « béal des gayes » (Gayetta) auquel les habitants des communes propriétaires (la Salle-des-Alpes et Saint-Chaffrey) associent ceux de Briançon sous la double condition d'agrandir et réparer l'ancien canal, afin que la participation de Briançon à l'usage de l'eau ne diminue en rien les droits des anciens propriétaires.

Nous analyserons seulement et de façon rapide, le système d'arrosage de Saint-Martin-de-Queyrières qui apparaît comme le type de ceux de la région. Encore ferons-nous, à ce sujet, une réserve : de commune à commune les usages changent, et presque de village à village, sous l'influence de la situation des lieux et de la plus ou moins grande abondance des eaux.

Mais il est des différences qui dérivent d'autres causes que du cadre géographique pour employer l'expression de M. Jean Brunhes.

Parmi ces différences, il en est une assez considérable, elle repose sur l'existence ou la non-existence d'une organisation syndicale.

Si nous rencontrons, pour la source de Rabiou dans les villages de Bouchier et de Villard-Meyer, un syndicat ayant à sa tête un directeur chargé de faire exécuter les travaux nécessaires à l'entretien du canal, il n'en est pas ainsi ailleurs où très souvent on ne trouve qu'une association verbale, d'origine purement coutumière, et dont les bases d'administration ne sont posées dans aucun règlement délimitant les pouvoirs des différents organes.

Mais, quelle que soit la forme même de l'association d'irrigants qui portent le nom de « Pariers », partout nous constatons l'observation du tour d'arrosage. Ces règles d'arrosage s'appellent sur place les « Payes », et en général elles sont renouvelées tous les dix ans (1).

Nous ne rapporterons pas ici les termes d'actes plus anciens que celui qui a été passé devant le notaire royal de Saint-Martin-de-Queyrières le 1^{er} juin 1734 « au lieu de Prelles au devant de la Chapelle Notre-Dame du dit lieu ». Nous n'avons plus, en effet, à établir l'ancienneté de ces règlements mais à en analyser

(1) Nous devons avant tout autre soin, remercier M^e Daurelle, notaire et maire de St-Martin-de-Queyrières qui nous a communiqué très obligeamment quelques pièces relatives à cette matière et dans lesquelles nous puisons nos renseignements.

brèvement le contenu qui apparaît dans les actes les plus récents comme la reproduction des actes anciens. Aussi rappellerons-nous seulement, pour mémoire, que les archives départementales des Hautes-Alpes contiennent des pièces nombreuses relatives à notre matière. Nous ne citerons que des requêtes présentées à différentes reprises, par les habitants et communauté de Saint-Martin-de-Queyrières contre les officiers du bailliage et les seigneurs. Ces requêtes ont pour objet l'arrosage des propriétés les jours de fête. Elles ont abouti à une décision royale du mois d'avr. 1612 qui donne tort au procureur royal et aux seigneurs et prescrit l'arrosage aux jours de fête. Cette décision de 1612, n'est qu'une décision de détail et apparaît comme la confirmation d'un privilège très ancien et non comme l'octroi d'un droit nouveau.

Nous ne mentionnerons d'ailleurs pas ici les termes mêmes et intégraux des actes que nous avons pu consulter et qui sont extraits des minutes de M. Daurelle, notaire à Saint-Martin-de-Queyrières.

Nous n'en exprimerons pour ainsi dire que la moelle, renvoyant aux textes annexés à notre étude pour le surplus.

Les règlements portent en général que leur objet est d'éviter les querelles journalières « touchant l'arrosage de leurs fonds », et qu'ils sont pris par les sous-signés représentant la plus grande et majeure partie du susdit village ». C'est, à ce dernier point de vue, la

consécration du principe des décisions majoritaires adopté en Espagne. Et c'est également comme en Espagne à peu de chose près que fonctionne le tour d'arrosage avec interdiction de pouvoir « s'ôter l'eau l'un l'autre, ni la laisser séjourner, ni charger les canaux d'eau de plus que de ce qui sera nécessaire à peine de pareille amende de trois livres pour chaque contrevenant. En observant que ceux qui auront arrosé leur fonds la première semaine, ne pourront les arroser la seconde que jusqu'à ce que les autres ayant tous arrosé... » (Voir acte du 1^{er} juin 1734.)

La détermination du temps d'arrosage dépend pour chacun de l'importance du terrain arrosable qui lui appartient.

Ce sont les « billets de paye » qui établissent l'heure et la durée de l'arrosage, moyennant une division de la durée totale par l'étendue totale. On procède de la façon suivante en se servant du mois, de la quinzaine de la semaine (1) et du jour. On divise le nombre de minutes existant dans la quinzaine par le nombre d'ares que mesurent les terrains à arroser, et on attribue à chaque propriétaire, ou pour parler comme à Briançon, à chaque parier, autant de fois l'unité représentée par la quotient ainsi obtenu qu'il possède d'ares à irriguer. Mais ce qu'il faut noter, c'est la distinction dans la journée de deux quartiers dont

(1) La première semaine commence chaque année au premier lundi de mai.

le premier va de minuit à midi et le second de midi à minuit. Automatiquement les pariers du second quartier prennent leur droit lorsque sonnent les douze coups à l'horloge communale.

On appelle « être de paye ensemble » le fait de prendre l'eau au même quartier, situation qui nécessite, chez les intéressés, un accord au sujet du roulement à établir pour permettre à chacun de prendre à son tour l'eau le premier.

Comment s'obtiennent les billets de paye sans lesquels nul ne peut arroser ? et comment sont-ils conçus ?

L'obtention des billets de paye a lieu moyennant une redevance payée à celui qui tient le registre des payes et qui est, aujourd'hui, soit le garde-champêtre, soit un conseiller municipal. Elle est destinée à le rémunérer de ses soins.

Quant à la rédaction des billets de paye, elle est ainsi conçu : Source de la Moulière, première semaine, premier quartier lundi de minuit à midi :

Daurelle maire	6 h. (1)
Celse Joseph.....	4 h.
Veuve Meyer Etienne.	1 h. 1/2
et Faure Marguerite	h. 1/2

12 h.

(1) C'est encore à M. Daurelle que nous devons ces renseignements.

Nous remarquerons, en outre, que si la source utilisée pour l'irrigation sert aussi à l'alimentation de fontaines publiques, l'arrosage cesse d'avoir lieu tous les jours. Il n'est plus permis alors que le vendredi et le samedi depuis, dit M. Daurelle, le moment où le soleil apparaît à la cime du clocher jusqu'à celui où il disparaît

Si nous passons de la question de la distribution à celle des pénalités et de la compétence, nous constatons que c'est le juge de paix qui est le tribunal chargé de la répression du principal délit commissible en la matière, c'est-à-dire de l'usurpation du tour d'arrosage. Le dit juge de paix du canton a même la libre appréciation des peines à infliger sous forme de dommages-intérêts. Il existe, à cet égard une décision précieuse de la justice de paix du canton de Briançon. Elle est précieuse non pas dans son dispositif, mais dans ses motifs, car elle fournit un certain nombre de renseignements relatifs aux règlements anciens d'arrosage.

Avant d'examiner cette décision, nous retiendrons que l'application territoriale d'un règlement d'arrosage est déterminée par les matrices cadastrales, qui mentionnent en face chaque parcelle, si elle est arrosable, par quelle eau, etc., etc. C'est d'ailleurs toujours le même canal qui arrose les mêmes parcelles. Il n'y a de différences dans les différents registres de payes qu'entre les noms des propriétaires de parcel-

les. Chaque registre tient au reste compte du contenu du registre précédent. Ces registres sont, tous les dix ans, l'œuvre de deux délégués de la population qui reçoivent une rémunération de vingt centimes par heure de paye.

La décision du juge de paix de Briançon à laquelle nous avons fait précédemment allusion, est datée du huit septembre 1898. Elle a été infirmée en appel par le tribunal civil de Briançon en date du 9 février 1899. Mais l'infirmité est survenue sur un point dont l'examen est hors du cadre de cette étude, relativement à la personnalité morale des associations libres antérieures à la loi de 1865. Nous nous bornerons à signaler les motifs de la décision où apparaissent un certain nombre de détails concernant le fonctionnement de l'association libre du canal de Queyrelles, créé au *xiv^e* siècle, tel que ce fonctionnement s'opère encore à l'heure actuelle.

Nous y lisons, comme dans la traduction d'une « *sentencia* » espagnole, qu'une intéressée s'était vue retirer l'eau pendant trois fois par l'un des syndics ou mansiers. Nous y trouvons encore que « depuis un temps immémorial les intéressés du canal Queyrelles nomment tous les deux ans, au printemps, au moment de la corvée générale qui a lieu tous les ans pour mettre le canal en état de recevoir l'eau, trois syndics, l'un pour le Chabas, le deuxième pour Puy-Saint-Pierre, et le troisième pour Chamandrin ». Ces syndics ont tous

les pouvoirs de surveillance et d'administration. « Ils tiennent les comptes de recettes et de dépenses, fixent les quote-parts de chacun ». Le jugement continue ainsi, exposant la façon dont la quote-part fixée devient exécutoire, et indiquant à ce sujet les pouvoirs des maires de Briançon et de Puy-Saint-Pierre chargés par l'usage immémorial de l'exécution. Le délai de l'exécution est de huit jours « après que la comptabilité de l'année a été déposée à la mairie, au cas où il n'y aurait pas de protestations, et, dans le cas contraire, huit jours après que les difficultés soulevées ont été tranchées. »

C'est encore aux syndics qu'appartient, à défaut de garde spécial, la police des eaux, la constatation des infractions aux règlements, et l'action en réparation des dommages causés.

Nous lisons enfin dans la décision du juge de paix de Briançon que les fonctions de syndic ne sont pas rémunérées.

Nous croyons avoir ainsi donné une idée suffisante des différents régimes d'irrigation existant dans le Briançonnais; nous entendons par là, une idée suffisante pour un travail qui, se proposant l'étude d'une institution étrangère ne pouvait néanmoins passer sous silence une institution locale française aussi voisine par certains points, mais ne saurait, d'autre part, sans inconvénient y insister davantage.

CONCLUSION

Peut-être nous adressera-t-on le reproche d'avoir tenu, au cours de cette étude, un compte excessif de certains détails, d'être entré exagérément dans le menu de dispositions coutumières très minutieuses, sans paraître vouloir en dégager les idées plus générales.

Il convient de nous expliquer sur l'emploi de cette méthode beaucoup moins nôtre, qu'empruntée aux institutions soumises à notre examen. C'eût été les dénaturer, croyons-nous, que de les présenter dépouillées de cet aspect parfois un peu chaotique, qu'elles doivent à leur minutie même. C'eût été les dénaturer que d'en fournir, sous chaque rubrique, une critique coordonnée, dissimulant, sous un revêtement d'analyse méthodique, les défauts et les qualités de dispositions purement traditionnelles et de si vieille tradition.

Nous avons mis notre effort à leur conserver, dans la mesure du possible, leur caractère, en pénétrant, avec elles, dans le détail des précisions infimes où s'épuisent souvent les réglementations primitives, au détriment de dispositions plus importantes.

Ce souci des moindres choses, allant parfois jusqu'à l'expression d'évidences notoires, se retrouve d'ailleurs dans la loi des Eaux de juin 1879, qui porte ainsi la marque des anciens usages qu'elle tend à remplacer, mais ne fait que reproduire. Il est permis de trouver, dans cette adaptation intégrale opérée par le législateur de 1879, une preuve de l'excellence des coutumes appelées à disparaître comme coutumes, mais qui se survivent à elles mêmes, fondues dans une loi dont elles constituent la substance intime. Indépendamment même de cette fusion, il serait malaisé de critiquer une organisation qui a donné de telles preuves de vitalité, un tel exemple de longévité, car elle fournit la certitude d'une appropriation parfaite aux besoins. Et cela, parce qu'elle est née de besoins issus eux-mêmes des conditions naturelles. Mais dira-t-on, les conditions naturelles ne sont pourtant pas assez semblables dans le sud oriental espagnol et dans les Hautes-Alpes françaises, pour que, dans ces deux régions, l'organisation coutumière de l'arrosage dût revêtir un aspect presque identique.

Qu'importe?

« Des formes analogues d'activité humaine correspondent en réalité à des cas géographiques très « différents » dit M. Jean Brunhes dans la conclusion générale de son étude de géographie humaine intitulée *L'Irrigation*.

. Cette constatation s'impose plus qu'elle ne s'ex-

plique de façon ordinaire. Dans notre hypothèse, et en présence de la place faite à d'anciens usages presque identiques dans des régions aussi différentes que le midi espagnol et les Hautes-Alpes françaises, la vérité tirée par M. Brunhes des observations qu'il lui a été donné de faire, prend une force nouvelle. Ce n'est évidemment pas « le cas géographique », lui-même, qui engendre la « forme d'activité humaine », c'est le besoin créé par ce milieu.

Or si, théoriquement, on peut concevoir une gamme infinie de besoins, on est en droit de penser qu'à l'origine de cette gamme de variétés, il y a des besoins fondamentaux, simples, dont les combinaisons fournissent des variétés de besoins, des besoins complexes.

C'est évidemment dans la première catégorie qu'il faut ranger le besoin d'eau qui a engendré cette forme d'activité humaine : l'irrigation.

Or ce besoin, identique, quelle que soit sa cause originaire, climatérique ou géographique, sollicite l'activité de façon d'autant plus pressante que la rareté de l'eau le fait plus aigu.

Si les Hautes-Alpes et si le Midi espagnol offrent l'exemple d'institutions analogues, on ne saurait s'en étonner que par suite d'une fausse interprétation de l'influence du cadre géographique.

C'est un même degré de besoin d'eau, né de causes sans doute très différentes dans ces deux régions, qui a poussé l'activité humaine dans la voie de l'associa-

tion. Car c'est une autre conclusion de M. Jean Brunhes à laquelle nous ne pouvons que nous rallier, à savoir que « la solidarité économique des agriculteurs » et la réglementation de l'irrigation croissent en proportion directe de l'aridité. Aussi cet auteur recommande-t-il expressément « lorsqu'on entreprend de conquérir à la culture par l'irrigation un territoire des régions arides et désertiques » d'« avoir pour premier soin non pas seulement de faire avec exactitude l'enquête scientifique, et de dresser avec scrupule le dossier des ressources en eau, mais de chercher quels sont les modes de répartition, de réglementation et d'administration de l'eau qui seront heureusement adaptés à ces ressources initiales. »

C'est un conseil que l'antique civilisation islamique paraît avoir enseigné, par l'exemple, à l'agriculture européenne.

Que la pénurie d'eau soit à la base de la réglementation de l'arrosage, les minutes dont copie est annexée à notre étude, en confirment expressément l'assurance. C'est la pénurie d'eau, origine de querelles quotidiennes et parfois sanglantes, que ces actes mentionnent formellement comme la circonstance d'où est issue l'idée d'association d'irrigants dans la région des Hautes-Alpes.

Et cette déclaration désintéressée des auteurs d'actes que nous mentionnons, tire une force singulière de la considération du « cadre géographique »

plus que de la constatation des conditions climatiques. Évidemment, la région des Hautes-Alpes est à la frontière de la zone méditerranéenne, mais sa sécheresse n'est pas susceptible d'entrer en comparaison avec celle des régions Murcienne et Valencienne. Ce n'est pas cette sécheresse qui constitue la cause essentielle du besoin d'eau. Cette cause réside dans la topographie et dans la nature des cours d'eaux, nombreux à coup sûr, mais torrentiels la plupart du temps et d'un débit extrêmement irrégulier.

La pratique du tour d'arrosage trouve dans ces mêmes conditions physiques l'une de ses causes, celle que nous appelons géographique, par opposition à sa cause historique dont nous dirons ensuite un mot.

La pratique de l'association ne pouvait, en effet, surmonter suffisamment les obstacles naturels pour en arriver à satisfaire le besoin d'eau de façon définitive; elle n'a pu qu'en diminuer le degré d'acuité, que l'atténuer sans supprimer par conséquent la source des querelles, nées de l'arrosage.

Il faut, pour s'en convaincre, tenir compte d'un double facteur, savoir : l'importance des ouvrages d'art rendus nécessaires pour la conduite de l'eau d'une part, et, d'autre part, le mode d'exécution de ces travaux. Aller chercher l'eau très loin et parfois à une très grande altitude, était l'objet des travaux qui ont été l'œuvre des intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire de personnes sans compétence réelle en ma-

tière d'aqueduction. Pour éviter d'augmenter par trop les frais en donnant une longueur trop considérable (1) aux canaux principaux dont la prise se trouve souvent à une altitude de 2.000 mètres, alors que l'altitude moyenne des terrains irrigués est de 800 à 1200 mètres (2), les constructeurs, ont donné à leurs ouvrages une pente excessive, gagnant ainsi sur les autres dimensions et diminuant notamment la largeur des prises. Le résultat immédiat en a été que la quantité d'eau obtenue fut celle strictement nécessaire. L'agriculture n'en devait pas souffrir car l'arrosage par petites quantités s'impose pour les terrains très inclinés, faute de quoi il se produirait des glissements et des érosions. Mais il apparaît à l'évidence qu'il était de toute nécessité de recourir au tour d'arrosage, pour déterminer le droit de chacun sur une quantité d'eau exactement suffisante aux besoins de tous, et pour éviter toute déperdition ainsi que tout abus. Ce souci d'éviter le gaspillage est nettement formulé dans les anciens accords.

Peut-être pourrions-nous nous contenter de cette conclusion. Mais elle est propre à l'irrigation et par là bien spéciale. Il nous a semblé que notre étude était

(1) M. Maurel, sous-inspecteur des Ponts et chaussées à Embrun, nous a informé que les ouvrages d'une longueur de 5 à 7 kilomètres ne sont pas rares. Il nous a signalé que le canal de Méalle à St Sauveur, près Embrun, a 12 kilomètres de longueur.

(2) Ces chiffres, ainsi que les détails purement techniques, nous ont été fournis par M. Maurel.

susceptible de fournir un élément de conclusion plus générale.

L'existence simultanée, dans deux régions dissemblables, d'une organisation reposant sur les mêmes bases, et surtout offrant une assez grande similitude dans les détails d'application, serait insuffisamment expliquée par le besoin né du « cadre géographique ».

S'il est plausible que l'activité humaine se soit canalisée dans un sens commun sous la sollicitation d'un besoin commun, du moins la coïncidence du détail est-elle plus difficilement compréhensible, si l'on n'admet pas l'intervention d'un autre facteur.

Ce facteur, c'est le facteur historique.

Il est à présumer que les populations des Hautes-Alpes pratiquent les leçons que leurs ancêtres ont reçues des mêmes maîtres qu'ont écouté les populations valencienne et murcienne.

Ces maîtres, ce furent les conquérants agriculteurs qui dominèrent quarante années la Narbonnaise romaine devenue Septimanie sous les Wisigoths, et qui, à l'appel du Patrice d'Arles Mauronte, poussèrent si loin dans la vallée du Rhône, leurs incursions guerrières. Il ne faut pas oublier l'empressement de ce peuple à quitter les armes pour la charrue, dès que les alertes étaient passées; il ne faut pas méconnaître sa science profonde de l'agriculture à une époque où cette science n'était pour les autres peuples qu'une science embryonnaire.

Partant de là, et avertis par l'histoire d'Espagne, ne sommes-nous pas autorisés à penser que peut-être, parmi les éléments de notre unité nationale, il faut compter quelques germes semés par l'islam pendant une occupation de notre sol qui dura près d'un demi-siècle?

Et cette opinion n'est pas sans intérêt, car, pour si spéciale que soit la matière des irrigations, il ne laisse pas d'être piquant que de constater, dans un pays comme la France, dont l'unité paraît chose déjà si ancienne, la présence de vestiges si inébranlables, que quarante-sept ans après la promulgation de la loi de 1865, ils ont gardé toute leur vigueur et reçoivent encore la consécration de décisions judiciaires.

S'il fallait chercher à cette étude une conclusion moins purement spéculative et dont les éléments fussent susceptibles de fournir un enseignement pratique, c'est à l'institution du tribunal privatif des eaux que nous serions tenté de la demander. En admettant que la persistance d'une juridiction aussi ancienne, ne puisse être considérée comme le criterium certain de son excellence, du moins, est-on autorisé à penser qu'elle en établit la présomption. Mais conviendrait-il d'attacher à cette présomption une importance telle que d'en tirer un argument en faveur des juridictions prudhommales? Ce serait, à notre avis, faire œuvre de généralisation trop hâtive, peut-être même et bien plus, de sophisme.

Il faut nous garder en effet des lacs d'expressions plus ou moins techniques. S'il est vrai que le tribunal de Aguas mérite le nom de tribunal prudhommal, la notion qui se dégage de son caractère est assez différente de la notion qui porte aujourd'hui l'étiquette de « conseils des prudhommes ».

Cette dernière expression traduit bien moins l'idée pourtant exacte d'un organe de conciliation et de jugement entre ouvriers pour les difficultés nées dans l'atelier de leurs rapports respectifs, que l'idée d'une juridiction entre patrons et ouvriers. C'est là une nuance très sensible qu'on ne trouve pas dans la considération des « jurados ». Les irrigants sont des gens de même catégorie, mûs par les mêmes intérêts, associés par la même nécessité pour la satisfaction des mêmes besoins, et, pour le surplus absolument indépendants les uns vis-à-vis des autres. Il n'existe pas entre eux cette barrière de méfiance que perfidement, les protagonistes de la révolution tentent d'élever définitivement entre ce qu'ils appellent les classes, érigeant ainsi en dogme un état social dont ils poursuivent la réalisation.

Chez les irrigants, rien d'analogue; pas de ces divisions dont ne s'accommoderait pas la recherche du bien commun; en face de la nature, les hommes restent unis. Il apparaît nettement qu'en présence de situations aussi dissemblables, la généralisation est interdite et qu'on ne peut songer à l'élaboration de

conclusions communes, cherchant la preuve des avantages de la prud'homie en général dans la longévité de la prud'homie d'irrigants. Le facteur social dont les aspects sont multiples en notre matière fausserait la donnée du problème et sa solution. On peut s'en convaincre aisément en constatant chez l'élément patronal une abstention systématique et d'ailleurs parfaitement regrettable, de comparaître devant les prud'hommes. C'est un fait que ce mépris du premier degré de juridiction manifesté par les patrons. Il ne s'explique que par un sentiment d'amour-propre vis-à-vis d'une institution qui présente toutes les garanties d'impartialité; mais il existe.

Quelle serait la valeur, en face de faits de ce genre, de cette affirmation théorique que la longévité de la juridiction privative des eaux fournit quelque garantie de l'excellence de la prud'homie? La même différence existe entre le tribunal des Eaux et le Conseil des prud'hommes, qu'entre celui-ci et les prud'hommes de pêcheurs. Et en réalité, quelque différent qu'ait été leur domaine, les prud'homies d'irrigants et de pêcheurs ont un certain nombre de points communs tant en ce qui concerne la date approximative de leur origine, qu'en ce qui touche à leur fonctionnement, à leur procédure et à l'exécution de leurs sentences. Si bien qu'à quelques détails près, il serait permis de confisquer pour la description du tribunal des Eaux et de ses audiences, tout le passage

que Valin, dans son commentaire de l'ordonnance de la marine de 1681 (liv. 5, tit. viii, art. 1^{er}) réserve aux prud'hommes pêcheurs: « La manière dont ces prud'hommes exercent leur juridiction est toute singulière. Ils ne tiennent leurs audiences que le dimanche à deux heures de relevée. Par le privilège qu'ils ont de juger souverainement sans forme ou figure de procès, sans écriture ni qu'il soit question d'avocats ni de procureurs, ils n'ont pas non plus de greffier, parce que leurs jugements ne s'écrivent point et s'exécutent sur-le-champ. Rien de plus sommaire que la procédure usitée dans cette sorte de tribunal. Le pêcheur qui a quelque plainte à former contre son confrère pour contravention à la police de la pêche ou quelque demande à lui faire à l'occasion de leur profession, va trouver le garde de la communauté et, en mettant deux sous dans la boîte, il dit d'assigner un tel. Le dimanche suivant, le défendeur, avant d'être écouté, met aussi deux sous dans la boîte, et ce sont là toutes les épices des juges. Cela fait, les deux parties disent leurs raisons; après quoi, les prud'hommes prononcent leur jugement. Celle des parties qui succombe paie sur-le-champ et sans appel la somme à laquelle elle est condamnée; faute de quoi, le garde va saisir sa barque et ses filets, dont mainlevée n'est accordée que moyennant le paiement du jugé. On ne connaît point d'autres formalités dans cette juridiction, et la chicane n'y a du

tout point entrée. Cette juridiction a de quoi surprendre par sa singularité et par le droit de souveraineté qui y est attaché; mais on ne sera pas moins étonné de son ancienneté et de l'attention que nos rois ont eue de la maintenir dans tous les temps ».

Guidés par le souci d'éviter toute généralisation excessive, nous terminerons sur une simple observation inspirée par la considération des résultats excellents donnés en Espagne par la pratique de la juridiction privative des eaux. Si le législateur français avait bien connu ces résultats, peut-être aurait-il tenté d'en faire bénéficier l'agriculture de notre pays de façon plus ou moins large et générale; peut-être ne se serait-il pas montré, à différentes reprises, aussi systématiquement rebelle à l'adoption de la prudence en matière agricole.

ANNEXES

ANNEXE I

Analyse sommaire des dispositions de la Ley de Aguas du 13 juin 1879 applicables aux syndicats d'irrigants et à leurs tribunaux

C'est dans son chap. XIII que la Loi des Eaux de 1879, formule les règles applicables aux communautés d'irrigants, à leurs syndicats et à leurs tribunaux. Ce chapitre se divise en deux sections, dont la seconde est relative aux « jurados ».

La loi dispose en premier lieu, et nous y avons fait déjà allusion, que la constitution d'une communauté d'irrigants est forcée dans deux hypothèses : 1^o lorsque le nombre des intéressés est de vingt et que le nombre d'hectares arrosables n'est pas inférieur à deux cents ; 2^o lorsque le Gouverneur de la province estime que les intérêts locaux de l'agriculture l'exigent. Dans toute autre circonstance, il est stipulé que la formation d'une association est purement facultative et ne dépend que d'une décision de la volonté exprimée par la majorité des intéressés (1).

Malgré cette disposition, il ne faudrait pas croire que tout irrigant soit, sans rémission, obligé de faire partie de l'association ainsi formée.

La loi porte en effet, que certains irrigants sont admis

(1) Art. 228.

à constituer une association distincte. Ce sont ceux dont les propriétés forment un groupement sans solution de continuité, et prennent l'eau soit en amont soit en aval des terrains compris dans le ressort du syndicat (1).

En ce qui concerne les organes de l'association, la loi déclare que toute association doit avoir un syndicat élu par elle et chargé de l'exécution de son règlement (2).

Les règlements d'irrigation doivent être établis en conformité des principes posés dans la loi. Ils sont soumis à l'approbation du Gouvernement. Celui-ci ne peut les invalider ni y introduire des modifications qu'après avis du Conseil d'État (3).

A ce sujet, et comme nous avons eu déjà l'occasion de le rappeler, la loi des Eaux décide que les eaux publiques utilisées collectivement, qui au moment de sa promulgation, obéissent à un régime spécial prévu par leur règlement d'arrosage, resteront soumises à ce régime, à moins que la majorité des intéressés ne se mette d'accord en vue d'une modification de ce règlement, sous réserve, dans ce cas, d'obéir aux prescriptions de la présente loi et d'observer notamment l'art. 190 de la dite loi (4).

Cet art. 190, qui figure dans la sect. IV du chap. IX, est relatif aux demandes de concession faites dans des régions où il existe déjà d'anciens droits d'usage. Il porte qu'en présence de droits d'usage existants et juridiquement établis, l'accord d'une nouvelle concession ne sera possible que sous la condition suivante. Il faut que la quantité d'eau moyenne (calculée sur des années ordinaires) dépasse la quantité sur laquelle porte la demande de concession nouvelle, après l'intégrale satisfaction des bénéficiaires

(1) Art. 229.

(2) Art. 230.

(3) Art. 231.

(4) Art. 231.

tenant de la coutume leur droit de jouissance. Ceux-ci, dans les années de disette d'eau, passeront avant les nouveaux concessionnaires qui ne pourront prendre d'eau qu'après que les premiers usagers n'en auront plus aucun besoin. Quant au calcul de la quantité d'eau, il se fera en tenant compte de l'époque propice à l'arrosage, de la nature des terrains et de leur étendue et enfin du genre de culture (1).

Les règlements d'eau déterminent le nombre des membres du syndicat et leur mode d'élection. Ce nombre varie suivant le nombre et l'importance des canaux, etc. En ce qui concerne l'élection, l'époque et la procédure en sont fixées par le règlement qui prévoit aussi les conditions à remplir pour être électeur et éligible, en même temps que la durée des fonctions toujours gratuites et obligatoires sauf en cas de réélection (2).

L'art. 233 établit le principe de la proportionnalité dans la contribution de chacun aux frais d'établissement, de réparation, ou d'entretien des prises et canaux.

L'admission de nouveaux membres dans la communauté, entraîne pour eux l'obligation de payer à cette communauté une certaine redevance pour l'usage de travaux à l'exécution desquels ils n'ont pas contribué. Ce même article prévoit l'hypothèse où certains membres de l'association, pourvus de l'autorisation du pouvoir compétent, font exécuter à leurs frais, certains travaux destinés à augmenter le volume de l'eau. Il déclare que ceux qui n'ont pas participé aux frais n'ont aucun droit de prendre plus d'eau qu'ils n'en recevaient auparavant, le surplus étant affecté spécialement à l'usage de ceux qui ont fait les travaux. Les bénéficiaires sont alors tenus d'établir pour cette quantité d'eau supplémentaire un tour d'arrosage respectueux des

(1) Art. 190.

(2) Art. 232.

droits acquis. Enfin et dans son dernier alinéa, l'article visant les particuliers désireux d'utiliser les prises ou canalisations d'une association pour conduire l'eau en quelque lieu de son choix, leur laisse la liberté de traiter avec cette association comme ils le feraient avec d'autres particuliers.

Le principe posé par l'art. 233, à savoir qu'on ne peut profiter des améliorations que si on a contribué aux frais d'établissement des travaux d'où elles résultent, se trouve rappelé dans l'article suivant. Il s'agit alors des droits des communautés d'irrigants déjà existantes et soumises à des règlements soit écrits, soit coutumiers. La loi déclare que si rien ne peut être changé par un état de fait nouveau à leur mode de jouissance de l'eau, du moins ces communautés n'ont pas d'avantage le droit de profiter de l'augmentation de volume entraîné par les travaux qui constituent cet état de fait, à moins qu'elles n'aient contribué aux dépenses proportionnellement.

Il y a, dans cette partie du texte de la loi comme une sorte de parenthèse ouverte par le législateur. Il y place l'examen d'une question qui est d'intérêt public, celle de la force motrice.

L'art. 235 vise l'hypothèse d'une entreprise ayant pour objet la production de la force motrice à l'aide d'appareils fixes et opérant sur des eaux circulant dans un canal d'irrigation. Il déclare nécessaire l'autorisation de l'association d'irrigants à qui appartient le canal. Cette autorisation émanera de la « Junta général » qui décidera à la majorité de ses membres présents, le mode de computation des votes ayant pour base l'étendue de propriété que chacun représente.

Le recours contre une décision négative de la « Junta » sera porté devant le Gouverneur de la province qui entendra les irrigants, l'ingénieur en chef des chemins, canaux et ports de la province, le conseil provincial de l'agriculture,

du commerce et de l'industrie, et la Commission permanente de la Députation provinciale. Le Gouverneur pourra accorder la concession, à condition bien entendu de ne causer aucun préjudice à l'arrosage ni à quelque industrie, et à condition aussi que la concession de production de force motrice ne soit pas sollicitée par la communauté d'irrigants à laquelle dans ce cas serait due, la préférence. L'association devrait commencer dans le délai d'une année les travaux nécessaires.

Après avoir fermé la parenthèse sur cette question, le législateur de 1879 dispose que, dans les syndicats doit figurer un représentant spécial des parcelles qui, par suite de leur situation ou de l'ordre fixé pour le tour d'arrosage reçoivent l'eau les dernières. La loi prévoit encore lorsqu'il y a dans une association plusieurs sortes de collectivités intéressées, soit agricoles, soit industrielles, l'obligation de laisser aux représentants de chacune dans le syndicat une place proportionnelle à ses intérêts (1).

C'est à l'association qu'il incombe de déterminer dans son règlement le fonctionnement du syndicat.

Les attributions de ce dernier sont 1^o de veiller aux intérêts de l'association, de la faire prospérer et développer, de défendre ses droits; 2^o de prendre les mesures et décisions susceptibles d'assurer au mieux la distribution de l'eau, tout en respectant les droits acquis et les coutumes locales — 3^o de nommer ou révoquer les fonctionnaires de l'association en conformité des règles établies par le règlement d'eau.

En outre de ces trois attributions, le syndicat est chargé encore d'équilibrer le budget et notamment de fixer le chiffre des redevances qu'il devra soumettre à l'approbation de la « Junta general ». C'est à lui qu'il appartient de proposer à l'assemblée les règlements et les modifications

(1) Art. 236.

utiles à y introduire, d'établir les tours d'arrosage de façon rigoureuse, et de prendre soin surtout que, dans les années de sécheresse, l'eau soit répartie pour le mieux des intérêts de tous.

Enfin le syndicat est compétent dans tous les cas que prévoient les Règlements d'eau. Les décisions que le syndicat prend comme délégué de l'administration, sont susceptibles d'un recours soit devant les conseils municipaux soit devant les gouverneurs de province, selon les cas (1).

Le bureau du syndicat se compose d'un président et d'un vice-président choisis entre ses membres, et dont les attributions sont déterminées dans les Règlements d'eau (2).

Ce sont encore les Règlements d'eau qui doivent fixer les époques où se réuniront les assemblées générales ordinaires d'irrigants, et les cas où il y aura lieu de convoquer des assemblées générales extraordinaires. Le soin leur incombe aussi de déterminer les conditions à remplir pour prendre part aux délibérations ainsi que le mode de computation des votes basé sur l'importance de la propriété des intéressés (3).

L'objet des délibérations des assemblées générales est l'étude des points délicats concernant l'intérêt général. Ils sont soumis à l'assemblée soit par quelqu'un de ses membres, soit par le syndicat. Au nombre des membres de l'assemblée figurent tous les irrigants de l'association et les industriels intéressés (4).

Un commentateur de la loi P. Manuel Danvila (5) fait remarquer que la loi, en parlant de l'objet des délibérations des assemblées générales, exprime une vérité d'évi-

(1) Art. 237.

(2) Art. 238.

(3) Art. 239.

(4) Art. 240.

(5) *Op. cit.*, commentaire de l'art. 240.

dence notoire et que, d'ailleurs, il n'appartenait pas à une loi des Eaux d'exprimer, car les Règlements d'eau ne sauraient manquer de déterminer la matière des délibérations

Pour en terminer avec la question de la communauté et du syndicat, avant d'examiner la question des « jurados », il reste à envisager avec l'art. 241 de la ley de aguas de 1879, l'hypothèse de l'existence simultanée de plusieurs communautés et syndicats le long du cours d'un même fleuve. Lorsque cette situation se présente, la loi autorise la formation d'un ou de plusieurs syndicats centraux composés de représentants des associations en jeu (1).

Mais la formation de ce syndicat central n'est pas toujours facultative. Il en est ici comme précédemment pour la formation d'une association d'irrigants. La loi dans l'art. 241, adopte une disposition symétrique de la disposition contenue dans l'art. 228. 2°. Elle décide que la constitution du syndicat central peut être imposée par le ministre, sur la proposition du gouverneur de la province, toutes les fois que l'exigent les intérêts de l'agriculture.

Le nombre des représentants à nommer est proportionnel à l'étendue de territoires arrosables compris dans le ressort respectif de chaque association.

En ce qui concerne les tribunaux des eaux, la loi, dans la seconde section du même chapitre, pose en principe qu'il doit en exister dans toutes les associations, un ou plusieurs selon, l'importance des régions irrigables (2). Le président du tribunal est un des membres du syndicat, désigné pour remplir cette fonction. Le nombre des jurés tant titulaires que suppléants est fixé par le règlement du syndicat. Ils sont choisis par l'association les uns et les autres (3). Le tribunal est compétent pour connaître des questions de

1. Art. 241.

2. Art. 242.

3. Art. 243.

fait soulevées relativement à l'arrosage entre les membres de l'association et pour punir les infractions aux dispositions du règlement d'arrosage (1).

La procédure est verbale et publique, elle a lieu dans la forme prévue par le règlement. Les décisions sont exécutoires. Elles sont consignées dans un registre d'audience qui porte mention de la question de fait et de la disposition des « ordenanzas de riego » sur laquelle ces décisions reposent (2).

Quant aux peines que lesdites Ordenanzas établissent pour la répression de tous abus ou excès, tels que l'obstruction des canalisations ou autres, elles sont pécuniaires et leur montant est destiné à la réparation du dommage pour partie, et pour partie à la caisse de l'association, dans la proportion prévue par les Règlements d'eau.

Le dénonciation d'un fait constitutif de délit peut émaner soit de l'irrigant ou de l'industriel lésé soit du syndicat (3).

C'est dans l'article suivant, qu'ainsi que nous l'avons déjà rappelé, la loi maintient les « Jurados » existant au moment de sa promulgation, tant que les associations n'en demandent pas la transformation (4).

Cet article clot le chap. XIII de la loi. Nous ne retiendrons du chapitre suivant, relatif aux pouvoirs de l'administration, que le délai de six mois imposé par l'art. 249 du gouverneur de province pour examiner les projets et accorder les concessions, et le délai de quatre mois imparti au ministre pour prendre une décision à partir du recours exercé par les pétitionnaires au cas de négligence du gouverneur.

(1) Art. 244.

(2) Art. 245.

(3) Art. 246.

(4) Art. 247.

Les autres dispositions de ce chapitre, peu important du reste puisqu'il ne se compose que de cinq articles, n'intéressent pas directement notre étude (1).

Le chap. XV qui fait partie du même titre V de la loi, traite de la compétence des tribunaux ordinaires en matière d'eau. Nous n'avons pas plus à en fournir l'analyse que nous ne l'avons fait pour le chap. XII, le premier du même titre et relatif à la police des eaux. Leurs dispositions ne sont pas spéciales aux questions d'associations et il n'y aurait pas lieu de les analyser sans analyser aussi les quatre premiers titres de la loi du 13 juin 1879.

Nous ne signalerons encore que pour mémoire l'art. 12 de la loi du 27 juill. 1883 et le chap. III du règlement pour l'exécution de cette loi, car leur objet est étranger à notre travail. Ces deux textes sont relatifs aux subventions à accorder en vue de l'exécution de travaux d'irrigation.

(1) Art. 248-250-251-252.

ANNEXE II

CANAL DE SAINT-JULIEN

(BARRAL, rapport sur les irrigations de 1877, p. 84)

Traduction par M. Barral d'un acte de concession de 1171
(cartulaire, folio 1).

Au nom de la Sainte et indivisible Trinité, l'an 1171 de l'Incarnation du Seigneur, au mois de mai, Frédéric empereur régnant.

Nous au nom de Dieu, Raymond, duc de Narbonne, comte de Toulouse, marquis de Provence, pour nous et nos successeurs, donnons pleinement et par notre autorité, présidiale ou de comte, concédons pour toujours à vous, Benoit, évêque de Cavaillon, et par vous à l'église de Cavaillon et à vos successeurs, tous les moulins que vous avez actuellement ou que vous construirez dans l'avenir, sur le fleuve de la Durance; nous vous donnons et concédons le droit, le pouvoir et l'autorité de dériver les eaux et de les enlever de ce même fleuve, pour *la nécessité ou l'utilité des moulins*, construits ou à construire suivant votre arbitre et volonté; nous vous donnons aussi le droit et l'autorité d'empêcher et d'interdire que quelqu'un ou quelqu'une sans votre permission spéciale et votre licence, se permette d'édifier ou de construire un moulin, ou des moulins, dans le fleuve de la Durance ou d'en dériver ou enlever l'eau.

En outre, nous donnons et concédons à vous et à votre église le port ou les ports et les droits de port, dans le même fleuve de la Durance, ce afin que personne autre n'ose avoir ou construire des ports dans ce fleuve, en dehors de votre autorisation ou de celle de vos successeurs.

Toutes ces choses qui sont écrites ci-dessus, vous les louons, donnons et concédons à vous, à l'église de Cavaillon et à vos successeurs, parce que nous avons appris que, *dès les temps les plus anciens, l'Eglise de Cavaillon les a eues* et tenues par la concession et l'autorité de nos comtes décédés. Nous louons et nous affermissons à vous et à l'Eglise de Cavaillon, tout ce qui est ci-dessus à perpétuité savoir : suivant le cours de la Durance depuis la fin du territoire du château de la Roque jusqu'au territoire de Caumont. En outre, nous donnons louons et concédons à vous, à l'église et à vos successeurs, la *ledde ou tonlieu* comme vos prédécesseurs, dès les temps passés ont eu et perçu sur les poutres et matériaux qui descendent par la Durance et comme vous avez eu et perçu, à savoir quand des poutres ou d'autres matières ligneuses seront vendues sur le territoire de Cavaillon.

Toutes ces choses ont été faites et louées, comme il est dit ci-dessus en présence de Giraud l'ami, Pierre de Caderousse, Pierre Malvoisin, Bertrand Cadelli, Pierre Bernandi, Poucet Alqueri, Poucet Guillaume, Raymond Alqueri, Guillaume de Senas, Benjamin Botinus, Raimbault Botinus, Pierre Porcellus, Benjamin de l'Isle, Rodolphe avocat et des moines Guillaume de Somerio, sacristain Géraud de Petra et Raymond Bodon qui a écrit, la tradition ayant été faite par les mains de Rodolphe avocat et chancelier.

ANNEXE III

ACTE DE CONCESSION DE 1235 CANAL SAINT-JULIEN

Traduction authentique des Archives de Cavaillon.

L'an de l'Incarnation du Seigneur, mil deux cent trente-cinq, les calendes de février pour mémoire perpétuelle, avons voulu qu'il fût constaté par écriture publique, que nous Rostang par la miséricorde de Dieu, évêque de Cavaillon, du Consentement du prévôt et chapitre de la même église, voulant acquiescer aux prières de toute la communauté de Cavaillon, donnons et accordons pour nous et nos successeurs à l'avenir à la dite communauté, dès à présent et à l'avenir, pleine et entière puissance que tous les habitants de ladite ville puissent arroser au temps et lieu leurs ferrages, leurs prés, jardins, vignes et autres choses qu'ils voudront arroser du béal de notre moulin qui est à la porte de Saint-Julien et cela depuis le commencement d'avril jusqu'à la fête Saint-Michel Archange; et dans le cas que dans cet intervalle, il soit nécessaire de faire quelques dépenses pour amener l'eau au dit moulin, ladite communauté de Cavaillon devra faire la moitié des dépenses pour l'établissement des batardeaux, ou autres dépenses qu'il sera nécessaire de faire pour conduire l'eau par le dit béal pour le jour du dit moulin, et l'irrigation des prés, jardins ferrages et vignes; et nous et nos successeurs qui seront à l'avenir devons faire la moitié des dépenses depuis le commencement d'avril jusqu'à la fête de Michel, mais depuis la fête Saint-Michel jusqu'au commencement d'avril, nous et nos successeurs devons faire toutes les dépenses qui seront

nécessaires pour conduire l'eau dudit béal sans aucun secours de la dite communauté.

Et, quoique ladite communauté ne soit tenue à aucune dépense pour la conduite de l'eau depuis la fête Saint-Michel jusqu'au commencement d'avril, chaque habitant de la communauté pourra néanmoins dériver l'eau selon ses besoins, pourvu toutefois qu'il la ramène après s'en être servi et qu'il ferme son espacier de manière qu'après avoir fait l'arrosement nécessaire, il ne puisse porter aucun préjudice à ses voisins.

En quelque temps que ce soit, si celui qui aura arrosé laissé son espacier ou par négligence ou par malice, et qu'il ait porté quelques préjudices à ces voisins, il a été établi par l'Universalité de Cavaillon qu'il paiera deux sols monnaies courantes aux bayles ou consuls qui seront nommés au Gouvernement de la ville, lesquels deux sols qui auront été payés pour amende seront employés autant qu'il serait nécessaire pour la prise et la conduite de l'eau. Il a été également établi que le béal du moulin aura toujours treize palmes de largeur, et que la dite mesure ne pourra être détournée ni diminuée. Si quelqu'un osait y attenter, il sera tenu de le réparer à ses propres frais et de le remettre à la grandeur ci-dessus désignée.

Si néanmoins la prise du canal venait à être emportée ou changée par une crue considérable de la Durance, de telle sorte qu'elle ne puisse être rétablie sans de grandes dépenses, l'universalité de Cavaillon sera tenue de contribuer au rétablissement de ladite prise du moulin, jusqu'à ce que le dit béal eut été réparé dans son état primitif.

Or le dit évêque a fait cette convention avec les habitants de Cavaillon parce que la dite communauté a fait de ses propres deniers tout le fossé par lequel, passe le béal jusqu'au dit moulin.

Ceci a été passé dans le Palais du dit évêque de Cavaillon, présents Rostagnus de Lerida, Guillelme Michel, diacre,

Pierre Vade, Michel Donatus, étranger chez le dit évêque et moi Ruffi notaire.

2^o Après cela, l'an du Seigneur mil deux cent soixante seize et le trois des calendes d'avril, moi M. Giraud, notaire public de Cavaillon, j'ai transcrit le présent cartulaire contenu dans les cartons du dit Pierre Ruffi notaire, ainsi que je l'ai trouvé dans le dit cartulaire à la réquisition des syndics et de Guillelme Agar Viguiier de Cavaillon et l'ai rédigé en forme publique et l'ai signé de mon seing avec le seing de M. Giraud, notaire.

(Extrait du registre du vidimat fait le 21 juin 1731, au pouvoir de moi notaire).

ANNEXE IV

STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ DE VISAN

Avec les bulles, transactions, concessions immunité et autres actes en faveur de la dite communauté et habitants d'icelle (Avignon 1685, in-18 de 200 pages) Cités par M. Barral, rapport de 1876).

.....
Art. 30. — Les Consuls sortans, suivant l'ancienne coutume, seront établis maitres de vituailles, des rûes, chemins, mayres et rivières pour iceux faire reparer et donner la largeur requise, et auront pleine autorité en l'exercice de leur charge.

Art. 31. — Les beals du moulin seront de six pans de largeur depuis l'écluse du moulin du mitan, jusques à la prise dans la rivière.

Art. 32. — Sera permis à la communauté réparer en changer les dits beals et passer par toutes terres, preds vignes et autres fonds en payant le dommage à dire d'experts, sans retardement de ladite besogne, et sans pouvoir traverser les chemins sans permission.

Art. 33. — Ne sera permis à personne prendre l'eau esdits beals pour arroser preds jardins, si ce n'est esjours permis, sur la peine du ban.

Art. 34. — Ne sera permis laver laines ni straces de coucons depuis le pont dudit beal du chemin de Bouschet au montant, sur la peine du ban.

Art. 35. — Ne sera permis à personne de jetter ou dériver sur son voisin aucune source d'eau vive, ni aucune riaille, ains les laisseront dans leur canal ordinaire, bien sera permis soy décharger de l'eau de pluye au lieu le plus commode.

Art. 36. — Les fossés qui sont dans terre située au delà de la rivière de l'Airain, tirans de bise au marin, seront curez par moitié par les aboutissants entre terres d'égale hauteur, et les fossez qui sont au-dessous d'une thourade, bien qu'ils soient de bise au marin, appartiendront totalement au-dessous, excepté qu'il apparaisse d'un droit contraire.

Art. 37. — Chacun arrosera son pred en prenant l'eau à son arrosage, et ne pourra entièrement fermer le mayre s'il n'est seul.

Art. 38. — Ne sera permis à personne, creuser et enfoncer plus bas son arrosage que la mayre commune, ni la mayre plus enfoncer que la prise des arrosages; et pour cette effet, sera permis mettre une sole à la mayre et aux prises d'une égale hauteur ou y faire martelières.

Art. 39. — Lorsqu'il aura concours de plusieurs pour arroser, ne sera permis à personne prendre toute l'eau, ainsi icelle sera partagée par un chacun à l'endroit de sa prise.

Art. 40. — Ne sera permis à personne, glener foin, sur la peine du ban.

Art. 41. — Toute personne étant trouvée faire dommage aux fruits et biens d'autrui payera de ban un écu chaque fois et la nuit le double, applicable comme ci-devant.

ANNEXE V

CONVENTION DE 1734 ENTRE LES HABITANTS DE SAINT-MARTIN DE QUEYRIÈRES

Du Premier de Juin 1734 Avant midi au lieu de Prelles au devant de la chapelle Notre dame de pitié du dit lieu, pardevant moi n^r Royal du dit lieu de St-Martin de Queyrières sous signé et présent les témoins après nommés personnellement constitués S^{rs} François Guille Biel consul du dit lieu, Barthelemy Gaillard ribière, Claude Guille pintre, etc...

faisant la plus grande et majeure partie des habitants du susdit village de Prelles, lesquels pour éviter les querelles qui naissent journellement entre eux touchant l'arrosage de leurs fonds et faisant tant à leur nom que des autres absents pour lesquels ils se font forts ont délibéré des règles l'arrosage des dits fonds afin que tous puissent arroser plus facilement et à cet effet ont convenu qu'à l'avenir lors qu'il n'y aura pas de l'eau au ruisseau pour tous les canaux on commence les lundi mardi et mercredi de chaque semaine a arroser les fonds qui s'arrosent des canaux la Reine, et ensuite ceux qui s'arrosent du canal du Milieu, et sans discontinuation par celui des Andrieux a condition qu'on commence à arroser les fonds les plus éloignés en revenant de canal en canal jusqu'à la source sans perte de temps et que celui qui n'aura pas arrosé à son rang ne le pourra faire jusqu'à ce que ce soit a une seconde fois a peine de trois livres d'amende sans pouvoir s'oter l'eau l'un l'autre ni la laisser séjourner ni charger les canaux d'eau de plus que de ce qui sera nécessaire pour un arrosage a peine de pareille amande de trois livres pour chaque contrevenant. En

observant que ceux qui auront arrosé leur fonds la première semaine ne pourront les arroser la seconde que jusqu'à ce que les autres ayant tous arrosés et que ce soit à leur tour la seconde fois sans qu'ils puissent arroser des dits canaux sauf au seul cas qu'il y aurait d'eau au ruisseau pour tous les canaux. Les jeudi, vendredi et samedi de chaque semaine que les trois derniers jours de chaque semaine l'eau sera pour la bealière pour l'arrosage des fonds qui s'arrosent des canaux appelés Rencurel, champ du Villord, Beal Disdier partageant avec beal de pont Roux et Marouyier en observant les mêmes formalités qu'à été dit ci-dessus pour les trois premiers jours à la condition que se dans le cas auquel il n'y aurait de l'eau au ruisseau que pour un ou deux canaux on arrosera comme a été dit ci-dessus tour de suite de canal en canal en commençant par les fonds les plus éloignés en revenant jusqu'à la source sans que l'un puisse arroser deux fois son fond tandis que son voisin n'aura arrosé qu'une a peine de pareille amande. Comme aussi ceux qui arrosent du canal du Rif de dessous la Roche et du Poul-lar arroseront aussi de la même manière en commençant par les fonds les plus éloignés et revenant de canal en canal jusqu'à la source, lorsqu'il n'y aura de l'eau que pour un arrosoir, et comme ceux qui manqueront aux canaux lorsqu'il faudra les réparer seront cotisés de trente sols pour chaque contravention et seront gagés sur le champ nonobstant oposition appellation d'autres empêchements quelconques par les mansiers Nommant à cet effet pour mansiers pour le beal de la montagne de Ratière et chemin du dit lieu les personnes de s^r Barthélémy Gaillard ribière consul et Claude Chantaud feu Claude pour le Beal de la cime etc...

Tous lesquels mansiers seront tenus de faire faire les canaux tous les ans avant le premier mai à peine de trois livres d'amende.

Comme aussi on ne pourra laisser de l'eau au canal des

Andrieux pendant l'hiver que pour le service de la fontaine, afin d'éviter les gelées que cette eau superflue cause chaque année. Comme aussi qu'on laissera aussi couler tous les lundi, mardi et mercredi de chaque semaine un peu de l'eau pour le service des fontaines du village du pied de Prelles et Ribière, et les jeudi, vendredi et samedi on en laissera aussi au beal des Andrieux et ainsi que dessus a été stipulé sous toutes obligations et soumissions de droits et que tous les canaux qui ne sont pas exprimés ci-dessus s'arroseront de même façon que dessus et ceux qui ont des fonds à (*mot illisible*) ne pourront y arroser que les vendredi et samedi de chaque semaine et le beal la reine les lundi et mardi fait et publié, etc...

(Extrait des minutes du notaire de
Saint-Martin de Queyrières).

ANNEXE VI

PARTAGE DE L'EAU DE BOUCHIER ET VILLARD-MEYER

L'an mil sept cent quarante-deux et le dix septième jour du mois de juin après midi à Saint-Martin-de-Queyrières, en étude, par devant le notaire royal du lieu soussigné et présent les témoins après nommés furent présent Mr. Antoine Pons Desserres, Joseph Violin, feu Joseph Touïn, et Martin Violin feu Claude, procureurs fondés des villages de Bouchier et Villard-Meyer, au sujet du nouveau partage, règlement en décision des eaux qui servent pour l'arrosage des fonds des habitants des susdits villages, venant des canaux de Rabiou, de l'Alpe et de la source des Sagnes, lesquels ont procédé aux nouveaux partage par le moyen de moi notaire en conformité des précédents règlements partage en décision des Eaux qui ont été faits savoir le 24 mai 1683 le second le 24 juin 1701 et le troisième le 30 juin 1719 le plus justement et équitablement qui a été possible à la forme que ci-après et appliqué à chacun des habitants des susdits lieux, le temps qu'il doit jouir de ses eaux tant de ceux qui arrosent du canal de Rabiou que de ceux qui arrosent de celui de l'Alpe et source des Sagnes a proportion des fonds que le chacun possède séparément tant pour le béal de Rabiou de l'Alpe que source des Sagnes, après avoir dressé un état des fonds que le chacun des dits habitants possesseur dans lequel ils sont mentionnés par contenance.

Et confins ceux qui arrosent au Béal de Rabiou séparément de ceux qui arrosent de celui de l'Alpe et ensuite procédé au calcul en présence des sus-nommés du nombre

des sétérees de fonds qui sont contenus aux Etats tant de ceux qui arrosent du Béal de Rabiou que de ceux qui arrosent du Béal de l'Alpes et par celui avons trouvé que les fonds qui arrosent du Béal de Rabiou se trouvent arrière au nombre de . Et qu'il revient du temps pour l'arrosage de chacune d'Ecelles déduit. Et rabattu les deux cartiers qui ont été laissés de plus aux habitants de Villard-Meyer en communion pour l'arrosage de leurs fonds par dessus ce qu'il revient par sétéree a cause de l'éloignement de leurs fonds, savoir par les habitants de Bouchier trois quarts d'heure et pour ceux de Villard-Meyer compris les deux quartiers a eux accordés a cause de l'éloignement de leurs fonds, trois quart d'heure et tiers de quart de plus comme aussi avons trouvé que ceux qui arrosent du Béal de l'Alpe se trouvent arrière au nombre de . Et qu'il revient au temps pour la chacune d'Ecelle a demi heure et un quart de quart d'heure par sétéree déduit et rebattu les deux quartiers accordé aux fonds de Villard-Meyer en communion parce que leurs fonds sont plus éloignés de la source de Bouchier et pour ceux de Villard Meyer compris les deux cartiers a eux accordés de plus qu'aux habitants de Bouchier demi heure quart de quart et plus le quart par sétéree a cause de l'éloignement de leurs fonds ayant encore outre ce laissé deux autres quartiers pour l'arrosage de fonds de montagne du pin de l'Eyrette et autres lieux au-delà de falionner qui n'ont pas été mesurés. Et ce en conformité des précédents partages d'eau et lesquels arrosages ou payes commenceront annuellement le premier lundi du mois de mars de chaque année par les habitants de Villard-Meyer pour le Béal de Rabiou et par ceux de Bouchier pour le béal de l'Alpe et sera continué de la même manière de quinzaine en quinzaine.

Et le chacun des habitants jouira des eaux pour le temps qui leur sera ci-après assigné pour l'arrosage des fonds sans que l'un puisse troubler l'autre en façon que ce puisse être

pendant le temps a peine d'être procédé contre ceux qui auront loué l'eau a ceux qui en doivent jouir par tous les voix de droit ce de leur être de tous dépens dommages et intérêts faute d'avoir pu jouir du temps assigné pour l'arrosage de celui à qui l'eau aura été octrué ce sont qui aussi ceux qui ont des fonds aux Villard-Meyer et Bouchier puissent arrêter l'eau durant le temps de leur paye de Villard-Meyer avec Bouchier pour y arroser autrement, et ne pas donner préjudice à ceux qui prendront l'eau après eux sont les mêmes que dessus l'eau devant couler aux fonds de Villard-Meyer tant la nuit que le jour sans discontinuation durant le temps que le village en doit jouir. Et régler aussi à Bouchier de la même manière le tout en conformité des conventions qui ont donné lieu aux précédents partages des eaux et a tour quoi a été procédé comme s'en suit Et premièrement

Béal du Rabiou

Villard-Meyer. Lundi de la première semaine. Deux premiers quartiers (etc.).

Et ainsi que dessus a été procédé par moi Pierre Colomban notaire royal de la dite commune au requis de Mr Antoine Pons feu Jacques Desserres, Joseph Violin feu Josephs Touïñ et Martin Violin feu Claude procureur des habitants des lieux de Bouchier et Villard-Meyer et à leur présence et assistance la plus justement et équitablement qui m'a été possible sans pour une façon déclarant que conformément a leurs précédents partages des Eaux les payes du Béal de l'Alpe doivent cesser et discontinuer dès aussi tôt que le Béal de l'Alpe ne se trouvera pas avoir de l'eau pour un arrosoir, l'eau du canal aussi bien que celle du Béal de Rabiou ce généralement de toutes les sources qui sont dans le lieu de Bouchier soit des Sagnes ou autres endroits pour partage également de chacun des habitants tant de Bouchier et Villard-Meyer. En jouira de la moitié pendant le

temps de la paye. Et que d'abord que le Béal de l'Alpe ne portera pas de l'eau pour y arroser les payes du Béal cesseront. Et les eaux qui sortent des sources des Sagnes et autres lieux de Bouchier seront pour lors jointes avec l'eau du Béal de Rabiou et ne feront plus qu'un seul canal et arroseront conjointement avec le reste de l'eau qui viendra du Béal de l'Alpe duquel arroseront le chacun des habitants des susdits lieux. Jouira seul pendant tout le temps qui leur a été assigné de paye pour le béal de Rabiou. Et en ce qui regarde l'eau de la source des Sagnes et autres lieux de Bouchier le dernier samedi de chaque quinzaine pendant le temps que l'eau du Béal de l'Alpe reste a falionnet et celle de Rabiou au mas des Pinées serviront pour l'arrosage des Choulières des deux villages de Bouchier et Villard-Meyer les habitants de Bouchier en devant jouir ensemblement pour les deux tiers du temps les habitants du lieu qui le loueront auront leur paye ensemble soit dans les deux premiers ou deux derniers quartiers le changeront alternativement et prendront le chacun la fois l'eau le premier pour que par ce moyen ils jouissent de leur paye le chacun au prorata du jour et de la nuit ainsi procédé et me suis soussigné aussi les procureurs qui ont été en toute présence le jour de même que Joseph Celse feu Joseph et Jean Flandin feu Jean qui se sont soussignés avec moi notaire. Suivent les signatures.

(Extrait des minutes du notaire
de Saint-Martin de Queyrières).

ANNEXE VII

CONVENTION DE 1743 ENTRE LES HABITANTS DE SAINT-MARTIN DE QUEYRIÈRES

L'an mil sept cent quarante trois et le vingt quatrième jour du mois de juin après-midi à St-Martin-de-Queyrières au lieu du Four ou l'on a accoutumé s'assembler pour délibérer des affaires du lieu, pardevant moi Pierre Colomban notaire royal du lieu sous signé et présents les témoins bas nommés, furent présents S^r Martin Faure consul moderne, S^r Jean Celse feu Antoine ci-devant consul M^e Claude Estieu notaire royal, Claude Pons feu Michel, Joseph Dislier feu Antoine, Claude Antoine Meyer, Claude Celse feu Jean, Jean Guille feu Claude Barthelemy, Guille Joseph, Claude Chaluel, André Daurelle, fils Jean, Etienne Disdier feu Etienne, Jean Celse fils Joseph, l'Horte, Claude Celse fils Claude, etc...

faisant tant à leur nom que des autres habitants du dit village, les présents agissant pour les absents.

Lesquels ayant considéré la peine et difficulté qu'ils ont annuellement d'arroser les fonds qui sont sujets à l'arrosage du beal du rif St-Sébastien situés tant aux Montagnes qu'au présent lieu a cause du peu d'eau du dit ruisseau que cela leur attire journellement des querelles ou la perte de leur temps faute d'y mettre ordre pour le partage égal d'icelle à proportion des fonds que chacun possède et pour y éviter à l'avenir. Ensuite de nos anciens privilèges et coutumes ont délibéré et conclu qu'il sera incessamment procédé au partage et que pour ce il sera procédé à une mensuration générale des fonds qui sont sujets à l'arrosage des eaux du rif situés tant aux montagnes qu'au bas et que en consé-

quence il sera assigné à un chacun le temps qu'il doit jouir de la dite eau à proportion de son fond par forme de paye, qui commenceront le premier lundi de may de chaque année et faisant le reglement qui pourra être fait de quinzaine en quinzaine et à cette condition que celui qui aura sa semaine au présent lieu de St-Martin ne le pourra avoir que la semaine suivante aux Montagnes ou du moins à un jour différent aux fins qu'il puisse plus commodément pourvoir à l'arrosage du bas et des dites montagnes et que alternativement l'un prendra l'eau une fois le jour et l'autre fois la nuit et pour ce qu'il sera procédé à la mensuration et rendre le partage d'eau fait et parfait et bailler à un chacun son billet du jour et du temps qu'il doit jouir de la dite eau et ce pour et moyennant la somme de quatre sols pour chaque heure de paye, que chaque habitant sera obligé de payer lorsqu'il prendra son billet de paye et le dernier quartier du samedi de chaque semaine sera laissé pour l'arrosage des jardins et celui qui ottera l'eau a un autre lorsqu'il ne sera pas sa paye sera tenu de payer la récolte de celui qui aura perdu sa paye suivant l'estimation qui en sera faite par les manciens sans autre formalité de justice ayant du fait les dits habitants assemblés réglé tous leurs communaux de la manière qui suit savoir que tous les habitants seront tenus de tenir leur canal ouvert en quel endroit que ce soit chacun au droit de son fonds à peine de trois livres d'amende sans que celui qui a son fonds inférieur puisse jeter a bas le mur de dessus sans la présence des manciens ne pourront sous la même peine les habitants décharger l'eau du canal de ville au rif cubert ni le long des chemins en quel endroit que ce soit, comme aussi celui qui laissera le beal du plan chargé après avoir arrosé sera de même cotisé de trois livres, de même que tous les autres canaux et qu'on ne pourra détourner l'eau de la fontaine de la cure pour servir à l'arrosage du beal de ville sous pareille peine, Ne pourra sous la même peine aucun habitant laisser séjourner l'eau

à la moulière et celui qui aura sa paye aura droit de l'aller jeter à bas,

Ont nommé pour manciers du four M^e Pierre Colomban notaire et Jean Celse feu Antoine et à condition qu'on cuira tout de suite comme le pain bénit; pour Mancier du beal de la Fraysse Jean Guille, pour mansier du beal de la montagne Jean Celse feu Antoine, pour mancier du beal de Ville M^e Pierre Colomban et finalement au beal du milieu de St-Martin Martin faure. Et tous ceux qui manqueront aux canaux seront cottisés de trente sols ils fourniront un homme par quartier quand l'eau sera a paye et ne pourront envoyer ni femme ni enfants, ains sont convenus sous les peines et obligations requises dont acte...

(Extrait des minutes du notaire
de Saint-Martin de Queyrières).

ANNEXE VIII

TRAITÉ DU 7 JUILLET 1850 ENTRE LES HABITANTS DE SAINT-MARTIN DE QUEYRIÈRES

Par devant nous Richard Mathieu Daurelle, notaire à St-Martin de Queyrières, canton de l'Argentière, arrondissement de Briançon (Hautes-Alpes) et Me Jean-Pierre Celse, notre confrère, notaire du même canton, résidant à la Roche, soussignés,

Sont comparus : MM. Jean-Pierre Guille instituteur primaire agissant au nom et comme se faisant fort de Magdeleine Chautard sa belle-sœur; Jean Pierre Gallice, feu Claude, conseiller municipal agissant tant en son nom propre qu'au nom et comme se faisant fort de Marie-Magdeleine Guille son épouse; etc., etc., etc...

Tous propriétaires agriculteurs domiciliés et demeurant au présent lieu de St-Martin, agissant aussi conjointement et comme coïntéressés, d'autre part.

Lesquelles parties ont exposé : 1^o qu'il existe au mas des Pradonis d'amont territoire du village de Prelles, une source d'eau qui sert à l'irrigation de toutes les propriétés qui se trouvent situés dans ce mas et autres inférieurs sur la rive droite de la Durance.

2^o que de temps immémorial, les dits propriétaires de ces mas, ont joui exclusivement des eaux de cette source et que l'étendue de terrain arrosable est inférieure à celle que ces eaux pourraient arroser; d'où il résulte que la plupart du temps elles tombent dans la Durance, et que ces eaux pourraient s'utiliser avantageusement pour le bien de l'irriga-

culture, en faveur des propriétaires de la rive gauche de la même Durance, tous cointéressés au canal de l'Ouleyer, dont la prise avait lieu à la Durance, et qui ne peut plus avoir lieu, par suite de l'abaissement du lit de cette rivière ont traité et convenu ainsi qu'il suit : Art. 1^{er}. Les susnommés font cession et abandon, pur et simple à titre gratuit et sans indemnité aucune, aux dits propriétaires de la rive gauche qui l'acceptent avec reconnaissance du droit, aux dites eaux des Pradonis ; mais pour n'en user toutes et quantes fois, seulement que les propriétaires de la rive droite n'en useront pas pour l'irrigation de leurs propriétés.

Art. 2. Il est entendu que les propriétaires intéressés au canal dit l'Ouleyer, feront faire à leurs frais tous les travaux d'arts et autres nécessaires, pour amener les eaux ci-dessus, de la rive droite sur la rive gauche.

Art. 3. Les propriétaires de la rive droite se réservent expressément le droit d'user des dites eaux, à leur volonté comme par le passé pour l'irrigation de leurs propriétés ; à peine de tous dépens dommages intérêts, contre quiconque les troublerait dans ce droit.

Art. 4. Le droit aux eaux ci-dessus, est cédé par les propriétaires de la rive droite, a charge par les propriétaires intéressés au canal dit l'Ouleyer de supporter seuls et sans répétition aucune, tous les frais, droits et honoraires, auxquels donnera lieu le présent acte et à charge aussi d'en faire délivrer une grosse aux propriétaires du Mas de Pradonis, laquelle grosse sera également payée par les mêmes.

Art. 5. Les parties ont évalué pour la perception des droits de l'enregistrement, le droit cédé à un revenu annuel de cinq francs.

Dont acte fait et passé à St-Martin de Queyrières en l'étude du dit M^e Daurelle, l'un de nous lequel retient la minute.

L'an mil huit cent cinquante, le sept juillet, et après lecture faite les parties ont signé avec nous notaire,

Suivent les signatures.

(Extrait des minutes du notaire
de Saint-Martin de Queyrières).

VU : *Le Président de la Thèse,*
A. SOUCHON.

VU : *le Doyen,*
P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD,

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
BIBLIOGRAPHIE.....	IX
AVANT-PROPOS	1
CHAPITRE I ^{er} . — Historique.....	5
<i>Section I.</i> — L'irrigation et l'association en Espagne et dans le Midi français.....	5
<i>Section II.</i> — Destination des anciens canaux français d'après les textes.....	11
<i>Section III.</i> — § 1. — Apparition du régime des irrigations en Espagne.....	22
§ 2. — Présomptions tirées de la littérature jurisprudentielle des Arabes.....	27
§ 3. — Présomptions tirées de la littéra- ture agricole des Arabes.....	35
§ 4. — Témoignage fourni par les vieilles ordonnances des rois de Castille et d'Aragon	41
Appendice	46
<i>Section IV.</i> — Apparition du régime collectif des irrigations dans le Midi de la France.....	48
CHAPITRE II. — La réglementation de l'irrigation en Espagne. La loi des Eaux et les coutumes.....	56

	Pages.
CHAPITRE III. — Organes d'administration des « regadios »	67
§ 1. — Modes et conditions de recrutement	69
§ 2. — Attributions	73
§ 3. — Les assemblées d'irrigants (Junta- mentos)	76
§ 4. — Le Comité directeur (Junta de gobierno ou Comision de hacendados).	87
§ 5. — <i>Appendice.</i> — De quelques condi- tions exigées par certains règlements pour exercer la fonction de chef des employés de canaux	89
CHAPITRE IV. — Le tribunal des Eaux (Jurados ou Jueces de Aguas)	91
<i>Appendice.</i> — La juridiction des Eaux dans quelques règlements spéciaux	110
CHAPITRE V. — La condition juridique des eaux d'irrigation et leur mode de réparti- tion. — Les tours d'arrosage	112
CHAPITRE VI. — Survivance de très anciens usages dans le Briançonnais	125
CONCLUSION	134
ANNEXES. — Analyse sommaire des dispositions de la Ley de Aguas du 13 juin 1879, appli- cables aux Syndicats d'irrigants et à leurs tribunaux	146
Actes de 1171 et 1235 relatifs au canal St-Julien. 155 et 157	
Statuts de la communauté de Visan	160
Actes extraits des minutes du notaire de Saint-Mar- tin de Queyrières.	
1 ^o Convention du 1 ^{er} juin 1734	162
2 ^o Partage de l'eau de Bouchier et Villard-Mayer	165
3 ^o Convention du 24 juin 1743	169
4 ^o Traité du 7 juillet 1850	172

PITHIVIERS. — IMP. PITHIVÉRIENNE. — 3954
